

RAPPORT N° 42 20 novembre 2007
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
concernant les modifications du plan directeur
cantonal relatives aux zones d'activités, ports de
plaisance, cours d'eau et protection de l'air

Conformément à l'article 22 al. 2 de la loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LA-TeC), nous vous transmettons, à titre consultatif, un rapport sur les modifications du plan directeur cantonal relatives aux thèmes suivants: «Zones d'activités et grands générateurs de trafic», «Ports de plaisance et amarrages de bateaux», «Aménagements, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits», «Protection de l'air».

Ce rapport comprend les points suivants:

1. Documents transmis au Grand Conseil
2. Historique des travaux
3. Contenu des modifications du plan directeur cantonal
4. Résumé du rapport de consultation
5. Suite des travaux

1. DOCUMENTS TRANSMIS AU GRAND CONSEIL

Afin de permettre une prise de connaissance complète du dossier, trois documents sont annexés à ce rapport. Il s'agit:

- *des projets de texte et de rapport explicatif* des thèmes précités. Les textes modifiés, par rapport au contenu actuel du plan directeur cantonal, sont mis en évidence par des caractères gras et italiques. Le texte du plan directeur, identifiable par la lettre T qui précède le numéro de page, constitue le contenu liant pour les autorités; le rapport explicatif, identifiable par la lettre R en français ou B en allemand qui précède le numéro de page, est uniquement explicatif;
- *du rapport sur la consultation publique*, qui présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat.

2. HISTORIQUE DES TRAVAUX

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) a mis en consultation publique durant trois mois, les modifications des thèmes précités du plan directeur cantonal, ainsi que le plan des mesures pour la protection de l'air, conformément à l'avis paru dans la Feuille d'avis officielle N°15 du 14 avril 2006.

La modification des thèmes «Zones d'activités et grands générateurs de trafic» et «Protection de l'air» est une conséquence du nouveau plan de mesures pour la protection de l'air (art. 44a de la loi fédérale sur la protection de l'environnement), plan qui a été adopté le 8 octobre 2007 par le Conseil d'Etat.

Le thème «Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits» nécessitait également des modifications en vue d'une meilleure prise en compte de l'espace nécessaire aux cours d'eau, en raison de problèmes de mise en œuvre du plan directeur cantonal dans les plans d'aménagement local (PAL). Les directives fédérales

«Idées directrices Cours d'eau suisses» (OFEFP, OFEG, OFAG, ODT, 2003) et le bilan des intempéries 2005 impliquaient une intégration rapide de la notion d'espace nécessaire avant même que la nouvelle loi cantonale sur les eaux n'entre en vigueur. Il est vrai que, face aux intempéries de l'été 2007, l'urgence de mieux prendre en compte cette problématique dans le plan d'affectation des zones (PAZ), notamment en ce qui concerne les cours d'eau sous tuyau, s'est encore renforcée.

Enfin, profitant de cet ensemble de modifications du plan directeur cantonal, le thème «Ports de plaisance et amarrages de bateaux» a été précisé afin d'améliorer la mise en œuvre de ses principes dans l'aménagement local.

3. CONTENU DES MODIFICATIONS DU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

Les projets de texte pour le plan directeur cantonal présentent pour chaque thème modifié les objectifs suivants:

3.1 Thème «Zones d'activités et grands générateurs de trafic»

- Prendre en compte le plan de mesures pour la protection de l'air dans le domaine des grands générateurs de trafic.
- Fixer des critères pour le dimensionnement des zones d'activités pour les communes comprenant des zones d'activités d'importance cantonale. En effet, le Conseil d'Etat s'est engagé, envers l'Office fédéral du développement territorial, à modifier le plan directeur cantonal dans ce sens suite à la mise en zone de Galmiz (plutôt que de compenser la mise en zone).
- Introduire les critères appliqués lors de la mise à jour du plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale et mettre à jour le rapport explicatif sur la base du relevé des zones d'activités d'importance cantonale de 2004.

3.2 Thème «Ports de plaisance et amarrage de bateaux»

- Clarifier les documents à établir par la commune lors de la planification d'un projet de port ou d'amarrage collectif.
- Préciser des aspects de contenu et de procédure en matière de concession.

3.3 Thème «Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits»

- Proposer à la Confédération une approche pragmatique et nuancée pour l'application de l'espace nécessaire aux cours d'eau découlant des dispositions de la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau.

3.4 Thème «Protection de l'air»

- Adapter le texte suite à la révision du plan de mesures de protection de l'air.
- Compléter les dispositions suite à l'adoption du plan cantonal des transports.

4. RÉSUMÉ DU RAPPORT DE CONSULTATION

Le rapport de consultation présente de façon exhaustive les observations formulées lors de la consultation publique; il est joint en annexe du présent rapport.

Pour chaque thème modifié, les points principaux sont présentés ci-dessous. Au préalable, il y a lieu de préciser que seules les remarques portant sur les modifications ont été retenues dans cette synthèse.

Pour les thèmes «Protection de l'air» et «Ports de plaisance et amarrage de bateaux», il y a lieu de consulter le rapport joint en annexe, ces thèmes n'appelant pas de commentaire particulier quant aux résultats de la consultation.

4.1 Thème «Zones d'activités et grands générateurs de trafic»

Plusieurs prises de position demandent que la création de toute zone d'affectation d'importance stratégique soit précédée d'une modification de la carte du plan directeur cantonal. Cette manière de procéder est trop lourde et ralentirait les possibilités de réagir rapidement en cas d'implantation d'une entreprise importante. En revanche, le plan directeur cantonal contient les critères qui permettent d'évaluer les propositions d'affectation de ce type dans le cadre d'une modification d'un PAL.

Par ailleurs, la mention de la possibilité d'établir un plan d'affectation cantonal introduit une certaine souplesse d'action pour le canton qui lui permet de pouvoir répondre à des projets importants. Avec ces deux dispositions, le plan directeur cantonal permet de compléter avantageusement les dispositifs de l'aménagement du territoire en cas de projet stratégiquement intéressant.

Si les modifications de ce thème fixent des critères précis en vue d'obtenir un dimensionnement correct des zones d'activités, elles offrent néanmoins une certaine manœuvre d'action en cas de grand projet.

En effet, les critères déterminés permettent ainsi d'analyser avec justesse l'état des zones d'activités lors des révisions de PAL, en tenant compte du tissu économique et des besoins d'extension des entreprises dans une commune.

Parallèlement, il y a lieu de préciser que des réflexions sont en cours afin d'étudier les possibilités de mettre en œuvre une politique foncière active cantonale, qui contribuerait notamment à mettre à disposition des zones d'activités dans des espaces stratégiquement intéressants.

Pour certains, les critères de dimensionnement des zones d'activités apparaissent comme limitants pour le développement communal. Il est à rappeler que le dimensionnement n'est pas fixé une fois pour toute. Il est possible de procéder à une révision du PAZ lorsque la disponibilité des terrains est limitée. Il est également possible de réfléchir à l'échelle régionale à des planifications de zones d'activités intercommunales pour autant que les autres communes concernées renoncent à planifier individuellement des zones d'activités.

Certaines remarques évoquent la pertinence des critères pour les grands générateurs de trafic, notamment en raison de la limite de trajet proposé (2000 trajets par jour de trafic motorisé). Le nombre de mouvements du trafic constitue le critère qui représente le mieux l'importance des nuisances potentielles engendrées par un projet.

Certaines prises de position ont rappelé que le canton devait réduire ses zones constructibles, en particulier les zones d'activités surdimensionnées ou mal situées, notamment dans les secteurs en conflit avec les surfaces d'assolement. Dans le cadre du rapport sur l'aménagement du territoire à fournir par le canton en 2008, il appartiendra à l'Office fédéral d'examiner l'état de la situation, suite à la mise en œuvre des principes définis dans le plan directeur cantonal et à un état de la situation fourni par le canton. En janvier 2006, le canton a transmis un état de la situation à la Confédération qui précisait que le canton de Fribourg disposait au 1^{er} janvier 2006 de 35 799 hectares de surfaces d'assolement, ce qui correspond à un déficit minime d'un hectare par rapport au quota fixé par la Confédération.

Plusieurs interventions, divergentes dans les points de vue exprimés, concernent la compensation des bonnes terres agricoles.

Il est rappelé que cette compensation est une exigence fédérale qui a fait l'objet d'une négociation en raison de l'état des surfaces d'assolement dans le canton. Cette compensation est une compensation en surface qui s'effectue à l'échelle locale sans distinction du degré d'importance de la zone d'activités.

Il faut également préciser qu'en cas de plan d'affectation cantonal, il n'est pas prévu de modalité de compensation afin de ne pas remettre en question des zones communales en raison de besoins cantonaux.

La possibilité d'inscrire dans le plan directeur cantonal une limitation pour l'implantation des centres commerciaux dans les nouvelles zones d'activités a été évoquée. Il y a lieu de rappeler à cet égard que le rapport au postulat Kolly/Ducotterd accepté par le Grand Conseil est en cours d'élaboration.

4.2 Thème «Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits»

Plusieurs prises de position s'opposent à une interdiction totale de mise sous tuyau ou à une obligation de remise à ciel ouvert des cours d'eau sous tuyau. Il convient de rappeler que l'exigence légale et les critères de suppression sont définis dans le droit fédéral et que le principe de proportionnalité reste applicable comme le mentionne le projet de loi cantonale sur les eaux.

Concernant l'espace minimal nécessaire au cours d'eau, la limite de 20 mètres fixée par le droit cantonal en vigueur semble méconnue par plusieurs intervenants et le fait que des dérogations soient possibles sur la base de la détermination de l'espace nécessaire également.

4.3 Modifications apportées suite au traitement de la consultation publique

Dans le thème «Zones d'activités et grands générateurs de trafic», les modalités relatives à la compensation des surfaces d'assolement ont été complétées dans la partie «Conséquence sur les instruments de planification».

Le texte a également été complété dans la partie «Etude cantonale à réaliser dans le domaine» afin de préciser que les critères définis pour les zones d'activités d'importance cantonale sont également applicables en cas de plan d'affectation cantonal.

Il a été indiqué que les cantons limitrophes sont consultés en cas de projet de zone d'activités d'importance can-

tonale ou de grand générateur de trafic dans un secteur limitrophe.

Le rapport explicatif a été complété afin de donner des explications sur la limite de 5000 m² de surface brute de plancher et sur les critères de dimensionnement pour les zones d'activités d'importance cantonale.

Dans le thème «Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits», le délai mentionné pour les débits minimaux a été corrigé en remplaçant 2007 par 2012. De même, sous le point «Références», la dernière étude a été remplacée par «Idées directrices Cours d'eau suisse» (2003).

5. SUITE DES TRAVAUX

Les modifications du plan directeur cantonal seront adoptées par le Conseil d'Etat, puis transmises pour approbation au Conseil fédéral. Les textes adoptés du plan directeur cantonal seront distribués aux détenteurs du plan au début de l'année 2008.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte des modifications du plan directeur cantonal.

**Voir aussi:**

Structure urbaine;
Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir;

Concept global des transports;

Surfaces agricoles et d'assolement;

Sites pollués;

Pôles touristiques;

Implantation d'installations de tourisme et de loisirs;

Protection de l'air;

Risques chimiques et technologiques;

Eaux souterraines

Instances concernées:

Instance de coordination:
Service des constructions et de l'aménagement

Communes:
Toutes

Instances cantonales:
SPC, STE, PromFR, SEn

Autres cantons:
BE, NE, VD

Confédération:
ODT

Autres instances:
Groupe de coordination et de soutien, CFCIS, Entreprises de transports, Entreprises distributrices d'énergie, Union patronale, Associations régionales

1. PROBLÉMATIQUE

Les zones d'activités servent à accueillir des entreprises du secteur secondaire ou tertiaire. Les grands générateurs de trafic sont des constructions ou des installations comme les installations touristiques ou de loisirs, des centres commerciaux ou des combinaisons de ces fonctions. Les zones d'activités et les zones accueillant les grands générateurs de trafic ont des caractéristiques semblables: elles occupent de grandes surfaces, elles doivent être dotées de bonnes possibilités d'accès et génèrent un grand trafic.

Conscient de la nécessité de renforcer l'armature économique du canton de Fribourg et conscient que les moyens à disposition sont limités, le Conseil d'Etat a élaboré un plan sectoriel des zones d'activités. Le but de ce document est de montrer où il est judicieux de concentrer les efforts de planification et de promotion pour avoir un maximum d'effet pour le développement économique du canton. Le plan sectoriel inventorie les terrains disponibles à court, moyen et long terme. Ces zones d'importance cantonale sont composées de terrains variés, situés à des endroits stratégiques et présentant le plus grand potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises. Elles sont réparties sur sept pôles de développement, soit un par district.

Hors des pôles de développement, il est possible, comme par le passé, de maintenir ou de créer des zones d'activités d'importance régionale ou locale. En vue d'assurer un développement durable et constituer un réseau entre les centres et le reste du territoire, il est indispensable de poursuivre les efforts actuels déployés pour le renforcement de l'économie et de soutenir les efforts en matière de développement touristique.

Le plan directeur cantonal définit la politique cantonale en matière de zones d'activités, désigne les pôles de développement et fixe les conditions pour la création **et la gestion** des zones d'activités.

2. PRINCIPES**BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON**

- Garantir une offre suffisante, différenciée, attractive et bien localisée de terrains reconnus comme zones d'activités d'importance cantonale.
- Veiller à accroître en premier lieu l'offre de terrains disponibles dans les zones d'activités légalisées.
- Concentrer prioritairement l'engagement et les moyens à disposition du canton sur les sites présentant le meilleur potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises.
- Proposer une gamme différenciée de lieux d'implantation, attractifs et bien localisés.
- Faire participer toutes les régions au développement économique.
- Mettre la compétence et le savoir-faire de l'administration cantonale à disposition des communes et des régions pour faciliter une mise en valeur et une promotion efficace des zones d'activités.
- Garantir également hors des pôles de développement, et notamment dans les régions de montagne, une offre suffisante de terrains affectés aux zones d'activités permettant



l'implantation, l'extension et/ou la délocalisation d'entreprises à caractère régional ou local.

- Encourager les collectivités publiques à exercer une politique foncière active.
- Éviter la dispersion des grands générateurs de trafic sur tout le territoire du canton.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Pôles de développement

Le canton entend concentrer ses efforts de planification et de promotion sur sept pôles de développement économique:

1. Fribourg et environs
2. Morat/Kerzers
3. Basse Singine
4. La plaine de la Broye, le long de l'autoroute A 1
5. Bulle et environs
6. Châtel-St-Denis
7. Romont.

Zones d'activités d'importance cantonale

Les zones d'activités d'importance cantonale doivent:

- Etre situées à l'intérieur des pôles de développement.
- ***Figurer dans le plan d'aménagement local de la commune concernée (plan d'affectation des zones ou plan directeur d'utilisation du sol) et dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.***
- Comprendre, en règle générale, une surface libre d'au moins un hectare ***ou permettre la construction d'au minimum 5'000 m² de surface brute de plancher.***
- Etre situées sur un axe de transport d'importance cantonale (à moins de 2 kilomètres d'une route nationale, sur une route cantonale axe prioritaire ou relié à un réseau de transports publics performant).
- Comprendre des voies d'accès qui ne traversent pas des zones habitées.
- Réserver les terrains nécessaires au raccordement ferroviaire pour les secteurs présentant des conditions techniques et financières acceptables. En cas d'impossibilité de raccordement ferroviaire, réserver des possibilités de transbordement rail - route dans les gares du voisinage.
- Les propriétés sont en mains publiques ou les propriétaires sont réellement disposés à vendre dans un délai contractuel.

Dimensionnement des zones d'activités dans les communes comprenant des zones d'activités d'importance cantonale

- ***Les zones d'activités sont dimensionnées sur la base des surfaces occupées dans ce type de zones dans l'ensemble de la commune concernée. Le total des surfaces non construites, hormis les réserves destinées à l'extension des entreprises existantes, ne peut dépasser les deux tiers de la surface effectivement construite. Pour les entreprises existantes hors zones d'activités (par exemple en zone village ou mixte),***



des réserves peuvent être prévues pour un déplacement ou une extension de l'activité sur la base d'un projet précis.

Zones d'activités d'importance régionale

- Les zones d'activités d'importance régionale:
 - qui sont situées hors des pôles de développement doivent permettre l'extension et/ou la délocalisation des entreprises existantes ainsi que, le cas échéant, la création d'entreprises à caractère régional.
 - Comprennent, en règle générale, une surface libre d'au moins **5'000 m² ou permettre la construction d'au minimum 2'500 m² de surface brute de plancher.**
 - sont définies dans le cadre de l'établissement d'un plan directeur régional.
 - sont localisées au minimum dans les centres intercommunaux.
- L'équipement d'une zone d'activités d'importance régionale ne doit pas nécessiter l'aménagement de nouvelles voies d'accès importantes.

> Voir Thème «Structure urbaine»

Zones d'activités d'importance locale

- Les zones d'activités d'importance locale:
 - qui sont situées hors des pôles de développement doivent permettre l'extension et/ou la délocalisation des entreprises existantes ainsi que, le cas échéant, la création d'entreprises à caractère local.
 - sont notamment destinées aux exploitations artisanales orientées sur les besoins d'une clientèle locale ainsi qu'aux petites exploitations du secteur tertiaire.
- L'équipement d'une zone d'activités d'importance locale ne doit pas nécessiter l'aménagement de nouvelles voies d'accès importantes.

Dimensionnement des zones d'activités dans les commune comprenant des zones d'importance régionale ou locale

- Les zones d'activités sont dimensionnées sur la base des surfaces occupées dans ce type de zones dans l'ensemble de la commune concernée. Le total des surfaces non construites, hormis les réserves destinées à l'extension des entreprises existantes, ne peut dépasser le tiers de la surface effectivement construite. Pour les entreprises existantes hors zones d'activités (par exemple en zone village ou mixte), des réserves peuvent être prévues pour un déplacement ou une extension de l'activité sur la base d'un projet précis.

Grands générateurs de trafic

- Tout projet commercial, touristique ou de loisirs **provoquant plus de 2'000 trajets par jour de trafic motorisé** est considéré comme grand générateur de trafic (**les poids lourds sont comptés deux fois**).
- Les grands générateurs de trafic doivent:
 - être situés dans des secteurs remplissant les critères des zones d'activités d'importance cantonale, ou dans des zones touristiques ou de loisirs.
 - être situés à proximité d'un arrêt de transport public performant. A défaut, le requérant organise et finance un transport en commun.



- *tenir compte, en fonction du type d'utilisation du sol souhaité, des critères fixés par le plan cantonal des transports et par le plan de mesures pour la protection de l'air pour la desserte en transport.*

Voir Thèmes «Concept global des transports» et «Protection de l'air»



PRINCIPES DE COORDINATION

La planification des zones d'activités et l'implantation de grands générateurs de trafic tiendront compte des principes suivants:

- Certains sites industriels sont susceptibles d'être localisés sur des sites pollués. Avant de réaliser une construction dans ces secteurs, les investigations préalables et les éventuels assainissements seront réalisés.
- Prendre en compte les risques chimiques et technologiques lors de la planification de nouvelles zones d'activités, d'habitation ou de loisirs afin d'éviter que les utilisations du sol des différentes zones ne s'excluent.
- Pour que le canton accepte de nouvelles emprises sur les meilleures terres agricoles, la preuve devra être apportée qu'aucun autre secteur voisin des zones à bâtir existantes, classé dans une catégorie inférieure de l'inventaire des surfaces agricoles, n'est disponible. **En cas de réserves de bonnes terres agricoles en zone à bâtir non construites, des compensations seront exigées.**
- Aucune zone d'activités ne pourra être délimitée à l'intérieur d'une zone S de protection des eaux.

Voir Thème «Sites pollués»



Voir Thème «Risques chimiques et technologiques»



Voir Thème «Surfaces agricoles et d'assolement»



Voir Thème «Eaux souterraines»



3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Nomme un groupe de coordination et de soutien.
- Définit les pôles de développement et les critères pour la création de zones d'activités d'importance cantonale.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Assure la gestion technique du plan et contrôle l'application des principes d'aménagement lors de l'examen des plans d'aménagement local.

Les régions:

- Définissent les zones d'activités d'importance régionale par le biais d'un plan directeur régional.
- Étudient différents modèles pour le financement régional ou intercommunal des infrastructures.
- Mettent sur pied, le cas échéant en collaboration avec le groupe de coordination et de soutien, un groupe de projet pour promouvoir et faire avancer les différents projets de développement.

Les communes:

- Négocient avec les propriétaires des terrains non construits, afin que ceux-ci s'engagent à construire ou à mettre leurs terrains sur le marché au cours des quinze années à venir.
- Evitent de concentrer l'ensemble du développement communal dans les mains d'un seul propriétaire.



- Étudient les possibilités de changer l'affectation des zones d'activités équipées et non utilisées pour éviter la mise en zone de nouveaux terrains.
- ***Tiennent compte des principes de dimensionnement des zones d'activités du plan directeur cantonal lors de la révision de leur plan d'aménagement local.***

Les cantons voisins:

- Sont ***consultés*** sur les dossiers de modification des plans d'aménagement local (PAL) lorsqu'une commune fribourgeoise dont le territoire confine à la frontière cantonale envisage de créer une nouvelle zone d'activités ou de modifier le périmètre d'une zone existante ainsi que lors des demandes d'implantation de grands générateurs de trafic.
- ***Sont consultés en cas d'établissement d'un plan d'affectation cantonal dans un secteur limitrophe.***

Le groupe de coordination et de soutien:

- Supervise la mise en œuvre de la politique cantonale et du plan sectoriel des zones d'activités et la réalisation des projets concrets de développement.
- Conseille et soutient les communes et les régions dans leurs efforts visant à augmenter la disponibilité des terrains affectés aux zones d'activités d'importance cantonale.
- Incite les communes concernées à promouvoir les zones d'activités d'importance cantonale.
- Complète et tient à jour l'inventaire des zones d'activités d'importance cantonale du plan sectoriel des zones d'activités.
- Informe régulièrement le Conseil d'Etat sur la mise en œuvre du plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.
- Lance ou pilote des projets ou études d'intérêt cantonal dans le domaine.
- Etablit des contacts avec les milieux professionnels dans les domaines juridiques, techniques, économiques ou financiers pour la mise sur pied d'une organisation de projet au niveau communal.

4. MISE EN ŒUVRE

ÉTUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale est mis à jour régulièrement sur la base de l'évolution des plans d'aménagement local des communes comprises dans les pôles de développement économique.

En cas de besoin en terrains stratégiques d'importance cantonale ou supracantonale, le canton se réserve la possibilité d'établir un plan d'affectation cantonal et d'adapter, par la suite, le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale.

En cas de plan d'affectation cantonal, les principes de localisation pour les zones d'activités d'importance cantonale, à l'exception des critères de dimensionnement, sont applicables.



CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Les régions doivent prendre en considération les zones d'activités d'importance cantonale lors de l'élaboration du plan directeur régional.

Les régions peuvent prévoir dans leur plan directeur des secteurs pour la création de nouvelles zones d'activités d'importance cantonale ou régionale sur la base des critères de localisation ci-dessus.

Les zones d'activités d'importance régionale devront être localisées dans les centres intercommunaux que les régions sont appelées à définir dans le cadre de leur plan directeur régional.

Voir Thème «Structure urbaine»



Plan d'aménagement local

Plan d'affectation des zones

- *Délimite les zones d'activités en fonction des critères de dimensionnement définis par le plan directeur cantonal.*
- *En cas de surdimensionnement de zones d'activités équipées, examine si un changement d'affectation est envisageable.*
- *Etudie les modalités à mettre en oeuvre pour valoriser les secteurs de friches industrielles.*
- *Propose, en cas de réserves de bonnes terres agricoles en zone à bâtir non construites, des compensations pour les terrains nouvellement affectés à la zone d'activités, simultanément à la procédure de mise en zone.*

Règlement communal d'urbanisme

- *Définit le type d'activités que peuvent accueillir les zones d'activités en fonction des critères de desserte fixés par le plan cantonal des transports et par le plan de mesures pour la protection de l'air.*

Voir Thèmes «Concept global des transports» et «Protection de l'air»



Plan directeur de l'utilisation du sol

- *Peut prévoir les extensions possibles des zones d'activités au-delà des critères de dimensionnement applicables.*
- *Définit les principes de desserte et les étapes de réalisation des extensions de zones d'activités.*

Rapport explicatif

- *Justifie le dimensionnement des zones d'activités proposées sur la base d'un calcul des surfaces construites et des réserves utilisées par les entreprises existantes.*
- *Renseigne sur les résultats des éventuelles études effectuées sur la mobilité des personnes et des marchandises conformément aux principes définis par le plan cantonal des transports et par le plan de mesures pour la protection de l'air.*

Mise en zone effectuée pour un projet spécifique

Toute nouvelle mise en zone réalisée, **hors d'une révision générale du plan d'aménagement local**, pour un projet spécifique doit être soumise à la condition suivante:

- Lorsque les fondations ne sont pas réalisées dans un délai maximal de 5 ans, la zone est réaffectée à la zone agricole sans nouvelle procédure **légale**. Ce délai ne peut pas être prolongé.

31.08.2007

T p. 6



PROCÉDURE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET

Etude de l'impact sur l'environnement

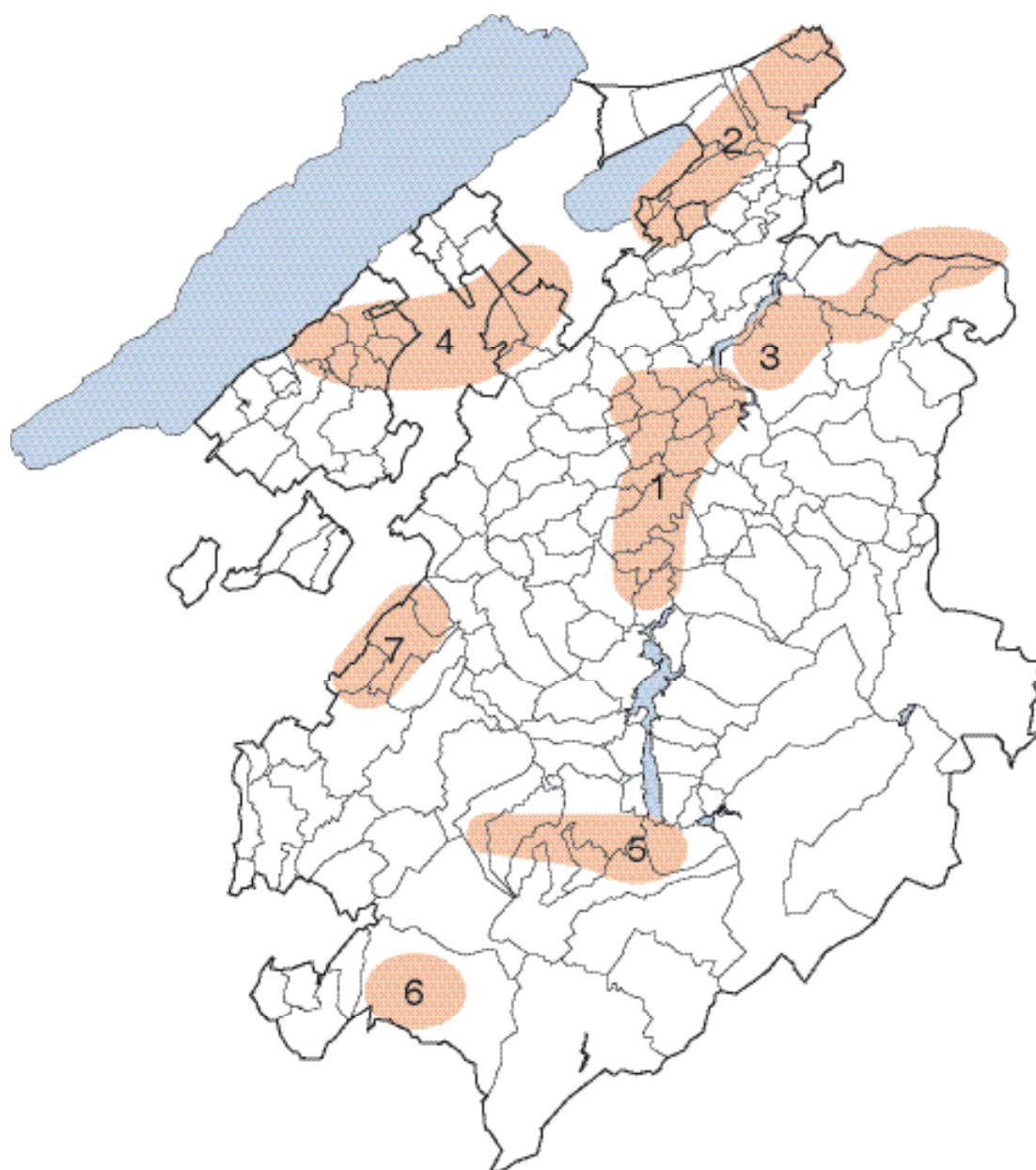
Si la construction projetée nécessite l'élaboration d'une étude d'impact sur l'environnement, celle-ci doit être réalisée soit dans le cadre de la procédure d'approbation du plan d'aménagement de détail soit subsidiairement dans celle du permis d'implantation ou du permis de construire.

5. RÉFÉRENCES

- Plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale, Fribourg, 1998, inventaire actualisé en 2004.
- Plan cantonal des transports, Fribourg, 2005
- Plan de mesures pour la protection de l'air, Fribourg, 2007.



Pôles de développement économique



Légende



Pôles de développement

- | | |
|------------------------|---------------------|
| 1 Fribourg et environs | 5 Bulle et environs |
| 2 Morat / Kerzers | 6 Châtel-St-Denis |
| 3 Basse Singine | 7 Romont |
| 4 Plaine de la Broye | |

km
0 3 6
Source: GEOSTAT



Participants à l'élaboration

STE, PromFR, SEn, SPC et SeCA

Cadre légal

Base légale fédérale ou cantonale inchangée depuis l'ancien plan directeur cantonal

Pratique administrative

Buts pour la politique cantonale inchangés

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en œuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Répartition des tâches inchangée

1. PROBLÉMATIQUE

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale vise à renforcer l'économie fribourgeoise face à la concurrence internationale et intercantonale, tout en respectant les exigences de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que les objectifs de la politique cantonale des transports. Dans ce but, il propose de concentrer les efforts de planification et de promotion économique sur les sites présentant le meilleur potentiel pour l'implantation de nouvelles entreprises. Ces sites, sélectionnés sur la base d'une évaluation détaillée des zones d'activités présentant les meilleures potentialités, offrent une gamme de terrains suffisamment différenciés pour répondre aux demandes d'implantation d'entreprises.

Le plan sectoriel ne peut couvrir à lui seul l'ensemble des demandes auxquelles doit répondre la Promotion économique. Cette dernière doit pouvoir faire face principalement à trois types de demandes :

- *les demandes d'implantation ou d'extension d'entreprises qui souhaitent se trouver dans des endroits remplissant des conditions de localisation optimales;*
- *les demandes d'implantation ou d'extension d'entreprises qui souhaitent s'implanter à un endroit précis en fonction de critères propres à l'entreprise;*
- *les demandes d'entreprises pour des locaux vacants.*

Le plan sectoriel se limite à répondre au premier type de demandes. Le second cas est traité en fonction des besoins annoncés. Quant au troisième type de demande, la Promotion économique tient à jour, en collaboration avec les régies, les régions et les communes, un inventaire des locaux vacants pour l'implantation d'entreprises.

Il convient cependant de préciser que le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale n'exclut nullement la planification et la mise en valeur d'autres zones d'activités. De nouvelles zones d'activités d'intérêt régional ou local, de taille généralement plus réduite que les zones d'importance cantonale, pourront être créées pour autant que leur opportunité soit prouvée et que leur localisation soit judicieuse et conforme aux buts et principes définis dans le plan directeur cantonal.

2. PRINCIPES

PRINCIPES DE LOCALISATION

Pôles de développement

Les pôles de développement désignent des territoires particulièrement intéressants du point de vue de la stratégie de la promotion économique et présentant les conditions nécessaires à l'implantation de nouvelles entreprises moyennant un certain effort de planification, d'équipement et de promotion.

Ces pôles de développement prennent en considération les aspects suivants:

- l'intérêt du canton à promouvoir avant tout les sites les mieux situés et les surfaces les plus appropriées et à concentrer les moyens financiers à disposition sur les zones d'activités présentant le plus de promesses de succès;
- la volonté de renforcer l'armature urbaine du canton;



- la volonté de faire participer toutes les régions au développement économique.
- les territoires situés le long des axes nationaux de transport, ou desservis par un système de transport publics performant type transport d'agglomération.

Zones d'activités d'importance cantonale

Les zones d'activités d'importance cantonale sont sises à l'intérieur des pôles de développement. Elles désignent des terrains localisés à des endroits stratégiques et présentant de grandes potentialités pour l'implantation de nouvelles entreprises.

Pour qu'une zone d'activités soit reconnue d'importance cantonale, elle doit présenter un potentiel de réalisation intéressant. La limite a été fixée à 1 hectare pour les surfaces libres de toute construction. Une zone d'activités partiellement construite est maintenue à l'inventaire des zones d'activités d'importance cantonale tant qu'elle présente encore des disponibilités permettant la réalisation de 5'000 m² de surface brute de plancher.

En ce qui concerne le dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale, les analyses effectuées démontrent qu'un tiers des entreprises existantes sont généralement susceptibles de s'étendre dans un délai de quinze ans. C'est sur cette base que la règle du tiers a été fixée pour les zones d'activités d'importance régionale ou locale. Afin de tenir compte des besoins pour les entreprises exogènes, ce principe a été augmenté au deux tiers pour les zones d'activités d'importance cantonale.

Dans sa mise à jour de 2004, le plan sectoriel des zones d'activités désigne 191 zones ou secteurs de zones d'activités d'importance cantonale, répartis sur 32 communes, représentant une surface totale de 588 ha.

En analysant ces zones ou secteurs de zones sous l'angle de leur disponibilité, on peut relever que:

- *Sur les 588 ha de zones d'activités, 254 hectares (43%) sont immédiatement disponibles; 155 hectares (26%) sont disponibles à moyen terme et 179 hectares (31%) sont disponibles à long terme.*

Sur la base du relevé des réserves des entreprises existantes, des chiffres à disposition pour les surfaces construites entre 1998 et 2004 et des réserves en zone à bâtir (catégories immédiatement disponible et disponible à moyen terme de l'inventaire), il est possible de faire une estimation grossière de la durée des réserves disponibles dans les pôles de développement économique.

L'estimation de la durée des réserves de zones d'activités d'importance cantonale pour l'ensemble du canton est de 17 ans. Cette estimation est issue d'une extrapolation qui soustrait aux réserves en zone à bâtir la part que pourraient prendre les futures réserves d'entreprises. L'estimation part du principe que le rythme des surfaces construites entre 1998 et 2004 sera maintenu.

Globalement, le canton dispose de réserves pour les 15 prochaines années, limite temporelle fixée par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

Il semble que, sur la base des zones d'activités reconnues d'importance cantonale, le canton ait des réserves suffisantes pour accueillir de nouvelles entreprises. Des travaux de planification et de mise en valeur des zones inventoriées doivent néanmoins être entrepris dans certains pôles de développement afin d'offrir



un potentiel de développement à moyen et à long terme. Il ne s'agit pas d'augmenter les surfaces en zone d'activités, mais de valoriser celles qui figurent dans les plans d'aménagement local des communes concernées.

Zones d'activités d'importance régionale ou locale

Le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale n'exclut pas la planification et la mise en valeur d'autres zones. Les zones d'activités existantes permettent déjà l'implantation, l'extension ou la délocalisation de petites et moyennes entreprises. Toutefois, comme il est rappelé dans le texte du plan directeur, la création d'une nouvelle zone peut impliquer, dans certains cas, le déclassement d'une zone existante.

Cependant, compte tenu de l'importante offre de terrains dans les pôles de développement, les chances d'attirer de grandes entreprises dans des zones d'activités d'importance régionale et locale sont faibles. Il est dès lors dans l'intérêt des communes situées à l'écart des axes de transport de réexaminer les surfaces affectées aux zones d'activités et de ne pas engager des frais d'équipement inutiles. Ainsi, au lieu de mettre en zone de nouveaux terrains et de devoir les équiper, les communes peuvent changer d'affectation des zones d'activités d'importance régionale ou locale équipées si elles se prêtent à une autre affectation **et si cette dernière est justifiée.**

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Les communes:

Les autorités communales sont responsables de la mise en valeur et de la promotion des zones d'activités. Aussi, ont-elles notamment pour tâche d'équiper les terrains à bâtir, de veiller à ce que les études de détail nécessaires soit réalisées à temps et d'informer les propriétaires sur les intentions et les démarches prévues.

En outre, elles doivent périodiquement reconsidérer la fonction, la localisation et la délimitation des zones d'activités et réexaminer, le cas échéant, l'affectation de certains secteurs. Ce réexamen est indispensable lorsque les propriétaires ne sont pas intéressés à une mise en valeur de leur terrain, lorsque l'offre des terrains disponibles dépasse les besoins prévisibles ou lorsque les coûts d'équipement sont disproportionnés.

L'équipement et la promotion des zones d'activités représentent une tâche ardue et une charge financière importante pour les communes. Elles ont intérêt à chercher la collaboration avec d'autres communes ou des instances régionales pour la gestion et, selon les cas, la création de zones d'activités intercommunales ou régionales. Les zones intercommunales ou régionales sont plus attractives pour les intéressés et les communes; leur conception, réalisation et promotion peut se faire d'une manière plus efficace.

Le groupe de coordination et de soutien:

Pour assurer le suivi et la mise en œuvre du plan sectoriel des zones d'activités, le Conseil d'Etat a nommé un groupe de coordination et de soutien. Ce groupe ne doit pas se substituer aux communes; son rôle consiste plutôt à débloquer des situations et à offrir une aide de démarrage à des projets particulièrement intéressants qui s'inscrivent dans la politique cantonale de développement économique. Les moyens du groupe de coordination et de soutien étant limités, il est indispensable de cibler l'effort



de promotion sur des projets présentant de grandes promesses de succès.

Le groupe de coordination doit fonctionner comme une cellule opérationnelle ayant pour tâche de lancer ou piloter des projets stratégiques. Selon le type de problème à régler, il peut solliciter l'appui d'autres services de l'administration cantonale ou charger des mandataires externes d'étudier des questions précises

**Voir aussi:**

Biotopes: Zones alluviales et rives de lac;

Biotopes: Zones humides et marais;

Instances concernées:

Instance de coordination:
Service des constructions
et de l'aménagement

Communes:
Communes riveraines d'un lac

Instances cantonales:
BPN, SPC, STE, SLCE, OCN,
SEn

Autres cantons:
VD, NE, BE

Confédération:
ODT, OFEFP

Autres instances:
Commission de gestion de la
rive sud du lac de Neuchâtel,
EEF, Société de navigation sur
les lacs de Neuchâtel et Morat
SA, UFT

1. PROBLÉMATIQUE

Le territoire du canton de Fribourg comprend plusieurs lacs aux caractéristiques très différentes. Il est important de différencier les lacs naturels des lacs artificiels. L'attrait pour la navigation privée de plaisance est plus important sur les lacs naturels. En effet, sur les lacs artificiels, plusieurs caractéristiques limitent le développement de la navigation de plaisance: la variation du niveau du plan d'eau, les limitations de vitesse et de puissance des bateaux et enfin la taille de ces lacs. Ces conditions générales ne sont pas sans conséquences sur les solutions techniques à étudier en matière d'amarrages. En règle générale, les conflits engendrés par la navigation se rencontrent rarement sur les plans d'eau, mais plutôt dans les zones peu profondes à proximité de la rive et dans les secteurs où se concentrent les installations d'amarrage et les infrastructures qui en découlent.

L'augmentation de la navigation de plaisance a été constante, particulièrement depuis les années soixante. Dans un premier temps, les places d'amarrage individuelles et les débarcadères privés se sont développés le long des berges, causant des atteintes aux rives et portant préjudice aux intérêts de la protection de la nature et de la pêche. Par arrêté du 20 février 1973, le Conseil d'Etat a chargé les autorités compétentes de prendre des mesures tendant à supprimer les passerelles et les débarcadères privés implantés, avec ou sans autorisation, sur le domaine public et à les remplacer par des ports de petite batellerie.

En général, l'usage du plan d'eau ne s'avère pas problématique en lui-même, hormis aux endroits où la navigation est en conflit avec les intérêts de la protection de la nature. Le choix de l'emplacement et le dimensionnement des ports doivent être soigneusement étudiés en considérant plus particulièrement l'intégration dans le site, la limite de capacité d'accueil des zones environnantes en ce qui concerne les accès, les places de parc, la dimension des installations touristiques existantes et à créer, la sollicitation acceptable des rives par les baigneurs, etc.

2. PRINCIPES**BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON**

- Gérer la navigation privée sur les lacs en prenant en considération la capacité d'accueil des sites d'amarrage collectif ainsi que le respect des rives et des zones protégées.
- Prendre en considération l'intérêt des activités lacustres pour l'essor touristique du canton et celui des économies régionales concernées.
- Fixer les critères d'aménagement permettant d'évaluer les demandes présentées pour la création ou l'agrandissement des ports de petite batellerie.
- Créer et organiser des amarrages collectifs notamment en vue de supprimer les amarrages individuels.
- Réaliser, pour chaque lac, une étude d'utilisation des rives par le biais d'un plan directeur régional des rives de lac.
- Etablir un concept d'information à l'attention des utilisateurs des lacs.



PRINCIPES DE LOCALISATION

- Prendre en considération lors de l'implantation de nouveaux ports de petite batellerie, de même que lors de l'agrandissement de ports existants, la protection des milieux naturels ainsi que la capacité d'accueil des terres riveraines, notamment en termes de stationnement de véhicules, de hangars, de trafic, de bruit, de qualité d'aménagement, etc.
- Soumettre aux mêmes principes que ci-dessus les zones d'amarrage collectif (par ex. champs de bouées).
- Supprimer, en fonction de la création de nouvelles places dans les ports, les zones d'amarrage individuel et certains champs de bouées.
- Supprimer prioritairement les zones d'amarrage individuel dans les secteurs en conflit avec le maintien de l'état naturel de la rive et avec les utilisations non privatives des rives.
- Rechercher des solutions pour que l'impact des nouvelles installations et infrastructures sur l'espace riverain et les zones à bâtir voisines soit acceptable, notamment en termes de bruit et de circulation.

PRINCIPES DE COORDINATION

- Les installations portuaires doivent être coordonnées avec le concept touristique régional et au plan directeur régional des rives de lac.
- Supprimer à moyen terme les amarrages dans les zones humides.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Octroie les concessions d'utilisation du domaine public des eaux pour les ports.

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions:

- Octroie les autorisations d'utilisation du domaine public des eaux pour les amarrages.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Participe aux études régionales pour l'établissement des plans directeurs des rives des lacs.
- Veille à l'établissement des études nécessaires pour la réalisation de nouveaux ports.
- ***Coordonne les procédures de planification et d'autorisation de construire avec la demande de concession.***

La Section lacs et cours d'eau du Service des ponts et chaussées:

- Gère l'utilisation du domaine public, la signalisation lacustre et la signalisation sur les plans d'eau.
- Traite les demandes de concession et d'autorisation d'utilisation du domaine public sur la base des principes définis dans le plan directeur cantonal.
- Gère la base de données des amarrages.



L'Office de la circulation et de la navigation:

- Délivre les immatriculations sur la base des places disponibles dans les ports.
- Informe les utilisateurs des lacs sur les principes de navigation à respecter.

Le Service des transports et de l'énergie:

- Informe les requérants sur le type de procédure à suivre et coordonne la procédure pour l'obtention d'une concession d'exploitation d'installations touristiques et de loisirs impliquant le transport de voyageurs par bateau.

Les régions:

- Elaborent et révisent, le cas échéant, les plans directeurs régionaux et les plans directeurs régionaux des rives des lacs.

Les communes:

- Participent à l'élaboration des plans directeurs régionaux.
- Etablissent les documents de planification nécessaires en cas de projet de port ou d'amarrage collectif.

Les cantons voisins:

- Collaborent pour la gestion de la navigation sur les plans d'eau communs.

Les exploitants des ports de petite batellerie:

- Veillent au respect du règlement du port et des conditions de la concession, respectivement de l'autorisation, lors de l'attribution des places;
- Tiennent des listes d'attente pour les places d'amarrages dans les ports.

L'Union fribourgeoise du tourisme:

- Préavise les projets susceptibles d'avoir une incidence sur le développement touristique du canton et des régions.

4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Les régions établissent pour chaque lac un plan directeur régional des rives de lac. Ces plans définissent au minimum:

- Les secteurs de développement et d'emplacement des ports avec les dispositions de mise en œuvre et les principaux problèmes de coordination à régler.
- Le nombre maximal de bateaux admis sur le plan d'eau.
- Les secteurs où il faut supprimer l'amarrage des bateaux.
- Les secteurs où l'amarrage de bateaux peut être maintenu voire développé par le biais de port ou d'amarrages collectifs.
- Les critères sur la base desquels un maintien des amarrages individuels est envisageable et une identification des secteurs concernés.



Plan d'aménagement local

La commune affecte en zone d'intérêt général les ports et les secteurs concernés par l'agrandissement ou la création d'un port ou d'un amarrage collectif. Elle prévoit, pour les agrandissements ou les créations de port, l'obligation d'établir un plan spécial et en définit le périmètre. Le règlement communal d'urbanisme fixe les prescriptions applicables à cette zone et notamment les objectifs qui régiront le plan spécial. Celui-ci doit correspondre aux secteurs prévus à cet effet par le plan directeur régional.

En cas de projet de port ou d'amarrages collectifs ou lors de l'extension d'un port existant, la commune établit un plan des secteurs à assainir. Ce plan est à considérer comme une partie du plan directeur des sites et des paysages et il doit être intégré au plan d'aménagement local. En fonction du dimensionnement du port et de l'étendue des secteurs à assainir, le plan des secteurs à assainir peut être un plan directeur intercommunal.

Le plan des secteurs à assainir indique:

- les secteurs d'amarrages à supprimer,
- les secteurs où les amarrages peuvent être éventuellement maintenus.

Le plan des secteurs à assainir est accompagné d'un rapport explicatif qui indiquera notamment le nombre d'amarrages existants avant et après la réalisation du projet sur l'ensemble du périmètre étudié.

PROCÉDURE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET

Plan des secteurs à assainir

En tant qu'extrait du plan directeur des sites et des paysages, le plan des secteurs à assainir suit la procédure prévue par les art. 73 et suivants LATeC. En cas de plan directeur intercommunal, la procédure de consultation se déroulera de manière simultanée dans toutes les communes concernées.

Plan spécial

Le plan spécial suit la procédure prévue par les art. 78 et suivants LATeC et définit notamment la dimension et l'impact des installations portuaires et touristiques projetées.

Le dossier du plan spécial comprend également le règlement de construction du secteur concerné et un rapport d'impact sur l'environnement lorsque le port contient plus de 100 places d'amarrage.

Permis de construire

La demande de permis de construire est requise selon la procédure décrite aux art. 172 et suivants LATeC.



Concession

La demande de concession est soumise à la procédure prévue aux art. 22 et suivants de la loi sur le domaine public.

Le dossier de la demande de concession comprend:

- *un rapport explicatif,*
- *un plan de situation établi par un géomètre délimitant précisément l'utilisation du domaine public et indiquant le nombre de places d'amarrages,*
- *le règlement d'exploitation du port,*
- *le tarif pour l'utilisation des places.*

Coordination

En vue d'assurer une coordination optimale des différentes procédures, les phases de mise en consultation et d'enquête publique doivent avoir lieu simultanément, à savoir:

- *mise en consultation du plan des secteurs à assainir,*
- *mise à l'enquête publique de la modification du plan d'affectation des zones et du plan spécial avec mise en consultation de l'éventuel rapport d'impact sur l'environnement,*
- *mise à l'enquête publique de la demande de permis de construire,*
- *mise à l'enquête publique de la demande de concession.*

Les décisions d'approbation et les autorisations relatives aux procédures précitées doivent également être coordonnées. La concession de port octroyée par le Conseil d'Etat, ainsi que d'éventuelles autres autorisations (par exemple défrichement) constituent des décisions préalables au sens de l'art. 175a LATeC. Elles sont nécessaires à la délivrance du permis de construire et doivent être notifiées en même temps que celui-ci.

5. RÉFÉRENCES

- Plan directeur de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat, Direction des Travaux publics Fribourg, Département des Travaux publics Lausanne, mai 1983.
- Plan directeur des rives du lac de Schifflenen, Bureau de planification et d'urbanisme BPU, Fribourg, octobre 1981.
- Plan directeur des rives du lac de la Gruyère, Association régionale de la Gruyère, juillet 2002.



Participants à l'élaboration

DAEC, BPN, SLCE et SeCA

1. PROBLÉMATIQUE

L'utilisation toujours plus intense des rives par les particuliers, et notamment l'augmentation du nombre de bateaux, préoccupe depuis de nombreuses années les autorités et les milieux intéressés à la protection de la nature.

L'augmentation constante du nombre de bateaux multiplie les places d'amarrage et les débarcadères privés le long des rives. Ces aménagements, souvent accompagnés de la destruction de roseaux, contribuent à l'encombrement de la rive et sont contraires aux intérêts de la pêche et de la sécurité de la navigation.

Le thème «Ports de plaisance et amarrages de bateaux» se fonde sur l'arrêté du Conseil d'Etat du 20 février 1973 et concrétise la politique préconisée par ce dernier.

4. MISE EN ŒUVRE

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes régionales

Le plan directeur régional des rives constitue un document fondamental dans le processus d'aménagement des ports de plaisance. De ce fait, les autorités cantonales n'entreront en matière sur de nouveaux projets de port que si les requérants sont en mesure de démontrer la conformité de leur projet avec le plan directeur régional des rives de lac.

Plan d'aménagement local

Dans le cadre d'un projet de port ou d'amarrage collectif, plusieurs documents doivent être établis. Ces documents ne suivent pas tous la même procédure en raison notamment de leur caractère juridique différencié.

Comme l'utilisation des rives de lac relève de la gestion du domaine public, les autorisations d'amarrage individuel peuvent être révoquées sans que les détenteurs de ces autorisations ne puissent s'y opposer légalement. Dès lors, le plan directeur communal est l'instrument d'aménagement du territoire adéquat pour définir les secteurs où les amarrages sont à supprimer. En effet, il n'est pas possible de faire opposition à un plan directeur communal, mais uniquement de formuler des observations sur son contenu. Le plan directeur cantonal propose donc que le plan des secteurs à assainir suive la procédure d'un plan directeur communal.

Cadre légal

Base légale fédérale ou cantonale inchangée depuis l'adoption du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Buts pour la politique cantonale inchangés

Nouveaux principes et nouvelles mesures de mise en œuvre

Aucune étude cantonale nécessaire

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Répartition des tâches inchangée



Voir aussi:

Dangers naturels: Crues;
Evacuation et épuration des eaux;
Biotopes: Actions prioritaires;
Protection des espèces;
Réseaux écologiques et couloirs à faune;
Compensations écologiques;
Espace forestier

- Deux rapports explicatifs sont disponibles pour la compréhension de ce thème: «Aménagement, revitalisation des cours d'eau et gestion des débits» et «Cycle de l'eau»

Instances concernées:

Instance de coordination:
Section lacs et cours d'eaux
du Service des ponts et
chaussées

Communes:
Toutes

Instances cantonales:
BPN, SFF, SEn, SAF, SeCA

Autres cantons:
BE, NE, VD

Confédération:
OFEG, OFEFP

Autres instances:
CCDN, Entreprises
d'endiguement, Entreprises
exploitant les forces hydrauliques

1. PROBLÉMATIQUE

Les diverses activités humaines (agriculture et urbanisation notamment), les ouvrages de protection contre les crues et l'utilisation des eaux à des fins industrielles ou d'irrigation, ont contribué à diminuer l'espace naturel des cours d'eau, à augmenter la fréquence et les pointes de crue et à diminuer les débits d'étiage.

Il en résulte globalement une perte des fonctions écologiques et d'autoépuration des cours d'eau. Par ailleurs, l'alimentation des nappes phréatiques est également touchée par les changements qui affectent les cours d'eau.

La loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau (LACE) et la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) préconisent une nouvelle approche visant à laisser, voire rétablir les cours d'eau dans l'état le plus naturel possible et, parallèlement, à assurer la sécurité contre les crues en priorité par des mesures de planification (localisation des activités humaines hors des zones dangereuses) et d'entretien des cours d'eau, de façon à ne pas rendre nécessaires des ouvrages de protection. **La LEaux interdit la mise sous tuyaux et exige la mise à ciel ouvert des cours d'eau sous tuyaux; des exceptions sont prévues pour des raisons techniques ou si la mise à ciel ouvert causerait d'importants préjudices à l'agriculture.**

En vue d'assurer les fonctions hydrauliques et écologiques du cours d'eau, un espace minimal doit être laissé libre de toute construction. Cet espace permet l'écoulement des crues sans dommage et garantit la valeur du cours d'eau comme milieu naturel; il est désigné par le terme d'espace minimal nécessaire aux cours d'eau.

En matière de gestion des débits, la LEaux préconise diverses mesures d'écrêtage des écoulements d'eaux superficielles des milieux urbanisés et impose le maintien, voire le rétablissement de débits résiduels minimaux convenables dans les cours d'eau en cas de prélèvements.

La stratégie de protection contre les crues est traitée sous la thématique «Dangers naturels: Crues», la régulation des écoulements d'eaux superficielles sous la thématique «Evacuation et épuration des eaux».

Les bases légales fédérales instaurent différentes études pour fixer la politique cantonale en matière de cours d'eau. Un état de la situation des cours d'eau à l'échelle du canton doit être établi sur la base d'études spécifiques à savoir:

En lien avec l'aménagement:

- Cadastre d'événements;
- Cartes des dangers liés aux crues;
- **Cadastre de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau;**
- Registre des ouvrages de protection contre les crues;
- Concept de mesures de protection contre les crues.

En lien avec la revitalisation:

- Cadastre de l'état qualitatif et écomorphologique des cours d'eau;
- Programme de revitalisation.

En lien avec la gestion des débits:

- Inventaire des prélèvements;
- Cartes des débits d'étiage.

Ces données doivent notamment mettre en évidence les divers déficits et les priorités d'action du canton en matière d'aménagement, de revitalisation des cours d'eau et de gestion des débits.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

La politique du canton dans le domaine de l'aménagement et de la revitalisation des cours d'eau et la gestion des débits vise les objectifs suivants:

- Assurer la sécurité des personnes et des biens importants à l'égard des crues à un niveau acceptable en regard des risques potentiels.
- Améliorer ou conserver les conditions écomorphologiques utiles des cours d'eau sur l'ensemble du canton, de façon à garantir notamment leur capacité d'autoépuration et leur biodiversité.
- Se doter des études de base nécessaires pour mettre en œuvre une politique coordonnée dans le domaine des cours d'eau.

PRINCIPES DE LOCALISATION

Aménagement des cours d'eau

- Assurer, en priorité par des mesures de planification, le maintien de la sécurité et des fonctions écologiques des cours d'eau, ***notamment en réservant un espace minimal nécessaire aux cours d'eau, qu'ils soient à ciel ouvert ou sous tuyaux.***
- ***Interdire l'implantation de nouvelles constructions dans l'espace minimal nécessaire. Les bâtiments existants peuvent faire l'objet de mesures d'entretien.***
- ***Donner la priorité aux mesures d'entretien sur les mesures constructives d'aménagement de cours d'eau.***
- Prévenir toute modification du régime naturel d'écoulement des eaux, susceptible d'avoir des conséquences sur l'état écomorphologique.
- Favoriser la dynamique naturelle et la diversité des cours d'eau, notamment le débordement dans les zones d'inondation potentielle.
- Limiter les interventions sur le charriage dans les zones alluviales.

Revitalisation des cours d'eau

- Mettre en œuvre des mesures de revitalisation là où les cours d'eau présentent des déficits et des besoins d'amélioration notoires et les meilleurs potentiels de revalorisation.
- Compléter, en fonction des opportunités ou des besoins, la revalorisation écologique et piscicole des cours d'eau par le rétablissement d'un état aussi naturel que possible des



tronçons mis sous tuyaux ou par la suppression d'installations inutilisées (anciens barrages d'usinières, etc.).

- Rendre possible la libre migration du poisson par la réalisation de franchissements ou l'élimination d'obstacles.

Gestion des débits

- Veiller à l'assainissement des prélèvements d'eau non conformes aux dispositions du droit fédéral en la matière.

PRINCIPES DE COORDINATION

Aménagement et revitalisation des cours d'eau

- Procéder autant que possible à la mise en œuvre coordonnée des mesures de protection contre les crues et des mesures de revalorisation écologique des cours d'eau.
- ***Tenir compte de l'affectation existante des terrains et des milieux largement bâtis lors de la délimitation de l'espace minimal nécessaire et des mesures qui en découlent.***
- Réorganiser l'entretien des cours d'eau naturels en recherchant les synergies, notamment pour les boisements riverains et versants boisés, en faisant appel aux compétences et moyens de l'entretien sylvicole.
- Favoriser la revitalisation des cours d'eau en recherchant, lors de la réalisation de mesures de protection ou de revitalisation, les synergies avec les mesures de compensation écologique réalisées au sens de la loi sur la protection de la nature et du paysage ou avec les mesures réalisées dans le cadre d'un projet soumis à étude d'impact (aménagements routiers, améliorations foncières, etc.).
- Optimiser les projets de protection contre les crues en donnant la préférence, à niveaux de protection et degré d'efficacité des ouvrages égaux, à celles préservant ou améliorant au mieux les fonctions écologiques des cours d'eau, et y intégrer des mesures propres à rétablir leur tracé naturel.
- Prendre des mesures de compensation écologique pour les ouvrages qui portent atteinte aux fonctions écologiques du cours d'eau.

Gestion des débits

- Favoriser l'assainissement des prélèvements ou des installations existantes dans le cadre de projets de revitalisation des cours d'eau, en particulier dans les zones alluviales.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Fixe la politique d'aménagement et de revitalisation des cours d'eau.
- Octroie les concessions d'utilisation du domaine public des eaux; dans ce cadre, il rend les décisions aptes à assurer les débits résiduels convenables dans les cours d'eau.
- Assure le financement des études de base cantonales, déduction faite des subventions fédérales.
- Octroie les subventions cantonales pour les mesures d'aménagement, de revitalisation **et d'entretien** des cours d'eau,

respectivement les aides ou participations éventuelles au financement d'assainissements d'installations.

La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions:

- Fixe les priorités en matière de revitalisation de cours d'eau.
- Octroie les autorisations d'utilisation du domaine public des eaux.
- Rend les décisions aptes à assurer les débits résiduels convenables dans les cours d'eau.

La Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts:

- Octroie les autorisations en matière de pêche requises par les interventions techniques sur les eaux, leur régime ou leur cours, ou encore sur les rives ou le fond des eaux.

Le groupe de travail pluridisciplinaire de l'administration cantonale:

- Suit l'élaboration des études de base en matière de cours d'eau.
- Elabore le programme de revitalisation des cours d'eau.
- Assure la coordination des projets d'aménagement, de revitalisation et de gestion des étiages.

La Section lacs et cours d'eau du Service des ponts et chaussées:

- Participe (via la CCDN) à la coordination des données de base cantonales en matière de dangers naturels.
- Assure la coordination et le suivi du cadastre de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau, en collaboration avec le groupe de travail pluridisciplinaire de l'administration cantonale.
- Assure la coordination et le suivi des études relatives aux mesures d'aménagement et de revitalisation des cours d'eau, et assure la surveillance générale de l'exécution.
- Etablit la carte des étiages.
- Assure la coordination et le suivi des études d'assainissement en matière de gestion des étiages en collaboration avec le groupe de travail pluridisciplinaire de l'administration cantonale.
- Instruit les demandes de concession et d'autorisation d'utilisation du domaine public des eaux.
- Gère le domaine public des eaux et contrôle les utilisations.
- Informe et participe aux travaux des collectivités locales en charge de l'aménagement et de la revitalisation des cours d'eau.
- ***Transmet, dans le cadre de l'aménagement local, les informations relatives aux cours d'eau.***
- Exerce la police des eaux; à ce titre, elle préavise les dossiers d'aménagement et les demandes de permis de construire relatives aux objets situés à proximité des cours d'eau ou ayant une incidence sur ceux-ci; elle contrôle le respect des conditions ou fixe des conditions particulières, notamment



quant à l'espace **minimal** nécessaire à réserver aux cours d'eau et aux distances de construction; elle peut, au besoin, demander des études complémentaires à charge des requérants.

- Conseille les instances concernées sur la prise en compte des dangers, mesures et conditions liées aux crues et à la conservation des cours d'eau **ainsi qu'à la réservation de l'espace minimal nécessaire**.
- Définit les conditions pour l'évacuation des eaux de surface à fixer aux plans généraux d'évacuation des eaux communaux (PGEE), en collaboration avec le Service de l'environnement.
- Instruit les demandes de subventions.

Le Service de l'environnement:

- Assure la coordination et le suivi des études de PGEE et de leur réalisation.
- Autorise, sur préavis de la SLCE, les rejets aux cours d'eau des eaux de surface pour les projets de construction à l'extérieur des périmètres de PGEE.
- Préavise les dossiers d'aménagement et de revitalisation de cours d'eau sous l'angle de la protection des eaux.
- Tient à jour le cadastre de l'état qualitatif et écomorphologique des eaux superficielles.
- Détermine les éventuels secteurs de protection des eaux Ao et les aires d'alimentation Zo.

Le Service des forêts et de la faune, section chasse et pêche:

- Préavise les dossiers d'aménagement et de revitalisation de cours d'eau sous l'angle de la pêche et de la faune piscicole.
- Veille, dans le cadre des projets et planifications ayant trait aux cours d'eau, aux intérêts de protection des espèces piscicoles menacées et à la libre migration du poisson.

Le Bureau de la protection de la nature:

- Préavise les dossiers d'aménagement et de revitalisation de cours d'eau sous l'angle de la protection de la nature et du paysage.

Les régions:

- Tiennent compte des données de base et des principes de localisation lors de l'élaboration de leurs études régionales.

Les communes:

- Tiennent compte dans leurs planifications de l'espace **minimal** nécessaire aux cours d'eau et de la distance de construction par rapport à cet espace.
- Tiennent compte dans leurs planifications des tronçons de cours d'eau sous tuyaux dans les secteurs non construits.
- Tiennent compte dans leurs planifications des surfaces de terrain nécessaires à la rétention et à l'infiltration des eaux de surface.

> Voir Thème «Eaux souterraines»

- Peuvent se charger, en lieu et place de l'entreprise d'endiguement, de l'aménagement et de la revitalisation des cours d'eau, et en assurent l'entretien.
- Exercent la surveillance directe des cours d'eau qui ne sont pas gérés par une entreprise d'endiguement.

Les cantons voisins:

- Coordonnent les études de base, les aménagements et les revitalisations portant sur des cours d'eau limitrophes.

Les entreprises exploitant les forces hydrauliques:

- Coordonnent les mesures liées à l'entretien des ouvrages hydrauliques, notamment le curage et la vidange des ouvrages de retenue.
- Assurent les débits de dotation fixés par la législation.

Les entreprises d'endiguement:

- Assurent l'aménagement (entretien et construction) et la revitalisation des cours d'eau.

Les propriétaires riverains:

- Assurent l'entretien courant des cours d'eau à défaut d'une collectivité en ayant la charge.

4. MISE EN ŒUVRE

ÉTUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

La mise en œuvre de la stratégie et des interventions en matière d'aménagement, de revitalisation et de gestion des débits nécessitera l'introduction de dispositions légales complémentaires de nature organisationnelle et d'encouragement, concernant notamment:

- la répartition des compétences au sein de l'administration cantonale;
- la définition des études de base et des instruments de planification nécessaires et de leur procédure;
- le réexamen des compétences des collectivités locales en matière de revitalisation de cours d'eau et la définition des conditions de subventionnement;
- l'examen des possibilités d'engager des aides particulières de l'Etat pour le financement des assainissements d'ouvrages;
- le réexamen des compétences en matière d'entretien des cours d'eau et des possibilités de subventionnement dans le domaine.

En attendant de disposer d'un programme de revitalisation pour l'ensemble du canton et face à certaines situations d'urgence, les concepts de mesures de protection contre les crues seront établis en tenant compte des fonctions écologiques des cours d'eau.

La mise en œuvre d'un programme de revitalisation des cours d'eau à l'échelle du canton prendra en compte les éléments issus **des études suivantes**:

- Cartes des dangers liés aux crues;
- Cadastre de l'espace **minimal** nécessaire aux cours d'eau;

Voir Thème «Dangers naturels: Crues»





- Cadastre de l'état qualitatif et écomorphologique des cours d'eau;
- Cartes des débits d'étiage.

La confrontation des résultats des études de base mettra en évidence les besoins dans les différents domaines examinés et permettra de définir le programme de revitalisation qui comprendra les priorités pour l'ensemble des cours d'eau du canton. Cette confrontation permettra également de fixer les secteurs nécessitant l'établissement d'un concept de mesures de protection contre les crues.

Sur la base des priorités fixées, le contenu du plan directeur cantonal sera complété par les critères et principes complémentaires permettant de distinguer les divers types, localisations et priorités d'interventions. Une représentation cartographique des diverses priorités sera également intégrée au plan directeur cantonal.

Concernant la garantie de débits résiduels convenables, le canton doit prendre des mesures lors du renouvellement de concessions, mais également pour des concessions en cours, en vue de respecter les délais légaux fixés.

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes de base cantonales

Les études, planifications et projets établis par le canton:

- Tiennent compte des données de base et des principes de localisation.
- Seront adaptées, le cas échéant, pour tenir compte des besoins de protection contre les crues et des besoins de valorisation écologique des cours d'eau.

Plan d'aménagement local

- *Le plan d'affectation des zones:*
 - *réserve l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau prioritairement par une zone protégée, subsidiairement par une limite d'espace nécessaire superposée à l'affectation existante des terrains;*
 - *réserve les emprises nécessaires à la réalisation de mesures de protection;*
 - *réserve une bande d'interdiction de construire pour des cours d'eau sous tuyaux;*
 - *désigne les bâtiments non-conformes en raison de leur implantation dans l'espace minimal nécessaire.*
- *Le plan directeur du paysage et des sites:*
 - *tient compte de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau pour la délimitation des extensions de la zone à bâtir;*
 - *représente les cours d'eau sous tuyaux dont la localisation n'est qu'approximative;*
 - *représente les tracés à réserver pour une remise à ciel ouvert selon un axe différent de l'ouvrage existant.*
- *Le règlement communal d'urbanisme fixe:*
 - *les distances de construction par rapport à l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau ou par rapport au cours d'eau lui-même;*

- *les dispositions relatives à l'entretien ou à la suppression des bâtiments non-conformes situés dans l'espace minimal nécessaire;*
 - *le type d'aménagements possibles dans l'espace minimal nécessaire et dans sa proximité immédiate.*
- Des études complémentaires aux frais de la commune peuvent être élaborées en cas de divergences de vues, notamment quant aux besoins et potentiels de revitalisation, à l'opportunité et à l'importance de l'espace nécessaire à réserver.

PROCÉDURE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET

Les procédures à suivre sont fixées par les lois, ordonnances et règlements en vigueur, notamment:

Projets en lien avec la stratégie d'aménagement

- Au plan cantonal: loi sur l'aménagement des eaux (LAE), loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC), directive de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions relative au traitement des dossiers de projets d'aménagement de cours d'eau.
- Au plan fédéral: loi sur l'aménagement du cours d'eau (LACE) et son ordonnance d'exécution (OACE).

Projets en lien avec la stratégie de revitalisation

- Les lois et directives énumérées sous « Projets en lien avec la stratégie d'aménagement».
- Au plan fédéral: loi sur la protection des eaux (LEaux) et son ordonnance d'exécution (OEaux), loi sur la pêche, loi sur la protection de la nature et du paysage et ses ordonnances d'application.

Projets en lien avec la stratégie de gestion des débits

- Les procédures découlent pour l'essentiel des art. 29 ss et 80 ss LEaux et des art. 33 ss OEaux.

Autres projets:

Dans ce contexte, le requérant:

- Se renseigne auprès de la commune, le cas échéant auprès de la Section lacs et cours d'eau du Service des ponts et chaussées, sur les conditions à respecter en cas d'implantation à proximité d'un cours d'eau.
- Présente une demande préalable, notamment en l'absence de prescriptions quant aux distances, de difficultés d'application de celles-ci, ou lors de difficultés d'appréciation des mesures préventives pour la sécurité de l'implantation.
- Dépose un dossier de demande de permis de construire complet et conforme à la législation, au règlement communal d'urbanisme et, le cas échéant, aux conditions particulières fixées lors de l'examen préalable.
- Prend en charge les frais occasionnés pour la réalisation des études demandées par la réglementation communale ou les Services concernés.



5. RÉFÉRENCES

- Prise en compte des dangers dus aux crues dans le cadre des activités de l'aménagement de territoire. Office fédéral de l'économie des eaux, Office fédéral de l'aménagement de territoire, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, Bienne 1997.
- Exigences posées à la protection contre les crues '95. Office fédéral de l'économie des eaux, Berne 1995.
- Directives pour la protection contre les crues. Office fédéral des eaux et de la géologie, 2001.
- L'espace pour les cours d'eau. Office fédéral des eaux et de la géologie, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, Office fédéral de l'agriculture, Office fédéral de l'aménagement du territoire, Berne 2000.
- Méthode d'analyse et d'appréciation des cours d'eau en Suisse. Ecomorphologie niveau R (région), Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, 1998.
- Idées directrices Cours d'eau suisses. OFEVP, OFEG, OFAG, ODT, 2003.



Participants à l'élaboration:

SLCE, SEn, BPN, SFF, DAEC et SeCA

> Pour ce thème, voir également le rapport explicatif «Cycle de l'eau»

Cadre légal

Base légale fédérale ou cantonale inchangée depuis l'adoption du plan directeur cantonal

Pratique administrative

Buts pour la politique cantonale inchangés

Principes et mesures de mise en œuvre inchangés

Etude cantonale à réaliser

Nouvelles conséquences pour l'aménagement local

Répartition des tâches inchangée

1. PROBLÉMATIQUE

Dans les régions de plaine, les travaux de protection contre les crues dans nombre de ruisseaux et de rivières ont permis le gain de terres pour l'agriculture, l'habitat et le développement industriel, en entraînant une diminution sensible de l'espace naturel des cours d'eau.

L'urbanisation provoque le compactage et l'imperméabilisation des sols. La mécanisation de l'agriculture peut, selon les conditions d'intervention et le type de machines, conduire à un compactage des sols cultivés lors de mauvaises conditions de travail. Il en résulte une concentration progressive des écoulements dans les cours d'eau qui se caractérise par une augmentation des crues et un appauvrissement des débits en étiage. Ce dernier phénomène est accentué par l'exploitation de l'eau à des fins industrielles, de production d'énergie et d'irrigation.

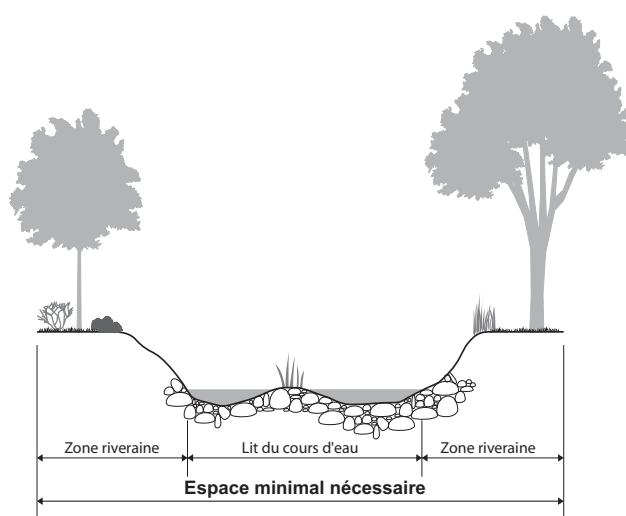
Cette situation entraîne une perte des fonctions:

- écologique des cours d'eau en tant que milieu vital pour la flore et la faune,
- d'auto-épuration des cours d'eau,
- d'alimentation des nappes phréatiques.

Les atteintes aux cours d'eau sont moindres dans notre canton, notamment en raison de son développement tardif. Néanmoins, la stratégie d'aménagement des cours d'eau pratiquée jusqu'ici ne saurait être poursuivie: elle serait source non seulement d'une aggravation de la situation, mais également de dépenses croissantes et souvent disproportionnées en raison des exigences de sécurité accrues qu'implique le développement urbain.

Pour qualifier les composantes de l'écosystème fluvial, le terme «d'écomorphologie» est généralement utilisé. Cette notion recouvre l'ensemble des caractéristiques relatives à la qualité chimique des eaux, aux éléments biologiques, à la dynamique fluviale et à la morphologie du cours d'eau.

En vue d'assurer toutes les fonctions des cours d'eau, il est impératif de respecter l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau. Cet espace minimal comprend le lit et les zones riveraines.



La valeur de l'espace minimal nécessaire aux cours d'eau sera finalement déterminée sur la base de critères hydrauliques et écologiques.

Le «Guide pour l'aménagement local», publié par la DAEC, présente un article-type pour le règlement communal d'urbanisme qui indique les genres d'aménagement possibles à proximité de l'espace minimal nécessaire et les cas où des exceptions peuvent être admises.

En ce qui concerne les exigences de mise à ciel ouvert de cours d'eau, le droit fédéral prévoit que ces interventions ne peuvent être envisagées que moyennant le respect du principe de proportionnalité.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

En matière d'ouvrages de protection contre les crues, il faudra déterminer si des ouvrages doivent être créés, maintenus ou si certains d'entre eux ne sont plus nécessaires. Ces examens seront basés sur des analyses de risque à l'aide des cartes de dangers. La prise en compte des éléments écomorphologiques pourra déterminer différents types de mesures selon les cas: conservation de l'état existant, amélioration de l'état existant ou parfois revitalisation du cours d'eau (rétablissement proche des conditions préexistantes avant l'intervention anthropique).

Certaines mesures ou projets de revitalisation peuvent avoir des conséquences importantes sur la propriété foncière qu'il s'agira de régler dans le cadre de l'établissement du projet.

En matière de cours d'eau, il s'agit d'assurer une politique coordonnée sur la base des résultats de toutes les études de base cantonales nécessaires, notamment:

- des cartes de dangers et des concepts de mesures de protection contre les crues à prendre en complément aux mesures de planification préventives;
- du cadastre de l'espace minimal des cours d'eau nécessaire à la protection contre les crues et à la préservation des fonctions écologiques; le document inclut dans la mesure du possible les tronçons sous tuyaux de cours d'eau en zones à bâtir non construites;
- du programme de revitalisation des cours d'eau sous forme d'un inventaire mettant en évidence les divers déficits des cours d'eau, les besoins et potentiels de revalorisation et les priorités d'action;
- de l'inventaire des prélèvements, en précisant leur importance;
- des cartes des débits d'étiage des cours d'eau, destinées notamment à déterminer les prélèvements possibles et juger de la compatibilité des prélèvements existants; cette démarche implique l'exploitation d'un réseau de stations de mesure et l'analyse statistique de 10 années d'échantillons.

En plus de ces études, il s'agira de prendre en compte les études piscicoles existantes sur les populations d'espèces menacées ou rares.



PRINCIPES DE LOCALISATION

Aménagement des cours d'eau

Dans le cadre de l'entretien, les interventions porteront sur la conservation des ouvrages de protection et sur la conservation des éléments naturels.

Revitalisation des cours d'eau

Les projets de revitalisation viseront également à recréer, voire améliorer les conditions de vie pour la faune aquatique.

Gestion des débits

En matière de garantie des débits minimaux, le droit fédéral donne un délai aux cantons jusqu'en 2012.

PRINCIPES DE COORDINATION

La création d'un groupe interservices pour tous les projets liés au cours d'eau s'est révélée nécessaire pour assurer une approche coordonnée. L'élargissement des activités du groupe à l'examen des priorités relatives au programme de revitalisation, une fois les études de base réalisées, semble être la meilleure méthode pour s'assurer que tous les intérêts seront pris en compte. Le groupe suivra également la mise en œuvre des projets.

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Les propositions de priorités en matière de revitalisation sont élaborées dans le cadre d'un groupe interservices qui comprend des représentants des services concernés, toutes directions confondues, à savoir: la Section lacs et cours d'eau du Service des ponts et chaussées, le Service de l'environnement, le Bureau de la protection de la nature et le Service des forêts et de la faune, section chasse et pêche.

4. MISE EN ŒUVRE

ÉTUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Le réexamen des compétences des collectivités locales pour l'entretien de cours d'eau s'avère nécessaire pour proposer la mise en place d'organisations adéquates et uniformes pour gérer ce type de problèmes.

Le réexamen des taux de subventionnement vise à encourager les mesures d'entretien et à instaurer un taux de subventionnement supérieur pour ce type de mesures par rapport à celui pratiqué pour les mesures de protection



Voir aussi:

Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir;
 Concept global des transports;
 Traversées de localité;
 Zones d'activités et grands générateurs de trafic;
 Energie

Instances concernées:

Instance de coordination: Service de l'environnement

Communes:
Toutes

Instances cantonales:
SAR, SPC, STE, SeCA

Confédération:
OFEFP, OFROU

Autres instances:
Associations régionales de transport, Entreprises concessionnaires de transport

1. PROBLÉMATIQUE

Au cours de ces dernières années, les nuisances générées par certains polluants atmosphériques sont en recul. Néanmoins, la pollution de l'air actuelle demeure trop élevée. Bon nombre de mesures techniques prises à la source de la pollution ont permis d'améliorer la qualité de l'air. Aujourd'hui, pour continuer sur la voie tracée au cours des dernières années, des mesures plus globales doivent être envisagées. Ce sont des mesures qui ont trait à des modes de fonctionnement de notre société tels que la croissance de la mobilité ou la production et la consommation de biens de toutes sortes. Pour atteindre les objectifs de protection de l'air, il faut à l'avenir inciter à des changements de comportement principalement en matière de mobilité.

L'air que nous respirons est un mélange composé essentiellement d'azote (79%), d'oxygène (20%), de gaz rares (1%) et de dioxyde de carbone (0.035%). On parle de pollution de l'air lorsque des gaz entrent dans cette composition en quantités anormalement élevées ou lorsque de nouveaux gaz ou particules viennent s'y ajouter. Les polluants problématiques sont notamment les oxydes d'azote, l'ozone, les particules fines, l'ammoniac et le dioxyde de carbone.

Les effets de la pollution atmosphérique sont multiples et spécifiques aux polluants:

- Atteintes à la santé de la population, pour les oxydes d'azote, l'ozone et les poussières fines;
- Effets sur l'état des écosystèmes, des forêts et des sols agricoles, pour l'azote et l'ozone;
- Renforcement de l'effet de serre avec possible modification du climat, pour le dioxyde de carbone.

Les sources principales de ces polluants sont la combustion d'énergie fossile (trafic motorisé, énergie thermique) et la production industrielle, artisanale et agricole. Les efforts destinés à réduire les émissions des sources stationnaires sont essentiellement de nature technique et n'ont qu'exceptionnellement une relation avec l'aménagement du territoire. Ce constat ne vaut pas pour les sources mobiles. Les choix qui sont faits dans le plan directeur cantonal en matière d'urbanisation, de transport ou d'énergie pourraient influencer de manière notable les émissions atmosphériques.

La loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) et l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair) fixent les principes visant à protéger les hommes et l'environnement des pollutions atmosphériques nuisibles et incommodes et déterminent la stratégie de lutte contre la pollution de l'air.

En application du principe de prévention, les pollutions atmosphériques doivent ainsi être limitées par des mesures prises à la source. Ces mesures consistent en la fixation et au respect de valeurs limites d'émissions pour toutes les installations stationnaires et mobiles produisant des émanations.

Si la prévention déploie des effets insuffisants, les émissions sont à limiter plus sévèrement. Un assainissement supplémentaire doit être ordonné à l'émetteur à l'origine du dépassement; si plusieurs émetteurs sont en cause, l'établissement d'un plan de mesures est nécessaire.

Un nouveau plan cantonal de mesures a été établi en 2007; il contient notamment des mesures à intégrer dans la planification



cantonale de l'urbanisation et des transports. D'autres mesures sont à mettre en œuvre dans le cadre des plans régionaux des transports ou des plans d'aménagement local.

Malgré les mesures prises tant à titre préventif qu'en application du plan de mesures, les contrôles de la qualité de l'air démontrent que les résultats obtenus sont encore insuffisants. Pour cette raison et afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation, les efforts doivent être poursuivis.

2. PRINCIPES

BUTS DE LA POLITIQUE DU CANTON

Pour atteindre l'objectif général de la protection de l'air, soit l'absence d'atteintes nuisibles ou incommodes, le canton de Fribourg doit:

- Poursuivre sa politique de prévention par la limitation des émissions.
- Assainir les sources de pollution (installations stationnaires et infrastructures de transport).

Cette politique a notamment pour but de:

- Eviter de soumettre les personnes aux nuisances dues aux activités industrielles et artisanales, aux nuisances olfactives dues à l'élevage d'animaux et aux nuisances générées par le trafic automobile.
- Réduire les émissions liées à la consommation de combustibles et de carburants, notamment en gérant mieux la mobilité (répartition modale, modération du trafic automobile).

PRINCIPES DE LOCALISATION

- Limiter par des mesures techniques les émissions des installations et constructions pouvant présenter de trop fortes nuisances.

PRINCIPES DE COORDINATION

- Réduire la part modale du trafic individuel motorisé en faveur de moyens de transport moins polluants pour l'air tels que les transports non motorisés ou les transports publics.
- Définir les secteurs bien desservis par les transports publics comme prioritaires en terme d'urbanisation et leur octroyer un potentiel de développement important.
- Assurer, pour les principaux centres du canton, une desserte en transport public concurrentielle par rapport au transport individuel motorisé, tant du point de vue de la fréquence que du temps de parcours.
- Eviter la délimitation de nouvelles zones d'habitation au voisinage de constructions ou d'installations pouvant produire des émissions nuisibles ou incommodes (odeurs).
- Planifier les zones d'activités de manière à protéger les zones d'habitation des émissions nuisibles et incommodes provenant des installations stationnaires ou des infrastructures de transport.



> Voir Thème «Zones d'activités et grands générateurs de trafic»

- Définir l'emplacement et la dimension des grands générateurs de trafic, notamment les centres commerciaux et de loisirs, en respectant les critères suivants :
 - Minimiser les émissions de dioxyde de carbone en les situant dans ou à proximité des agglomérations et des sorties d'autoroutes afin de limiter l'ensemble des trajets,
 - Ne pas dépasser l'augmentation admissible des immissions.
- Favoriser la création de réseaux de chaleur à distance et le recours à des conceptions énergétiques favorables à l'économie d'énergies fossiles, en vue de réduire les émissions dans l'air.
- ***Evaluer les conséquences sur la qualité de l'air des décisions en matière d'urbanisation.***
- ***Prendre des mesures lors d'utilisation intensive du sol pour limiter les impacts sur la qualité de l'air.***

3. RÉPARTITION DES TÂCHES

Le canton:

- Tient compte, dans sa fonction d'autorité d'approbation, d'autorité de subventionnement, de maître d'ouvrage, de mandant, d'acheteur ou d'exploitant, des implications directes ou indirectes de ses décisions sur la qualité de l'air; il veille notamment à l'exemplarité de son action.

Le Service de l'environnement:

- Veille au respect des limitations préventives des émissions pour les installations stationnaires et les infrastructures de transport et cela avant et après la construction (préavis, contrôle, assainissement).
- Surveille la qualité de l'air (immissions).
- Etablit, tient à jour et suit la mise en œuvre des plans de mesures pour les périmètres présentant des immissions excessives.

Le Service des constructions et de l'aménagement:

- Veille au respect des objectifs en matière de protection de l'air dans l'évaluation du contenu et de la cohérence des plans d'aménagement local, en particulier les plans directeurs des circulations.
- Vérifie, lors de l'examen du plan d'affectation, le bien-fondé du maintien en zone à bâtir d'un secteur non équipé ou de l'affectation en zone à bâtir d'un nouveau secteur lorsque ce dernier est soumis aux immissions provenant de l'élevage d'animaux ou d'activités industrielles ou artisanales.

Le Service des transports et de l'énergie:

- Vérifie que les nouveaux secteurs de zones à bâtir à fort potentiel d'habitation ou d'emplois soient suffisamment servis par les transports publics.
- Vérifie l'opportunité d'installer un réseau de chauffage à distance dans le cadre de l'examen des planifications d'aménagement du territoire.



Les régions:

- Peuvent établir un plan régional des transports (PRT) intégrant l'ensemble des domaines liés à la gestion de la mobilité.
- Collaborent à la planification des grands générateurs de trafic.

Les communes:

- Elaborent ou réexaminent leur planification, en particulier le plan directeur des circulations, en tenant compte des objectifs en matière de protection de l'air et prennent les mesures adéquates.
- Procèdent, en cas de planification ou d'implantation d'un grand générateur de trafic, aux vérifications nécessaires (réserve de capacité pour le trafic, l'air, le bruit).

4. MISE EN ŒUVRE

ETUDE CANTONALE À RÉALISER DANS LE DOMAINE

Le canton effectue régulièrement un réexamen des plans de mesures.

Le canton propose une adaptation de l'art. 44 LATeC en vue de changer l'intitulé du plan directeur des circulations en plan directeur des déplacements. Cet appellation répondrait mieux aux attentes auxquelles un tel plan doit répondre en matière de protection de l'environnement.

CONSÉQUENCES SUR LES INSTRUMENTS DE PLANIFICATION

Etudes de base cantonales

Les dispositions prévues dans le plan cantonal de mesures et les principes de localisation et de coordination définis ci-dessus doivent être concrétisés dans les planifications cantonales.

Etudes régionales

Les dispositions prévues dans le plan cantonal de mesures et les principes de localisation et de coordination définis ci-dessus doivent être concrétisés dans les planifications régionales.

Plan d'aménagement local

- Le plan d'aménagement local doit comprendre un plan directeur des circulations qui définit notamment:
 - un réseau deux-roues et un réseau piétonnier qui assurent des liaisons attractives entre tous les générateurs de trafic local d'une certaine importance;
 - les secteurs où doit être établie une conception pour la modération de trafic.

Dans les périmètres **définis par le plan de mesures**, le plan directeur des circulations d'une commune doit en outre comprendre un concept de stationnement définissant l'offre et la gestion des places de stationnement de manière à renforcer la réalisation des objectifs en matière de transports collectifs et de transports de proximité. De plus, les planifications locales des communes concernées concrétiseront les dispositions prévues dans le plan cantonal de mesures et celles découlant des principes de localisation et de coordination définis ci-dessus.



- La conformité de toute nouvelle zone résidentielle ou le maintien de zones à bâtir non équipées au voisinage d'installations d'élevage à l'origine d'émissions incommodantes doit être démontrée dans le cadre de la révision du plan d'aménagement local ou du plan d'aménagement de détail (PAD). Le requérant fournit à cet effet les études techniques nécessaires (mesures d'assainissement à prendre ou déplacement de l'installation concernée) selon l'article 47 OAT et les indications du Service de l'environnement.

5. RÉFÉRENCES

- Plan des mesures pour la protection de l'air, *Fribourg, 2007*.
- Rapport du Conseil d'Etat sur le postulat no 22.985 Richard Ballaman «La forêt va plus mal que jamais et personne ne s'en soucie!», 14 octobre 1997.
- Etat de l'environnement 1998, Direction des travaux publics, 1998.
- Rapport du Conseil fédéral du 23 juin 1999 sur les mesures d'hygiène de l'air adoptées par la Confédération et les cantons.

BERICHT Nr. 42 20. November 2007
des Staatsrats an den Grossen Rat
Änderungen des kantonalen Richtplans
in den Bereichen Arbeitszonen, Bootshäfen, Fliess-
gewässer und Luftreinhaltung

Wie in Artikel 22 Abs. 2 des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 9. Mai 1983 (RPBG) vorgesehen legen wir dem Grossen Rat einen Bericht über die Änderungen des kantonalen Richtplans zur Vernehmlassung vor. Folgende Themen des Richtplans sind betroffen: «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger», «Bootshäfen und Anlegeplätze», «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung» sowie «Luftreinhaltung».

Dieser Bericht ist wie folgt gegliedert:

- 1. Dokumente zuhanden des Grossen Rats**
- 2. Rückblick**
- 3. Vorgeschlagene Änderungen im kantonalen Richtplan**
- 4. Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts**
- 5. Das weitere Vorgehen**

1. DOKUMENTE ZUHANDEN DES GROSSEN RATS

Damit sich der Grosse Rat einen vollständigen Überblick über das Dossier verschaffen kann, wird der vorliegende Bericht durch folgende Dokumente ergänzt:

- *Entwurf des Textes und des erläuternden Berichts* zu den oben erwähnten Themen. Die Änderungen, die am kantonalen Richtplan angebracht werden sollen, wurden hervorgehoben (fett und kursiv). Der Richtplantext, der mit dem Buchstaben T vor der Seitenzahl gekennzeichnet ist, ist für die Behörden verbindlich. Der Bericht (R im Französischen bzw. B im Deutschen vor der Seitenzahl) hat informativen Charakter.
- *Bericht über die öffentliche Vernehmlassung*. Darin sind sämtliche eingereichten Bemerkungen sowie sämtliche Antworten des Staatsrats aufgeführt.

2. RÜCKBLICK

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) hat die Änderungen der oben genannten Themen des kantonalen Richtplans und den Massnahmenplan Luftreinhaltung für drei Monate in die öffentliche Vernehmlassung gegeben. Die entsprechende Mitteilung erschien im Amtsblatt Nr. 15 vom 14. April 2006.

Die Änderungen in den Themen «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger» sowie «Luftreinhaltung» sind eine Folge des neuen Massnahmenplans Luftreinhaltung (Artikel 44a des Bundesgesetzes über den Umweltschutz), der am 8. Oktober 2007 vom Staatsrat angenommen wurde.

Das Thema «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung» musste revidiert werden, um den Raumbedarf der Fliessgewässer besser berücksichtigen zu können, gab es doch Probleme bei der Umsetzung des kantonalen Richtplans auf der Ebene der Ortsplanung (OP). Das «Leitbild Fliessgewässer Schweiz» (BUWAL, BWG, BLW, ARE, 2003)

und die Unwetterschäden von 2005 verlangten nach einem raschen Einbezug des minimalen Raumbedarfs der Fliessgewässer. Es konnte nicht zugewartet werden, bis das neue kantonale Gesetz über die Gewässer in Kraft tritt. Die Unwetter vom Sommer 2007 haben in der Folge nochmals vor Augen geführt, dass diese Problematik vermehrt in den Zonennutzungsplan (ZNP) einfließen muss – und zwar dringend. Dies gilt im Besonderen für die eingedolten Fliessgewässer.

Und schliesslich wurde die Änderung dieser drei Themen zum Anlass genommen, um Präzisierungen im Thema «Bootshäfen und Anlegeplätze» anzubringen. Damit soll erreicht werden, dass die in diesem Thema festgelegten Grundsätze in der Ortsplanung besser umgesetzt werden.

3. VORGESCHLAGENE ÄNDERUNGEN IM KANTONALEN RICHTPLAN

Mit den Entwürfen der abgeänderten Texte werden für die einzelnen Themen folgende Ziele verfolgt:

3.1 Thema «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger»

- Berücksichtigung des Massnahmenplans Luftreinhaltung im Bereich der grossen Verkehrserzeuger.
- Festlegung von Kriterien für die Bemessung der Arbeitszonen in den Gemeinden, in denen sich Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung befinden; der Staatsrat hat sich nämlich infolge der Einzonung in Galmiz gegenüber dem Bundesamt für Raumentwicklung verpflichtet, den kantonalen Richtplan in diesem Sinne zu ändern (statt eine Kompensation für die Einzonung vorzunehmen).
- Einführung der bei der Aktualisierung des Sachplans Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung angewandten Kriterien und Nachführung des erläuternden Berichts auf der Grundlage der 2004 erhobenen Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung.

3.2 Thema «Bootshäfen und Anlegeplätze»

- Eindeutigere Bezeichnung der Dokumente, die von der Gemeinde im Hinblick auf den Bau eines Bootshafens beziehungsweise eines kollektiven Anlegeplatzes erstellt werden müssen.
- Präzisierung von inhaltlichen und verfahrenstechnischen Aspekten im Zusammenhang mit der Konzession.

3.3 Thema «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung»

- Vorschlag zuhanden des Bundes eines pragmatischen und differenzierten Ansatzes für die Anwendung des Raumbedarfs der Fliessgewässer, der sich aus dem Bundesgesetz über den Wasserbau ergibt.

3.4 Thema «Luftreinhaltung»

- Anpassung des Textes infolge der Revision des Massnahmenplans Luftreinhaltung.
- Hinzufügung von Bestimmungen infolge der Verabschiedung des kantonalen Verkehrsplans.

4. ZUSAMMENFASSUNG DES VERNEHMLASSUNGSBERICHTS

Der Vernehmlassungsbericht, in welchem sämtliche Bemerkungen wiedergegeben sind, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung eingereicht wurden, ist im Anhang beigelegt.

Nachfolgend geht der Bericht nach Thema aufgegliedert auf die wichtigsten Punkte ein. Dem ist anzufügen, dass in der vorliegenden Zusammenfassung einzig Bemerkungen zu Änderungen aufgeführt sind.

Für die Themen «Luftreinhaltung» und «Bootshäfen und Anlegeplätze» verweisen wir auf den vollständigen Vernehmlassungsbericht im Anhang, da das Resultat der Vernehmlassung diesbezüglich zu keinen speziellen Kommentaren Anlass gibt.

4.1 Thema «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger»

In mehreren Stellungnahmen wurde verlangt, dass zuerst die Karte des kantonalen Richtplans geändert werden müsse, bevor eine Zone von strategischer Bedeutung geschaffen werden könne. Dem hält der Staatsrat entgegen, dass diese Vorgehensweise zu schwerfällig ist. Ausserdem könnte so kaum noch rasch reagiert werden, wenn eine Ansiedlung eines grossen Unternehmens zur Diskussion steht. Hingegen sind im kantonalen Richtplan Kriterien definiert, mit denen Vorschläge für eine derartige Einzonung im Rahmen einer Ortsplanungsrevision evaluiert werden können.

Dadurch, dass die Möglichkeit der Erstellung eines kantonalen Nutzungsplans vorbehalten wird, wird dem Kanton zudem ein gewisser Handlungsspielraum bei bedeutenden Projekten gesichert. Diese beiden Änderungen im kantonalen Richtplan ergänzen die raumplanerischen Bestimmungen in solcher Weise, dass besser auf strategisch interessante Projekte reagiert werden kann.

Zwar werden mit der Revision dieses Themas genaue Kriterien für die korrekte Bemessung der Arbeitszonen eingeführt, doch bleibt ein gewisser Spielraum für bedeutende Projekte bestehen.

Die festgelegten Kriterien erlauben es, die vorhandenen Arbeitszonen im Rahmen einer OP-Revision genau zu analysieren und dabei die Wirtschaftsstruktur in einer Gemeinde und die Bedürfnisse für Erweiterungen der in der Gemeinde vorhandenen Unternehmen zu berücksichtigen.

Hierzu ist zu erwähnen, dass derzeit abgeklärt wird, wie eine aktive Bodenpolitik des Kantons, die dazu beitragen würde, dass Nutzungszonen in strategisch interessanten Räumen zur Verfügung stehen, umgesetzt werden könnte.

Gewisse Vernehmlasser waren der Meinung, dass die Kriterien für die Bemessung der Arbeitszonen die Entwicklung der Gemeinden einschränken würden. Dem ist zu entgegnen, dass die Dimensionierung dieser Zonen nicht endgültig ist. Es ist durchaus möglich, den ZNP zu überarbeiten, falls ein Mangel an verfügbaren Grundstücken festgestellt wird. Des Weiteren besteht die Möglichkeit, auf regionaler Ebene über die Schaffung von interkommunalen Arbeitszonen nachzudenken, sofern die übrigen betroffenen Gemeinden darauf verzichten, eigene Arbeitszonen zu planen.

In gewissen Bemerkungen wurde die Stichhaltigkeit der Kriterien für die grossen Verkehrserzeuger hervorgehoben. Dies gilt namentlich für das Kriterium des verursachten Verkehrs (2000 motorisierte Fahrten pro Tag). Die Zahl der Verkehrsbewegungen ist das aussagekräftigste Kriterium für das Ausmass der Belastungen, die ein Projekt verursachen kann.

Bestimmte Vernehmlasser haben daran erinnert, dass der Kanton die Bauzonen – insbesondere die überdimensionierten oder ungünstig gelegenen Arbeitszonen – verringern müsse. Ganz besonders gelte dies in den Sektoren, in denen es einen Konflikt mit den Fruchtfolgeflächen gibt. Im Rahmen des Raumplanungsberichts, den der Kanton 2008 unterbreiten muss, wird es dem zuständigen Bundesamt obliegen, die Situation nach der Umsetzung der im kantonalen Richtplan festgesetzten Grundsätze und nach einem vom Kanton erstellten Stand der Dinge zu prüfen. Im Januar 2006 hat der Kanton dem Bund die Lage mitgeteilt und präzisiert, dass der Kanton Freiburg am 1. Januar 2006 über 35 799 Hektaren Fruchtfolgeflächen verfügte, was gegenüber der vom Bund festgesetzten Quote einem unwesentlichen Defizit von einer Hektare entspricht.

In den verschiedenen Stellungnahmen kamen unterschiedliche Auffassungen zur Kompensation der guten landwirtschaftlichen Böden zum Ausdruck.

Wir möchten an dieser Stelle daran erinnern, dass diese Kompensation eine Forderung des Bundes ist, die aufgrund der vorhandenen Fruchtfolgeflächen im Kanton ausgehandelt wurde. Es handelt sich um eine flächenmässige Kompensation, die auf lokaler Ebene und ohne Berücksichtigung der Bedeutung der Arbeitszone durchgeführt wird.

Dem ist anzufügen, dass im Fall eines kantonalen Nutzungsplans keine Kompensation vorgesehen ist. Damit soll verhindert werden, dass die kommunalen Zonen wegen kantonaler Bedürfnisse in Frage gestellt werden.

Es wurde vorgeschlagen, im kantonalen Richtplan eine Begrenzung für die Errichtung von Einkaufszentren in den neuen Arbeitszonen festzulegen. In diesem Zusammenhang sei auf den Bericht zum vom Grossen Rat erheblich erklärten Postulat Kolly/Ducotterd verwiesen, der zurzeit in Ausarbeitung ist.

4.2 Thema «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung»

Mehrere Adressaten sprachen sich gegen ein vollständiges Verbot von Eindolungen aus und gegen die Pflicht, eingedolte Fliessgewässer freizulegen. Hierzu ist zu sagen, dass die gesetzlichen Erfordernisse und Kriterien im Bundesrecht definiert sind und dass der Grundsatz der Verhältnismässigkeit anwendbar bleibt; so sieht es auch der Entwurf des kantonalen Gesetzes über die Gewässer vor.

Zum minimalen Raumbedarf von Fliessgewässern: Es scheint nicht allen Vernehmlassern klar gewesen zu sein, dass das geltende kantonale Recht grundsätzlich einen Abstand zum Fliessgewässer von 20 Metern vorsieht, mit der Möglichkeit, im Einzelfall und unter Berücksichtigung des minimalen Raumbedarfs einen davon abweichenden Abstand festzulegen.

4.3 Änderungen infolge der öffentlichen Vernehmlassung

Im Thema «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger» wurden die Modalitäten für die Kompensation der Fruchtfolgeflächen im Teil «Auswirkungen auf die Planungsinstrumente» ergänzt.

Der Teil «Kantonale Studie für den Sachbereich» dieses Themas wurde ebenfalls vervollständigt, um klarzustellen, dass die für die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung festgelegten Kriterien auch bei einem kantonalen Nutzungsplan anwendbar sind.

Es wurde neu vermerkt, dass die Nachbarkantone konsultiert werden, wenn eine Arbeitszone von kantonaler Bedeutung oder ein grosser Verkehrserzeuger im angrenzenden Gebiet geplant ist.

Der erläuternde Bericht enthält nun Erklärungen zu den geforderten 5000 m² für die Bruttogeschossfläche sowie zu den Kriterien für die Bemessung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung.

Im Thema «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung» wurde die Frist für die Mindestrestwassermengen von 2007 auf 2012 geändert. Des Weiteren wurde im Punkt «Bibliographische Hinweise» die letzte Studie durch das «Leitbild Fliessgewässer Schweiz» von 2003 ersetzt.

5. DAS WEITERE VORGEHEN

Die Änderungen des kantonalen Richtplans werden vom Staatsrat angenommen und danach dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet werden. Die genehmigten Texte des kantonalen Richtplans werden anfangs 2008 den Inhabern des Plans zugestellt werden.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, die Änderungen des kantonalen Richtplans zur Kenntnis zu nehmen.

**Siehe auch:**

Siedlungsstruktur;
 Siedlungskonzept und
 Kriterien zur Bemessung der
 Bauzonengrösse;
Gesamtverkehrskonzept;
 Landwirtschafts- und
 Fruchtfolgeflächen;
 Belastete Standorte;
 Touristische
 Entwicklungsschwerpunkte;
 Ansiedlung von Tourismus- und
 Freizeitanlagen;
Luftreinhaltung;
 Chemische und technologische
 Risiken;
 Grundwasser

Betroffene Stellen:

Koordinationsstelle:
Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:

Alle

Kantonale Stellen:
 TBA, VEA, WIF, AfU

Andere Kantone:
 BE, NE, VD

Bund:
 ARE

Andere Stellen:
 Koordinations- und
 Unterstützungsgruppe, CFCIS,
 Verkehrsunternehmen,
 Energieverteilungsunternehmen,
 Arbeitgeberverband,
 Regionalverbände

1. PROBLEMSTELLUNG

Die Arbeitszonen dienen zur Aufnahme von Unternehmen des Sekundär- und Tertiärsektors. Grosse Verkehrserzeuger sind Tourismus- oder Freizeitanlagen, Einkaufszentren oder eine Kombination aus diesen Funktionen. Die Arbeitszonen und die Zonen für Anlagen, die ein grosses Verkehrsvolumen erzeugen, haben ähnliche Kennzeichen: Sie beanspruchen grosse Flächen, müssen über gute Zufahrtsmöglichkeiten verfügen und erzeugen einen hohen Verkehr.

Weil der Staatsrat von der Notwendigkeit überzeugt ist, das wirtschaftliche Gerüst des Kantons Freiburg zu stärken, und sich gleichzeitig der beschränkten Mittel, die dafür zur Verfügung stehen, bewusst ist, hat er einen Sachplan Arbeitszonen erarbeitet. Dieser Plan sollte zeigen, an welchen Standorten die Konzentration der Planungs- und Förderungsmassnahmen sinnvoll ist, um ein Maximum an Wirkung für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons zu erzielen. Der Sachplan inventarisiert die kurz-, mittel- und langfristig verfügbaren Flächen. Diese Zonen von kantonaler Bedeutung bestehen aus unterschiedlichen Grundstücken an strategischen Standorten, die die besten Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen besitzen. Sie verteilen sich auf sieben Entwicklungsschwerpunkte, das heisst je ein Schwerpunkt für jeden Bezirk.

Ausserhalb dieser Entwicklungsschwerpunkte ist es wie in der Vergangenheit möglich, Arbeitszonen von regionaler oder lokaler Bedeutung aufrechtzuerhalten oder zu schaffen. Um eine nachhaltige Entwicklung sicherzustellen und ein Netz zwischen den Zentren und dem restlichen Gebiet zu bilden, ist es unerlässlich, die gegenwärtig unternommenen Anstrengungen für die Verstärkung der Wirtschaft weiterzuführen und die Bemühungen zur Tourismusförderung zu unterstützen.

Der kantonale Richtplan definiert die diesbezügliche Kantonspolitik, bezeichnet die Entwicklungsschwerpunkte und legt die Bedingungen für die Schaffung und Bewirtschaftung von Arbeitszonen fest.

2. GRUNDSÄTZE**ZIELE DER KANTONALEN POLITIK**

- Gewährleistung eines ausreichenden, vielfältigen, attraktiven und gut gelegenen Angebots an Grundstücken in Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung.
- Bemühung um die Erhöhung des Angebots verfügbarer Grundstücke vor allem in den genehmigten Arbeitszonen.
- Prioritäre Ausrichtung der Bemühungen und der Mittel des Kantons auf die Standorte, welche die besten Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen besitzen.
- Vielfältiges Angebot an attraktiven, gut gelegenen Standorten.
- Beteiligung aller Regionen an der wirtschaftlichen Entwicklung.
- Bereitschaft der Kantonsverwaltung, ihre Sachkenntnis und ihr Know-how den Gemeinden und Regionen zur Verfügung zu stellen, um eine Nutzbarmachung und wirksame Förderung der Arbeitszonen zu erleichtern.
- Gewährleistung eines ausreichenden Angebots von Grundstücken in Arbeitszonen, welche die Ansiedlung, Erweiterung und/oder



Verlegung von Unternehmen regionalen oder lokalen Charakters ermöglichen, auch ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte und insbesondere in Berggebieten.

- Ermutigung an die öffentlichen Körperschaften, eine aktive Bodenpolitik zu betreiben.
- Verhindern der Verstreuung von grossen Verkehrserzeugern über das ganze Kantonsgebiet.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Entwicklungsschwerpunkte

Der Kanton will seine Planungs- und Förderungsbemühungen auf sieben wirtschaftliche Entwicklungsschwerpunkte konzentrieren:

1. Freiburg und Umgebung.
2. Murten/Kerzers.
3. Unterer Sensebezirk.
4. Broye-Ebene, entlang der Autobahn A1.
5. Bulle und Umgebung.
6. Châtel-St-Denis.
7. Romont.

Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

Die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung müssen:

- Innerhalb der Entwicklungsschwerpunkte liegen.
- ***In der Ortsplanung der betroffenen Gemeinde (Zonennutzungsplan oder Richtplan für die Bodennutzung) und im Sachplan der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung aufgeführt sein.***
- Im Allgemeinen eine ungenutzte Fläche von mindestens 1 ha aufweisen ***oder die Überbauung einer Bruttogeschossfläche von mindestens 5'000 m² ermöglichen.***
- An einer Verkehrsachse von kantonaler Bedeutung liegen (weniger als 2 km von der nächsten Autobahnausfahrt entfernt oder ist an ein leistungsfähiges Netz des öffentlichen Verkehrs angeschlossen).
- Die Zufahrt zur Arbeitszone durchquert keine Wohngebiete.
- Die für den Eisenbahnanschluss erforderlichen Grundstücke sind in den Gebieten reserviert, wo dies zu annehmbaren technischen und finanziellen Bedingungen erfolgen kann. Falls ein Geleiseanschluss nicht möglich ist, bereitstellen eines Umschlagplatzes in den Bahnhöfen der umliegenden Gemeinden.
- Die Grundstücke sind im Eigentum der öffentlichen Hand, oder die Eigentümer sind tatsächlich bereit, innerhalb einer vertraglich festgelegten Frist zu verkaufen.

Bemessung der Arbeitszonen in den Gemeinden, in denen sich Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung befinden

- ***Die Grösse der Arbeitszonen wird auf der Grundlage der in diesem Zonentyp überbauten Flächen festgelegt. Mit Ausnahme der für die Erweiterung bestehender Unternehmen vorgesehenen Reserven können die Gesamtreserven nicht mehr als zwei Drittel der tatsächlich bebauten Fläche betragen. Für***



die Unternehmen, die nicht in Arbeitszonen liegen (z. B. in einer Dorf- oder Mischzone), können Reserven für den Fall eines Umzugs oder einer Erweiterung der Aktivität auf der Grundlage eines konkreten Projekts vorgesehen werden.

Arbeitszonen von regionaler Bedeutung

Die Arbeitszonen von regionaler Bedeutung:

- Sollen, wenn sie ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte liegen, die Erweiterung und/oder Verlegung bestehender Unternehmen oder gegebenenfalls die Gründung von Unternehmen regionalen Charakters ermöglichen.
- Weisen im Allgemeinen eine ungenutzte Fläche **von mindestens 5'000 m² auf oder ermöglichen die Überbauung einer Bruttogeschossfläche von mindestens 2'500 m².**
- Werden beim Erstellen eines regionalen Richtplans definiert.
- Müssen mindestens in den interkommunalen Zentren liegen.
- Die Erschliessung einer Arbeitszone von regionaler Bedeutung darf nicht den Bau neuer wichtiger Zufahrtswege erforderlich machen.

Arbeitszonen von lokaler Bedeutung.

Die Arbeitszonen von lokaler Bedeutung:

- Sollen, wenn sie ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte liegen, die Erweiterung und/oder Verlegung bestehender Unternehmen oder gegebenenfalls die Gründung von Unternehmen lokalen Charakters ermöglichen.
- Die Arbeitszonen von lokaler Bedeutung sind vor allem für handwerkliche Betriebe, die auf die Bedürfnisse einer lokalen Kundschaft ausgerichtet sind, und für kleine Dienstleistungsunternehmen bestimmt.
- Die Erschliessung einer Arbeitszone von lokaler Bedeutung darf nicht den Bau neuer wichtiger Zufahrtswege erforderlich machen.

Bemessung der Arbeitszonen in den Gemeinden, in denen sich Arbeitszonen von regionaler oder lokaler Bedeutung befinden

- Die Grösse der neuen Reserven für Arbeitszonen von regionaler oder lokaler Bedeutung wird auf der Grundlage der in diesem Zonentyp überbauten Flächen festgelegt. Mit Ausnahme der für die Erweiterung bestehender Unternehmen vorgesehenen Reserven können die Gesamtreserven nicht mehr als ein Drittel der tatsächlich bebauten Fläche betragen. Für die Unternehmen, die nicht in Arbeitszonen liegen (z. B. in einer Dorf- oder Mischzone), können Reserven für den Fall eines Umzugs oder einer Erweiterung der Aktivität auf der Grundlage eines konkreten Projekts vorgesehen werden.

Grosse Verkehrserzeuger

- Jedes Geschäfts-, Tourismus- oder Freizeitprojekt, **das pro Tag mehr als 2'000 Fahrten verursacht**, wird als grosser Verkehrserzeuger betrachtet (**Lastwagenfahrten zählen doppelt**).
- Die Bauten oder Anlagen, die grossen Verkehr erzeugen, müssen in bestehenden oder geplanten Arbeitszonen von



kantonaler Bedeutung oder in Tourismus- und Freizeitzone liegen.

- Die grossen Verkehrserzeuger müssen in der Nähe einer Haltestelle eines leistungsfähigen öffentlichen Transportmittels liegen. Falls eine solche fehlt, hat der Gesuchsteller einen leistungsfähigen Transportdienst zu organisieren und zu finanzieren.
- **Müssen die Kriterien für die Verkehrserschliessung berücksichtigen, die im kantonalen Verkehrsplan und im Massnahmenplan Luftreinhaltung definiert sind.**

Siehe Themen
«Gesamtverkehrskonzept» und
«Luftreinhaltung»

<

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Die Planung der Arbeitszonen und die Erstellung von Bauten oder Anlagen, die grossen Verkehr erzeugen, haben die folgenden Grundsätze zu berücksichtigen:

- Gewisse Industriestandorte, die im Sachplan Arbeitszonen verzeichnet sind, könnten belastete Standorte aufweisen. Bevor in diesen Gebieten Bauten errichtet werden können, sind Voruntersuchungen und eventuelle Sanierungen durchzuführen.
- Bei der Planung neuer Arbeits-, Wohn- oder Freizeitzone sind chemische und technologische Risiken zu berücksichtigen, um zu verhindern, dass die Bodennutzungen der verschiedenen Zonen einander ausschliessen.
- Bevor der Kanton neuen Abtretungen von besten Landwirtschaftsböden zustimmt, ist der Beweis zu erbringen, dass kein anderes Gebiet, das in der Nähe der bestehenden Bauzone liegt und einer tieferen Kategorie des Inventars der Landwirtschaftsflächen angehört, zur Verfügung steht. **Im Falle bester Landwirtschaftsböden in einer nicht überbauten Bauzone werden Kompensationen verlangt.**
- Innerhalb einer Gewässerschutzzone S kann keine Arbeitszone ausgeschieden werden.

Siehe Thema «Belastete Standorte»

<

Siehe Thema «Chemische und technologische Risiken»

<

Siehe Thema «Landwirtschafts- und Fruchtfolgeflächen»

<

Siehe Thema «Grundwasser»

<

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Ernennt eine Koordinationsgruppe.
- Legt die Entwicklungsschwerpunkte und die Kriterien für die Ausscheidung von Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung fest.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Stellt die technische Betreuung des Plans sicher und kontrolliert die Einhaltung der Planungsgrundsätze bei der Prüfung der Zonennutzungspläne.

Die Regionen:

- Bestimmen die Arbeitszonen von regionaler Bedeutung in einem regionalen Richtplan.
- Studieren verschiedene Modelle für die regionale oder interkommunale Finanzierung der Infrastrukturen.
- Setzen, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit der Koordinations- und Unterstützungsgruppe, eine Projektgruppe zur Förderung und Beschleunigung der verschiedenen Entwicklungsvorhaben ein.



- Weisen die Zweckmässigkeit der Erweiterung einer bestehenden bzw. die Schaffung einer neuen Arbeitszone nach.

Die Gemeinden:

- Verhandeln mit den Eigentümern unbebauter Grundstücke, damit diese sich verpflichten, während der nächsten fünfzehn Jahre zu bauen oder ihre Grundstücke zum Verkauf anzubieten.
- Verhindern die Konzentration der gesamten Entwicklung der Gemeinde in der Hand eines einzigen Eigentümers.
- Studieren die Möglichkeiten, erschlossene und ungenutzte Arbeitszonen umzuzonen, um die Einzonung neuer Grundstücke zu vermeiden.
- ***Berücksichtigen bei der Revision der Ortsplanung die im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze für die Bemessung der Arbeitszonen.***

Die Nachbarkantone:

- Werden zu den Dossiers der Ortsplanungsänderungen ***konsultiert***, wenn eine Freiburger Gemeinde, deren Gebiet an der Kantonsgrenze liegt, die Schaffung einer neuen Arbeitszone oder die Änderung des Perimeters einer bestehenden Zone erwägt, oder bei Gesuchen für die Erstellung von Bauten oder Anlagen, die grossen Verkehr erzeugen.
- ***Werden im Falle der Erstellung eines kantonalen Nutzungsplans in einem angrenzenden Gebiet konsultiert.***

Die Koordinations- und Unterstützungsgruppe:

- Überwacht die Umsetzung der Kantonspolitik und des Sachplans Arbeitszonen sowie die Ausführung konkreter Entwicklungsvorhaben.
- Berät und unterstützt die Gemeinden und die Regionen in deren Bemühungen um die bessere Verfügbarkeit der Grundstücke in Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung.
- Ermuntert die betroffenen Gemeinden, ihre Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung zu fördern.
- Vervollständigt das Inventar der Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung im Sachplan Arbeitszonen und führt es nach.
- Informiert den Staatsrat regelmässig über die Umsetzung des Sachplans Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung.
- Lanciert oder leitet einschlägige Projekte oder Studien von kantonalem Interesse.
- Stellt Kontakte her mit den im juristischen, technischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Bereich tätigen Berufskreisen für die Einrichtung einer Projektorganisation auf Gemeindeebene.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Sachplan Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung

Der Sachplan Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung wird regelmässig nachgeführt. Grundlage für diese Aktualisierung bilden die Ortsplanung der Gemeinden in den wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkten.



Falls es einen Bedarf an strategisch wichtigen Baugrundstücken von kantonaler oder überkantonaler Bedeutung gibt, behält sich der Kanton die Möglichkeit vor einen kantonalen Nutzungsplan zu erstellen, und anschliessend den Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung anzupassen.

Im Falle eines kantonalen Nutzungsplans sind für die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung die Grundsätze für den Standort, mit Ausnahme der Bemessungskriterien, anwendbar.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Die Regionen müssen die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung bei der Erarbeitung des regionalen Richtplans berücksichtigen.

Siehe Thema «Siedlungsstruktur»



Die Regionen können in ihrem Richtplan Gebiete für die Schaffung neuer Arbeitszonen von kantonaler oder regionaler Bedeutung auf der Grundlage der oben aufgeführten Kriterien zum Standort vorsehen.

Die Arbeitszonen von regionaler Bedeutung müssen in den interkommunalen Zentren liegen, die von den Regionen im Rahmen ihres regionalen Richtplans festzulegen sind.

Ortsplanung

Zonennutzungsplan

- *Legt die Grenzen der Arbeitszonen unter Berücksichtigung der im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze für die Bemessung der Arbeitszonen fest.*
- *Prüft im Falle einer Überdimensionierung der erschlossenen Arbeitszonen, ob eine Nutzungsänderung in Frage kommt.*
- *Bestimmt die Bedingungen, unter denen Sektoren mit Industriebrachen aufgewertet werden können.*
- *Schlägt, wenn Reserven guter landwirtschaftlicher Böden in nicht überbauter Bauzone bestehen, gleichzeitig mit dem Einzonierungsverfahren Kompensationsflächen für neue Arbeitszonen vor.*

Baureglement der Gemeinde

- *Bestimmt auf Grund der Kriterien zur Verkehrserschliessung, die im kantonalen Verkehrsplan und im Massnahmenplan Luftreinhaltung definiert sind, die Aktivitäten, die in den einzelnen Arbeitszonen möglich sind.*

Richtplan für die Bodennutzung

- *Kann festlegen, inwieweit eine Arbeitszone über die für die Bemessung anwendbaren Kriterien hinaus vergrössert werden kann.*
- *Definiert die Grundsätze für die verkehrsmässige Erschliessung und die Etappen für die Vergrösserung von Arbeitszonen.*

Technischer Bericht

- *Begründet die Bemessung der vorgeschlagenen Arbeitszonen auf Grund einer Berechnung der überbauten Flächen und der von bestehenden Betrieben genutzten Reserven.*
- *Gibt nach Massgabe der Grundsätze, die im kantonalen Verkehrsplan und im Massnahmenplan Luftreinhaltung defi-*



niert sind, Auskunft über Studien, die allenfalls zur Mobilität von Personen und Gütern erstellt wurden.

Einzonung für ein spezifisches Projekt

Jede neue Einzonung für ein spezifisches Vorhaben, **die nicht im Rahmen einer Generalrevision der Ortsplanung erfolgt**, hat folgende Auflage zu beachten:

- Werden die Fundamente nicht innert einer Frist von maximal fünf Jahren ab Genehmigung der Einzonung erstellt, wird die Zone ohne neues **rechtliches** Verfahren wieder der Landwirtschaftszone zugeordnet. Diese Frist kann nicht verlängert werden.

VERFAHREN FÜR DIE REALISIERUNG EINES PROJEKTES

Umweltverträglichkeitsprüfung

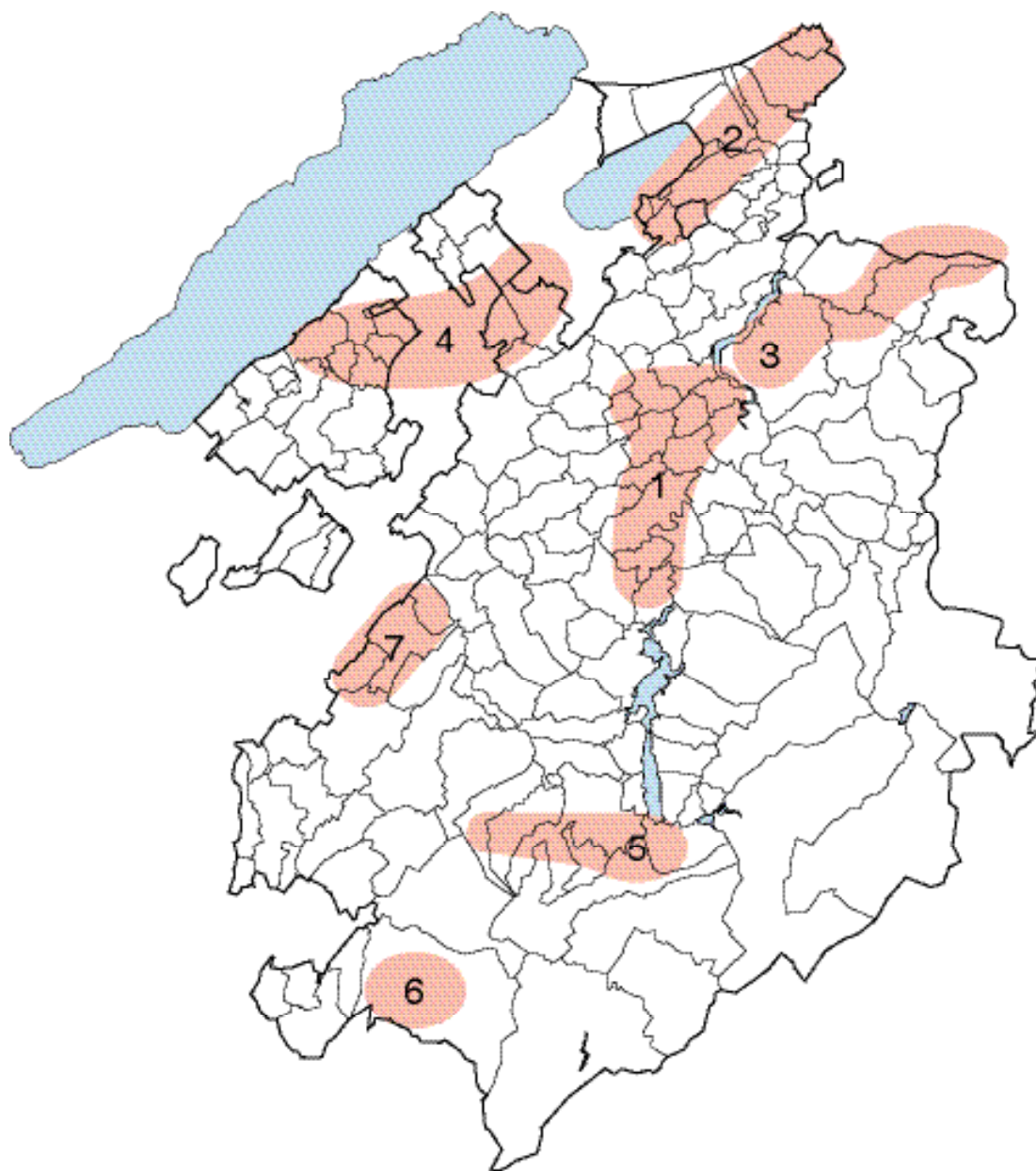
Erfordert das Bauvorhaben die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, hat diese entweder im Rahmen des Genehmigungsverfahrens für den Detailbebauungsplan oder ersatzweise im Rahmen der Standort- oder Baubewilligung zu erfolgen.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung, Freiburg 1998.
- Kantonaler Verkehrsplan, Freiburg 2005.
- Massnahmenplan Luftreinhaltung, Entwurf für die öffentliche Auflage, Freiburg 2005.



Wirtschaftliche Entwicklungsschwerpunkte



Legende

● Entwicklungsschwerpunkte

- | | | | |
|---|-----------------------|---|--------------------|
| 1 | Freiburg und Umgebung | 5 | Bulle und Umgebung |
| 2 | Murten / Kerzers | 6 | Châtel-St-Denis |
| 3 | Unterer Sensebezirk | 7 | Romont |
| 4 | Broye-Ebene | | |

km
0 3 6
Quelle: GEOSTAT



Mitwirkende Stellen

VEA, WIF, AfU und BRPA

Rechtlicher Rahmen

Unveränderte eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlage seit dem alten kantonalen Richtplan

Verwaltungspraxis

Neue Ziele der kantonalen Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Keine kantonale Studie erforderlich

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Unveränderte Aufgabenverteilung

1 PROBLEMSTELLUNG

Der Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung bezweckt die Stärkung der Wirtschaft des Kantons Freiburg im interkantonalen und internationalen Wettbewerb. Dabei sind die Anforderungen der Raumplanung und des Natur- und Umweltschutzes sowie die Zielsetzungen der kantonalen Verkehrspolitik zu berücksichtigen. Diesbezüglich wird mit dem Sachplan vorgeschlagen, die Planungs- und Wirtschaftsförderungsmassnahmen auf die Standorte mit den besten Voraussetzungen zur Ansiedlung neuer Unternehmen zu konzentrieren. Diese Standorte wurden auf der Grundlage einer detaillierten Bewertung der Arbeitszonen mit dem grössten Potenzial ausgewählt und umfassen hinreichend differenziertes Bauland, um der Nachfrage zur Ansiedlung von Unternehmen gerecht zu werden.

Der Sachplan allein kann nicht sämtlichen Begehren an die Wirtschaftsförderung gerecht werden. Letztere muss hauptsächlich drei Arten von Anfragen beantworten können:

Anfragen über die Ansiedlung oder Erweiterung von Unternehmen, die Standorte suchen, an denen sie optimale Bedingungen vorfinden;

Anfragen über die Ansiedlung oder Erweiterung von Unternehmen, die sich auf Grund von unternehmenseigenen Kriterien an einem bestimmten Standort ansiedeln wollen;

Anfragen von Unternehmen über leer stehende Räumlichkeiten.

Der Sachplan begrenzt sich auf die Beantwortung der Anfragen des ersten Typs. Die zweite Art wird von Fall zu Fall behandelt. Was die dritte Art von Anfragen angeht, so führt die Wirtschaftsförderung in Zusammenarbeit mit den Liegenschaftsverwaltungen, Gemeinden und Regionen ein Verzeichnis der leer stehenden Räumlichkeiten, die sich als Unternehmensstandorte eignen.

Es ist jedoch hervorzuheben, dass der Sachplan Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung keineswegs die Planung und Bereitstellung weiterer Arbeitszonen ausschliesst. Neue Arbeitszonen von regionalem oder lokalem Interesse – im Allgemeinen von geringerem Ausmass als die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung – können geschaffen werden, sofern deren Zweckmässigkeit erwiesen und deren Standort sinnvoll ist und mit den raumplanerischen Zielen und Grundsätzen des kantonalen Richtplans übereinstimmt.

2. GRUNDSÄTZE

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Entwicklungsschwerpunkte

Die Entwicklungsschwerpunkte bezeichnen Gebiete, die vom Gesichtspunkt der Wirtschaftsförderung aus besonders interessant sind und die für die Ansiedlung neuer Unternehmen erforderlichen Voraussetzungen erfüllen, unter der Bedingung, dass bestimmte Planungs-, Erschliessungs- und Förderungsmassnahmen getroffen werden.



Diese Entwicklungsschwerpunkte berücksichtigen die folgenden Aspekte:

- der Kanton ist daran interessiert, vor allem die am günstigsten gelegenen Standorte und die geeignetsten Flächen zu fördern und die verfügbaren finanziellen Mittel auf die Arbeitszonen mit den besten Erfolgsaussichten zu konzentrieren.
- der Kanton will die kantonale Siedlungsstruktur verbessern.
- der Kanton will alle Regionen an der wirtschaftlichen Entwicklung zu beteiligen.
- der Kanton bezeichnet die Gebiete, die an den nationalen Verkehrsachsen liegen oder durch ein leistungsfähiges öffentliches Verkehrssystem vom Typ Agglomerationsverkehr erschlossen sind.

Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung

Die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung liegen innerhalb der Entwicklungsschwerpunkte. Sie bezeichnen Grundstücke, die sich an strategischen Standorten befinden und gute Voraussetzungen für die Ansiedlung neuer Unternehmen aufweisen.

Eine Arbeitszone muss ein interessantes Verwirklichungspotenzial aufweisen, damit ihre Bedeutung auf kantonaler Ebene anerkannt werden kann. Sie muss eine freie Fläche von mindestens einer Hektare aufweisen. Teilweise bebaute Arbeitszonen werden im Inventar der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung beibehalten, solange sie die Schaffung von mindestens 5'000 m² Bruttogeschossfläche ermöglichen.

Bezüglich der Bemessung der Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung zeigen die durchgeführten Untersuchungen, dass ein Drittel der bestehenden Unternehmen für die nächsten 15 Jahre ein Vergrößerungspotenzial aufweisen. Auf dieser Grundlage wurde für Arbeitszonen von regionaler und lokaler Bedeutung die Drittel-Regel festgelegt. Zur Berücksichtigung der Bedürfnisse fremder Unternehmen wurde dieser Grundsatz für die Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung auf zwei Drittel ausgedehnt.

Der 2004 aktualisierte Sachplan Arbeitszonen umfasst 191 Arbeitszonen oder -gebiete von kantonaler Bedeutung, die auf 32 Gemeinden verteilt sind und eine Gesamtfläche von 588 ha umfassen.

Zur Verfügbarkeit dieser Zonen oder Teilzonen lässt sich Folgendes sagen:

- Von den 588 ha sind 254 ha (43%) sofort verfügbar, 155 ha (26%) sind mittelfristig verfügbar und 179 ha (31%) sind langfristig verfügbar.

Auf der Grundlage der erhobenen Daten über die bestehenden Betriebsreserven, der für die Jahre 1998 bis 2004 zur Verfügung stehenden Daten über die überbauten Grundstücke sowie der Reserven in den Bauzonen (im Inventar als sofort oder mittelfristig verfügbar katalogisiert), lässt sich in etwa die Dauer der verfügbaren Reserven in den wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkten abschätzen.

So wird geschätzt, dass die Reserven in den Arbeitszonen von kantonaler Bedeutung auf dem gesamten Kantonsgebiet für 17 Jahre reichen werden. Diese Schätzung ist das Resultat einer Extrapolation, in der die Fläche, die die künftigen Reserven der Betriebe ausmachen könnten, von den Reserven in den Bauzonen subtrahiert wird. Dabei wird angenommen, dass der Rhythmus, mit dem die Grundstücke überbaut werden, derselbe



wie zwischen 1998 und 2004 sein wird.

Das Bundesgesetz über die Raumplanung verlangt, dass die Kantone über Reserven für 15 Jahre verfügen. Wie wir weiter oben gesehen haben, erfüllt der Kanton Freiburg diese Forderung.

Aufgrund der Zahlen zu den Arbeitszonen, die anerkannter-massen von kantonaler Bedeutung sind, kann davon ausgegan-gen werden, dass die Reserven des Kantons für die Ansiedlung neuer Unternehmen ausreichen. Trotzdem ist eine mittel- und langfristige Entwicklung gewisser Entwicklungsschwerpunkte nur dann möglich, wenn Planungsarbeiten ausgeführt und die erfassten Zonen nutzbar gemacht werden. Es geht nicht darum, die Fläche der Arbeitszonen zu erhöhen, sondern die Zonen, die in der Ortsplanung der betroffenen Gemeinde erfasst sind, nutzbar zu machen.

Arbeitszonen von regionaler oder lokaler Bedeutung

Die Gemeinden der Regionen, die ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte liegen, werden nicht im Stich gelassen.

Da sich diese Schwerpunkte auf das ganze Kantonsgebiet ver-teilen, liegt jede Gemeinde verhältnismässig nahe bei einem Entwicklungsschwerpunkt. Der Sachplan Arbeitszonen von kan-tonaler Bedeutung schliesst die Planung und Erschliessung weiterer Arbeitszonen nicht aus. Die bestehenden Arbeitszonen ermöglichen bereits die Ansiedlung, Erweiterung oder Verlegung kleiner und mittlerer Betriebe. Wie jedoch im Richtplantext ausgeführt wird, kann die Schaffung einer neuen Zone in gewissen Fällen die Zurückstufung einer bestehenden Zone implizieren.

Aufgrund des bedeutenden Angebots an Grundstücken in den Entwicklungsschwerpunkten bestehen allerdings kaum Chancen, grosse Unternehmen in die Arbeitszonen von regionaler oder lokaler Bedeutung zu locken. So liegt es im Interesse der abseits der Verkehrsachsen gelegenen Gemeinden, die den Arbeitszonen zugeordneten Flächen zu überprüfen und keine unnötigen Erschliessungskosten zu übernehmen. Anstatt neue Grundstücke einzuzonen, die dann erschlossen werden müssen, können die Gemeinden erschlossene Arbeitszonen umnutzen, falls sie sich dazu eignen **und sich eine solche Umnutzung rechtfertigen lässt.**

3. AUFGABENVERTEILUNG

Die Gemeinden:

Die Gemeindebehörden sind für die Nutzbarmachung und Förderung der Arbeitszonen verantwortlich. Insbesondere haben sie die Aufgabe, die Baugrundstücke zu erschliessen und dafür zu sorgen, dass die erforderlichen Detailstudien rechtzeitig durchgeführt werden; zudem müssen sie die Eigentümer über die Absichten und die vorgesehenen Verfahren informieren. Darüber hinaus müssen sie periodisch die Funktion, den Standort und die Grösse der Arbeitszonen sowie gegebenenfalls die Nutzung bestimmter Sektoren überprüfen. Diese Überprüfung ist unerlässlich, wenn die Eigentümer kein Interesse an der Nutzung ihres Grundstücks bekun-den, wenn das Angebot an verfügbaren Grundstücken die vorher-sehbare Nachfrage übersteigt oder wenn die Erschliessungskosten unverhältnismässig hoch sind.

Die Erschliessung und die Förderung der Arbeitszonen stellen für die Gemeinden eine schwierige Aufgabe und eine bedeutende finanzielle Belastung dar. Deshalb ist es von Vorteil, wenn sie die



Zusammenarbeit mit anderen Gemeinden oder regionalen Instanzen zu suchen, um interkommunale oder regionale Arbeitszonen nutzbar zu machen bzw. zu schaffen. Die interkommunalen oder regionalen Zonen sind für die Interessierten wie die Gemeinden attraktiver; ihre Konzeption, Ausführung und Förderung kann effizienter erfolgen.

Die Koordinations- und Unterstützungsgruppe:

Um die Umsetzung des Sachplans Arbeitszonen sicherzustellen, hat der Staatsrat eine Koordinations- und Unterstützungsgruppe ernannt. Diese Gruppe hat nicht die Funktion, an die Stelle der Gemeinden zu treten, sondern ihre Aufgabe besteht eher darin, Lösungen bei verfahrenen Situationen und Starthilfe für besonders interessante Projekte anzubieten, die mit der kantonalen Wirtschaftsförderungspolitik übereinstimmen. Da die Mittel der Koordinations- und Unterstützungsgruppe beschränkt sind, müssen die Förderungsbestrebungen gezielt für Vorhaben eingesetzt werden, die besonders erfolgversprechend sind.

Die Koordinationsgruppe hat wie eine Task Force zu arbeiten, deren Aufgabe es ist, strategische Projekte zu lancieren oder zu leiten. Je nach der Art der zu lösenden Probleme kann sie die Hilfe anderer Dienststellen der Kantonsverwaltung anfordern oder externe Auftragnehmer mit der Abklärung bestimmter Fragen betrauen.

**Siehe auch:**

Biotop: Auengebiete und Seeufer;

Biotop: Feuchtgebiete und Moore

Betroffene Stellen:

Koordinationsstelle:
Bau- und Raumplanungsamt

Gemeinden:
Seeufergemeinden

Kantonale Stellen:
BNS, TBA, VEA, SGeW, ASS, AfU

Andere Kantone:
VD, NE, BE

Bund:
ARE, BUWAL

Andere Stellen:
Commission de gestion de la rive sud du lac de Neuchâtel, FEW, Schifffahrtsgesellschaft des Neuenburger- und Murtensees AG, FTV

1. PROBLEMSTELLUNG

Das Gebiet des Kantons Freiburg umfasst mehrere Seen mit deutlich unterschiedlichen Merkmalen. Wichtig ist die Unterscheidung zwischen natürlichen und künstlichen Seen. Die ersteren besitzen eine höhere Anziehungskraft auf die private Kleinschifffahrt. Auf Stau- und Speicherseen wird die Entwicklung dieser Schifffahrt durch mehrere Umstände eingeschränkt, zu denen der wechselnde Pegelstand, die Begrenzung der Geschwindigkeit und der Motorenleistung der Boote sowie die Grösse dieser Seen gehören. Diese allgemeinen Bedingungen sind nicht ohne Auswirkungen auf die technischen Lösungen, die für die Anlegeplätze gesucht werden müssen. Im Allgemeinen kommt es nicht auf der Wasserfläche zu Konflikten mit der Schifffahrt, sondern eher in den ufernahen Bereichen und in den Gebieten, in denen sich die Anlegeplätze mit ihren Infrastrukturen befinden.

In der Vergangenheit hatte die Kleinschifffahrt eine ständige Zunahme zu verzeichnen, vor allem seit den sechziger Jahren. Zuerst wurden individuelle Anlegeplätze und private Stege eingerichtet, die zu Uferbeschädigungen führten und den Interessen des Natur- und Fischereischutzes zuwiderliefen. Mit Beschluss vom 20. Februar 1973 beauftragte der Staatsrat die zuständigen Behörden, Massnahmen zu ergreifen, um die von Privaten mit oder ohne Bewilligung auf öffentlichem Grund errichteten Stege und Anlegestellen zu beseitigen und durch Kleinschiffhäfen zu ersetzen.

An und für sich führt die Nutzung der Wasserflächen zu keinen Problemen, sieht man von den Orten ab, wo die Schifffahrt mit den Interessen des Naturschutzes zusammenstösst. Die Wahl des Standorts und die Grösse der Bootshäfen sind sorgfältig zu studieren. Dabei müssen vor allem Aspekte wie die Integration in die Landschaft, die beschränkte Aufnahmekapazität der Umgebung hinsichtlich der Zufahrtsmöglichkeiten, die Parkplätze, die Grösse der bestehenden oder zu schaffenden Tourismusanlagen, die akzeptierbare Beanspruchung der Ufer durch den Badebetrieb usw. in Betracht gezogen werden.

2. GRUNDSÄTZE**ZIELE DER KANTONALEN POLITIK**

- Organisation der Privatschifffahrt auf den Seen unter Berücksichtigung der Aufnahmekapazität der kollektiven Anlegeplätze und der Achtung vor Ufern und Schutzgebieten.
- Berücksichtigung der Tätigkeiten in Verbindung mit dem See bei der touristischen Entwicklung des Kantons und der Regionen.
- Festlegung der Planungskriterien zur Beurteilung der Bewilligungsgesuche für den Bau oder die Erweiterung von Bootshäfen.
- Errichtung und Organisation kollektiver Anlegeplätze, vor allem um die individuellen Anlegeplätze aufheben zu können.
- Erstellung einer Nutzungsstudie der Ufer für jeden See mittels eines regionalen Seeuferrichtplans.
- Erarbeitung eines Informationskonzepts zuhanden der Seebenutzer.



GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

- Berücksichtigung des Schutzes der Naturräume und der Aufnahmekapazität der Ufergebiete, insbesondere was Autoabstellplätze, Schuppen, Verkehr, Lärm, Gestaltungsqualität usw. betrifft, bei jeder Erstellung neuer Kleinschiffhäfen und bei der Erweiterung bestehender Häfen.
- Übertragung der oben aufgeführten Grundsätze auf die kollektiven Anlegeplätze (z. B. Bojenfelder).
- Beseitigung individueller Anlegeplätze und gewisser Bojenfelder entsprechend den in den Häfen neu geschaffenen Bootsplätze.
- Prioritäre Beseitigung der individuellen Anlegeplätze in den Gebieten, in denen Konflikte mit der Erhaltung des natürlichen Uferzustands und mit öffentlichen Ufernutzungen bestehen.
- Suche nach Lösungen, um die schädlichen Auswirkungen neuer Anlagen und Einrichtungen auf den Uferbereich und die benachbarten Bauzonen auf ein akzeptierbares Niveau zu bringen, insbesondere was Lärm und Verkehr betrifft.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Die Hafenanlagen müssen mit dem regionalen Tourismuskonzept und dem regionalen Seeuferrichtplan koordiniert werden.
- Mittelfristig müssen die Anlegeplätze in Feuchtgebieten aufgehoben werden.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Erteilt die Konzessionen zur Nutzung der öffentlichen Gewässer für Bootshäfen.

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion:

- Erteilt die Bewilligungen zur Nutzung der öffentlichen Gewässer für Anlegeplätze.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Beteiligt sich an den regionalen Studien für die Erstellung der Seeuferrichtpläne.
- Sorgt für die Erstellung der Studien, die für den Bau neuer Häfen erforderlich sind.
- **Koordiniert die Planungs- und Baubewilligungsverfahren mit dem Konzessionsgesuch.**

Die Sektion Gewässer des Tiefbauamtes:

- Verwaltet die Nutzung der öffentlichen Gewässer und das Signalsystem auf Seen und Wasserflächen.
- Behandelt die Konzessions- und Bewilligungsgesuche für die Nutzung der öffentlichen Gewässer auf der Basis der im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze.
- Führt die Wartelisten der Anlegeplätze in öffentlichen Gewässern nach.



Das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt:

- Stellt die Zulassungen aus auf der Grundlage der in den Häfen verfügbaren Bootsplätze.
- Informiert die Seebenutzer über die zu beachtenden Navigationsgrundsätze.

Das Amt für Verkehr und Energie:

- Informiert die Gesuchsteller über die Verfahren und koordiniert die Verfahren zum Erhalt von Betriebskonzessionen von touristischen Anlagen und Freizeitanlagen, mit Schiffen verursachen.

Die Regionen:

- Erarbeiten und revidieren gegebenenfalls die regionalen Richtpläne und die regionalen Seeuerrichtpläne.

Die Gemeinden:

- Beteiligen sich an der Erarbeitung der regionalen Richtpläne.

Die Nachbarkantone:

- Erstellen die interkantonalen Studien über die Schifffahrt auf den gemeinsamen Wasserflächen.

Die Betreiber der Kleinschiffhäfen:

- Sorgen für die Einhaltung des Hafenreglements und der Konzessions- bzw. Bewilligungsbedingungen bei der Zuteilung der Bootsplätze.
- Führen Wartelisten für die Anlegeplätze in den Häfen.

Der Freiburger Tourismusverband:

- Beurteilt die Projekte, welche eine Auswirkung auf die touristische Entwicklung des Kantons und der Regionen haben.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Der Kanton erstellt in Zusammenarbeit mit den Kantonen Neuenburg und Waadt eine Studie über die Kleinschiffahrt auf dem Neuenburger- und Murtensee.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Die Regionen erstellen für jeden See einen Seeuerrichtplan. Diese Pläne legen mindestens fest:

- Die Entwicklungs- und Standortbereiche für Häfen mit den Umsetzungsbestimmungen und den wichtigsten Koordinationsproblemen, die gelöst werden müssen.
- Die Höchstzahl der für die Wasserfläche zugelassenen Boote.
- Die Sektoren, in denen die Anlegeplätze aufgehoben werden müssen.

- Die Sektoren, in denen die Anlegeplätze beibehalten bzw. mittels Häfen und kollektiver Anlegeplätze vermehrt werden können.
- Die Kriterien, aufgrund derer die Erhaltung individueller Anlegeplätze in Betracht gezogen werden kann, und eine Identifizierung der betroffenen Sektoren.

Ortsplanung

Die Gemeinde scheidet eine Zone von öffentlichem Interesse für die Häfen und die Sektoren aus, die von der Erweiterung oder dem Bau eines Hafens oder eines kollektiven Anlegeplätze betroffen sind. Sie sieht die Verpflichtung vor, für die Erweiterung oder den Bau von Häfen einen Spezialplan zu erstellen und legt dessen Perimeter fest. Das Gemeindebaureglement legt die Vorschriften für diese Zone fest, insbesondere die Ziele, die der Spezialplan verfolgt. Dieser muss den Sektoren entsprechen, die der regionale Richtplan diesbezüglich vorsieht.

Ist der Bau eines Bootshafens beziehungsweise eines kollektiven Anlegeplatzes vorgesehen oder soll ein bestehender Hafen vergrössert werden, erstellt die Gemeinde einen Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren. Dieser Plan ist Bestandteil des Landschaftsrichtplans und muss in die Ortsplanung eingebunden werden. Je nach Grösse des Hafens und Ausdehnung der zu sanierenden Sektoren kann der Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren die Form eines interkommunalen Richtplans annehmen.

Der Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren gibt an:

- die Sektoren, in denen die Anlegeplätze aufzuheben sind, sowie
- die Sektoren, in denen die Anlegeplätze allenfalls beibehalten werden können.

Der Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren ist durch einen technischen Bericht zu ergänzen, in welchem insbesondere für den gesamten betroffenen Bereich die Zahl der Anlegeplätze vor und nach der Verwirklichung des Projekts aufgeführt ist.

VERFAHREN FÜR DIE REALISIERUNG EINES PROJEKTES

Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren

Als Bestandteil des Landschaftsrichtplans folgt der Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren dem in den Art. 73ff. RPBG vorgesehenen Verfahren. Handelt es sich um einen interkommunalen Richtplan, wird das Vernehmlassungsverfahren in allen betroffenen Gemeinden gleichzeitig durchgeführt.

Spezialplan

Der Spezialplan folgt dem in den Art. 78ff. RPBG vorgesehenen Verfahren und legt insbesondere fest:

- die Grösse und die Auswirkung der vorgesehenen Hafen- und Tourismusanlagen.
- die sanierungsbedürftigen Anlegeplätze.
- die Fristen, nach denen individuelle Konzessionen für Anlegeplätze nicht mehr erteilt werden.

Das Dossier des Spezialplans enthält zudem das Baureglement des betroffenen Sektors, das Hafennutzungsreglement und den



Bericht der Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn der Hafen mehr als 100 Anlegeplätze umfasst.

Baubewilligung

Das Baubewilligungsgesuch ist erforderlich gemäss dem in den Art. 172ff. RPBG vorgesehenen Verfahren.

Konzession

Das Gesuch unterliegt dem Verfahren, das in den Art. 22ff. des Gesetzes über die öffentlichen Sachen vorgesehen ist.

Das Dossier zum Konzessionsgesuch enthält:

- *einen erläuternden Bericht,*
- *einen von einem Geometer erstellten Situationsplan, in welchem die Benutzung der öffentlichen Sachen präzise abgegrenzt und die Zahl der Anlegeplätze angegeben ist,*
- *das Betriebsreglement des Hafens,*
- *die Gebühren für die Nutzung der Anlegeplätze.*

Koordination

Um eine optimale Koordination der verschiedenen Verfahren zu erreichen, müssen

- *die Vernehmlassung des Plans der sanierungsbedürftigen Sektoren,*
- *die öffentliche Auflage der Änderung des Zonennutzungsplans und des Spezialplans sowie allenfalls die Vernehmlassung des Umweltverträglichkeitsberichts,*
- *die öffentliche Auflage des Baubewilligungsgesuchs und*
- *die öffentliche Auflage des Konzessionsgesuchs*

gleichzeitig erfolgen.

Die Genehmigungen und Bewilligungen infolge der oben erwähnten Verfahren sind ebenfalls untereinander abzustimmen. Die vom Staatsrat erteilte Konzession für einen Hafen sowie allfällige andere Bewilligungen (z. B. Rodungsbewilligungen) sind Vorentscheide im Sinne von Art. 175a RPBG. Sie sind Voraussetzung für die Erteilung der Baubewilligung und sind gleichzeitig mit der Baubewilligung zu eröffnen.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Plan directeur de la rive sud de lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat, Direction des Travaux publics Fribourg, Département des Travaux publics Lausanne, Mai 1993 (nicht übersetzt).
- Seeuferplanung Schifflenseesee, Bureau de planification et d'urbanisme BPU, Freiburg, Oktober 1981 (nicht übersetzt).
- Plan directeur des rives du lac de la Gruyère, Association régionale de la Gruyère, 2002 (nicht übersetzt).



Mitwirkende Stellen

RUBD, BNS, SGeW und BRPA

1. PROBLEMSTELLUNG

Die sich ständig intensivierende Nutzung der Seeufer durch Privatpersonen, insbesondere die Zunahme der Bootszahl, beschäftigt die Behörden und die Naturschutzkreise schon seit geraumer Zeit.

Durch die ständige Zunahme der Bootszahl erhöht sich auch die Zahl der Anlegeplätze und Schiffstege an den Ufern. Diese Einrichtungen, die häufig mit einer Zerstörung von Schilf einhergehen, tragen zur Überlastung des Ufers bei und laufen den Interessen der Fischerei und der Sicherheit der Schifffahrt zuwider.

Das Thema «Bootshäfen und Anlegeplätze» beruht auf dem Staatsratsbeschluss vom 20. Februar 1973 und konkretisiert die in diesem Beschluss empfohlene Politik.

4. UMSETZUNG

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Regionale Studien

Der regionale Ufferrichtplan bildet ein grundlegendes Dokument für die Einrichtung von Bootshäfen. Deshalb werden die Kantonsbehörden erst auf neue Hafenprojekte eintreten, wenn die Gesuchsteller imstande sind, die Übereinstimmung ihres Projekts mit dem regionalen Seeufferrichtplan nachzuweisen.

Ortsplanung

Im Rahmen eines Projekts für den Bau eines Bootshafens oder eines kollektiven Anlegeplatzes müssen mehrere Dokumente erstellt werden. Dabei kommen verschiedene Verfahren zum Zug, namentlich weil sich die Dokumente in ihrem rechtlichen Status unterscheiden.

Da die Benutzung der Seeufer unter die Verwaltung der öffentlichen Sachen fällt, können Bewilligungen für individuelle Anlegeplätze widerrufen werden, ohne dass die Besitzer dieser Bewilligungen Einsprache erheben können. Deshalb ist der Gemeinderichtplan das geeignete Raumplanungsinstrument, um die Sektoren festzulegen, in denen die Anlegeplätze aufzuheben sind. Gemeinderichtpläne können nämlich nicht mit Beschwerden angefochten werden. Es besteht lediglich die Möglichkeit, Bemerkungen und Vorschläge zum Inhalt zu formulieren. Folglich schlägt der kantonale Richtplan vor, dass für Pläne der sanierungsbedürftigen Sektoren das für Gemeinderichtpläne vorgesehene Verfahren zur Anwendung gelangt.

Rechtlicher Rahmen

Unveränderte eidgenössische oder kantonale Gesetzesgrundlage seit dem alten kantonalen Richtplan

Verwaltungspraxis

Unveränderte Ziele der kantonalen Politik

Neue Grundsätze und Massnahmen für die Umsetzung

Kantonale Studie in Bearbeitung

Neue Auswirkungen auf die Ortsplanung

Unveränderte Aufgabenverteilung



Siehe auch:

Naturgefahren: Hochwasser;
Ableitung und Reinigung des Abwassers;
Biotope: Aktionsschwerpunkte;
Artenschutz;
Ökologische Vernetzung und Wildtierkorridore;
Ökologischer Ausgleich;
Wald

- > Zwei erläuternde Berichte sind zum Verständnis dieses Themas verfügbar: «Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung» und «Wasserkreislauf»

Betroffene Stellen:

Koordinationsstelle:
Sektion Gewässer des Tiefbauamtes

Gemeinden:

Alle

Kantonale Stellen:
BNS, Walda, AfU, MeIA, BRPA

Andere Kantone:
BE, NE, VD

Bund:
BWG, BUWAL

Andere Stellen:
NGK, Wasserbauunternehmen, Wasserkraftwerke

1. PROBLEMSTELLUNG

Die vielfältigen menschlichen Tätigkeiten (vor allem Landwirtschaft und Siedlung), die Schutzbauten gegen Hochwasser und die Verwendung von Wasser zu industriellen Zwecken und zur Bewässerung haben dazu beigetragen, den natürlichen Raum der Fliessgewässer zu verkleinern, die Häufigkeit und das Ausmass von Überschwemmungen zu erhöhen und die Restwassermengen zu verringern.

Insgesamt haben die Fliessgewässer dadurch einen Teil ihrer ökologischen und Selbstreinigungsfunktionen verloren. Ausserdem ist die Speisung des Grundwassers durch die Veränderungen im Bereich der Fliessgewässer betroffen.

Das Bundesgesetz über den Wasserbau (WBG) und das Bundesgesetz über den Gewässerschutz (GSchG) befürworten eine neue Betrachtungsweise, die darauf abzielt, den Zustand der Fliessgewässer so natürlich wie möglich zu belassen bzw. diesen Zustand wiederherzustellen und parallel dazu den Hochwasserschutz durch Planungsmassnahmen (Verlegung der menschlichen Tätigkeiten in ungefährdete Zonen) und Unterhaltsarbeiten sicherzustellen, so dass Schutzbauten überflüssig werden. **Das GSchG verbietet das Überdecken oder Eindolen von Fliessgewässern und verlangt, dass bereits eingedolte oder überdeckte Bäche offen gelegt werden. Ausnahmen können bewilligt werden, wenn technische Gründe vorliegen oder wenn eine offene Wasserführung für die landwirtschaftliche Nutzung erhebliche Nachteile mit sich bringen würde.**

Damit Fliessgewässer ihre hydraulischen und ökologischen Funktionen erfüllen können, muss ihnen ein Raum zur Verfügung stehen, der frei von Bauten und Anlagen bleibt. Dadurch kann das Wasser auch bei Hochwasser ohne Schäden anzurichten abfliessen und der Wert des Gewässers als natürlichen Lebensraum bewahrt werden. Dieser Bereich, der nicht verbaut werden darf, wird als minimaler Raumbedarf von Fliessgewässern bezeichnet.

In Sachen Abflussbewirtschaftung befürwortet das GSchG verschiedene Massnahmen zur Verzögerung der Abflüsse von Oberflächenwasser aus Siedlungsgebieten sowie die Erhaltung bzw. die Wiederherstellung angemessener Restwassermengen bei Wasserentnahmen in Fliessgewässern.

Die Hochwasserschutzstrategie wird unter dem Thema «Naturgefahren: Hochwasser» behandelt, die Regulierung der Ableitung von Oberflächenwasser unter dem Thema «Ableitung und Reinigung des Abwassers».

Die Bundesgesetzgebung sieht verschiedene Studien zur Festlegung der kantonalen Politik in Sachen Fliessgewässer vor. Eine Zustandsanalyse der Fliessgewässer auf Kantonsebene ist auf der Grundlage spezifischer Studien vorzunehmen, zu denen insbesondere gehören:

In Verbindung mit dem Wasserbau:

- Ereigniskataster.
- Hochwasser-Gefahrenkarten.
- Kataster des minimalen Raumbedarfs von Fliessgewässern.
- Kataster der Hochwasserschutzbauten.
- Hochwasserschutz-Massnahmenkonzepte.

In Verbindung mit der Renaturierung:

- Kataster des Raumbedarfes für die Fliessgewässer.
- Kataster des qualitativen und ökomorphologischen Zustands der Fliessgewässer.
- Renaturierungsprogramm.

In Verbindung mit der Abflussbewirtschaftung:

- Inventar der Entnahmen.
- Karten der Niederwasserabflüsse.

Diese Daten haben vor allem die verschiedenen Mängel und die kantonalen Aktionsschwerpunkte in Sachen Verbauung, Renaturierung von Fliessgewässern und Abflussbewirtschaftung zu verdeutlichen.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

Die kantonale Politik in Sachen Verbauung, Renaturierung der Fliessgewässer und Abflussbewirtschaftung hat sich folgende Ziele gesetzt:

- Gewährleistung des Hochwasserschutzes von Menschen und erheblichen Sachwerten auf einem im Verhältnis zu den potenziellen Risiken akzeptierbaren Niveau.
- Verbesserung oder Erhaltung der nützlichen ökomorphologischen Bedingungen der Fliessgewässer im gesamten Kanton, um insbesondere ihre Selbstreinigungsfähigkeit und ihre Biodiversität zu gewährleisten.
- Durchführung der notwendigen Grundlagenstudien, um eine koordinierte Politik in Sachen Fliessgewässer zu betreiben.

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Verbauung der Fliessgewässer

- Erhaltung der Sicherheit und der ökologischen Funktionen der Fliessgewässer, vorrangig durch Planungs- und Unterhaltsmassnahmen. ***Das bedeutet insbesondere, dass der minimale Raumbedarf von Fliessgewässern gesichert werden muss – sowohl bei eingelegten Abschnitten als auch bei solchen mit offener Wasserführung.***
- ***Verbot, neue Bauten innerhalb des minimalen Raumbedarfs zu errichten. Für bestehende Bauten können Unterhaltsmassnahmen vorgesehen werden.***
- ***Bevorzugung von Unterhaltsmassnahmen gegenüber baulichen Massnahmen im Bereich der Fliessgewässerverbauungen.***
- Vermeidung jeder Veränderung des natürlichen Abflussregimes, die sich auf den ökomorphologischen Zustand auswirken könnte.
- Förderung der natürlichen Dynamik und der Vielfalt der Fliessgewässer, insbesondere das Übertreten in potenzielle Überschwemmungszonen.
- Begrenzung der Eingriffe in den Geschiebehaushalt der Auengebiete.

Renaturierung der Fliessgewässer

- Durchführung von Renaturierungsmassnahmen an Orten, wo die Fliessgewässer Mängel, einen offenkundigen Verbesserungsbedarf und das beste Aufwertungspotenzial aufweisen.
- Ergänzung - je nach Gelegenheit und Bedarf - der ökologischen und fischereilichen Aufwertung der Fliessgewässer durch die Wiederherstellung eines möglichst naturnahen Zustands der eingedolten Abschnitte oder durch die Beseitigung nicht mehr benötigter Anlagen (ehemalige Fabrikwehre usw.)
- Sicherstellung der freien Fischwanderung durch Bau von Aufstiegshilfen oder Beseitigung von Hindernissen.

Abflussbewirtschaftung

- Förderung der Sanierung von Wasserentnahmen, die nicht den diesbezüglichen Bestimmungen der Bundesgesetzgebung entsprechen.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Verbauung und Renaturierung der Fliessgewässer

- Bemühung um die koordinierte Durchführung der Hochwasserschutzmassnahmen und der ökologischen Aufwertungsmassnahmen für Fliessgewässer.
- ***Berücksichtigung der bestehenden Nutzung der Grundstücke und der weitgehend verbauten Umgebungen bei der Festlegung des minimalen Raumbedarfs und der sich daraus ergebenden Massnahmen.***
- Neuordnung des Unterhalts natürlicher Fliessgewässer durch die Suche nach Synergien, insbesondere für Uferbestockungen und bestockte Böschungen, unter Beizug der Sachkenntnis und Mittel der Forstdienste.
- Förderung der Renaturierung der Fliessgewässer bei der Durchführung von Schutz- oder Renaturierungsmassnahmen durch die Suche nach Synergien mit den im Sinne des Natur- und Heimatschutzgesetzes durchgeführten ökologischen Ausgleichsmassnahmen oder mit den im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung realisierten Massnahmen (Strassenbau, Bodenverbesserungen usw.).
- Optimierung der Hochwasserschutzprojekte, indem jenen Bauten der Vorzug gegeben wird, die - bei gleichem Schutz- und Wirksamkeitsgrad - die ökologischen Funktionen der Fliessgewässer am ehesten erhalten oder verbessern, und zugleich Einbezug von Massnahmen, die geeignet sind, ihren natürlichen Verlauf wiederherzustellen.
- Durchführung ökologischer Ausgleichsmassnahmen bei Bauten, welche die ökologischen Funktionen der Fliessgewässer beeinträchtigen.

Abflussbewirtschaftung

- Förderung der Sanierung von Wasserentnahmen oder von bestehenden Anlagen im Rahmen der Renaturierungsprojekte von Fliessgewässern, insbesondere in Auengebieten.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Legt die Politik für die Verbauung und Renaturierung der Fließgewässer fest.
- Erteilt die Konzessionen für die Nutzung der öffentlichen Gewässer; in diesem Rahmen sorgt er dafür, dass die Beschlüsse angemessene Restwassermengen in den Fließgewässern gewährleisten.
- Sichert die Finanzierung der kantonalen Grundlagen, nach Abzug der Bundessubventionen.
- Gewährt die kantonalen Subventionen für Verbauungs-, Renaturierungs- und **Unterhaltmassnahmen** der Fließgewässer bzw. eventuelle Hilfen oder Beteiligungen, um die Sanierung von Anlagen zu finanzieren.

Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion:

- Legt die Prioritäten in Sachen Renaturierung der Fließgewässer fest.
- Erteilt die Bewilligungen für die Nutzung der öffentlichen Gewässer.
- Trifft Entscheide zur Sicherstellung angemessener Restwassermengen in den Fließgewässern.

Die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft:

- Erteilt die fischereirechtlichen Bewilligungen, die durch technische Eingriffe in die Gewässer, ihren Wasserhaushalt oder ihren Verlauf sowie Eingriffe in die Ufer, das Bett der Fließgewässer und den Grund der Seen erforderlich sind.

Die interdisziplinäre Arbeitsgruppe der Kantonsverwaltung:

- Verfolgt die Erarbeitung der Grundlagen im Bereich der Fließgewässer.
- Erarbeitet das Renaturierungsprogramm der Fließgewässer.
- Sichert die Koordination der Verbauungs-, Renaturierungs- und Abflussbewirtschaftungsprojekte.

Die Sektion Gewässer des Tiefbauamtes:

- Ist (über die NGK) an der Koordination der kantonalen Grundlagen im Bereich der Naturgefahren beteiligt.
- Nimmt, in Zusammenarbeit mit der interdisziplinären Arbeitsgruppe der Kantonsverwaltung, die Koordination und die Begleitung des Katasters des minimalen Raumbedarfs von Fließgewässern wahr.
- Übernimmt die Koordination und Begleitung der Studien zu Verbauungs- und Renaturierungsmassnahmen für Fließgewässer und überwacht deren Ausführung;
- Erstellt die Karten der Niederwasserabflüsse.
- Übernimmt, in Zusammenarbeit mit der interdisziplinären Arbeitsgruppe der Kantonsverwaltung, die Koordination und die Begleitung der Sanierungsstudien in Sachen Bewirtschaftung der Niederwasserabflüsse.
- Behandelt die Konzessions- und Bewilligungsgesuche für die Nutzung der öffentlichen Gewässer.

- Verwaltet die öffentlichen Gewässer und kontrolliert deren Nutzung.
- Informiert und beteiligt sich an den Arbeiten der Gebietskörperschaften, die für die Verbauung und Renaturierung der Fliessgewässer zuständig sind.
- Gibt im Rahmen der Ortsplanung die Informationen weiter, die die Fliessgewässer betreffen.
- Übt die wasserbaupolizeiliche Aufsicht aus; sie nimmt in dieser Hinsicht Stellung zu den Wasserbauvorhaben und den Baugesuchen für Objekte, die in der Nähe von Fliessgewässern liegen oder sich auf diese auswirken; sie kontrolliert die Einhaltung der Auflagen und legt besondere Auflagen fest, insbesondere was die Festlegung des **minimalen** Raumbedarfs der Gewässer und die Bauabstände betrifft; sie kann nötigenfalls zusätzliche Untersuchungen auf Kosten des Gesuchstellers verlangen.
- Berät die betroffenen Instanzen über die Berücksichtigung der Gefahren, Massnahmen und Auflagen in Sachen Hochwasser, Erhaltung der Fliessgewässer und **Sicherung des minimalen Raumbedarfs**.
- Legt, in Zusammenarbeit mit dem Amt für Umwelt, die Bedingungen für die Ableitung des Oberflächenwassers fest, die in die Generellen Entwässerungspläne (GEP) der Gemeinden aufzunehmen sind.
- Behandelt die Subventionsgesuche.

Das Amt für Umwelt:

- Übernimmt die Koordination und Begleitung der GEP-Studien und deren Ausführung;
- Genehmigt nach Stellungnahme der SGeW die Einleitung des Oberflächenwassers in die Fliessgewässer für die Bauprojekte ausserhalb der GEP-Perimeter.
- Nimmt unter dem Gesichtspunkt des Gewässerschutzes Stellung zu den Verbauungs- und Renaturierungsvorhaben von Fliessgewässern.
- Führt den Kataster des qualitativen und ökomorphologischen Zustands der Oberflächengewässer nach.
- Bestimmt für die oberirdischen Gewässer die eventuellen Gewässerschutzbereiche Ao und die Zuströmbereiche Zo.

Das Amt für Wald, Wild und Fischerei, Ableitung Wild und Fischerei:

- Nimmt unter dem Gesichtspunkt der Fischerei und der Wassertiere Stellung zu den Verbauungs- und Renaturierungsprojekten von Fliessgewässern.
- Achtet im Rahmen der mit Fliessgewässern zusammenhängenden Projekte und Planungen auf den Schutz der bedrohten Fischarten und auf die freie Fischwanderung.

Das Büro für Naturschutz:

- Nimmt unter dem Gesichtspunkt des Natur- und Landschaftsschutzes Stellung zu den Verbauungs- und Renaturierungsprojekten von Fliessgewässern.

Die Regionen:

- Berücksichtigen die Grundlagen und Grundsätze zum Standort bei der Erarbeitung ihrer regionalen Studien.

Die Gemeinden:

- Berücksichtigen in ihren Planungen den minimalen Raumbedarf von Fliessgewässern und den Bauabstand zu diesem Raum.
- Berücksichtigen in ihren Planungen die eingedolten Abschnitte von Fliessgewässern in dem nicht überbauten Gebiet.
- Berücksichtigen in ihren Planungen die für die Rückhaltung und Versickerung des Oberflächenwassers notwendigen Flächen.
- Können anstelle des Wasserbauunternehmens die Verbauung und Renaturierung von Fliessgewässern vornehmen und für deren Unterhalt sorgen.
- Üben die direkte Aufsicht der Fliessgewässer aus, die nicht Gegenstand eines Wasserbauunternehmens sind.

Die Nachbarkantone:

- Koordinieren die Grundlagenstudien, Verbauungen und Renaturierungen von Grenzfließgewässern.

Die Wasserkraftwerke:

- Koordinieren die mit dem Unterhalt der Wasserbauten zusammenhängenden Massnahmen, insbesondere die Reinigung und Spülung der Stauräume.
- Sorgen für die von der Gesetzgebung festgelegten Restwassermengen.

Die Wasserbauunternehmen:

- Stellen die Verbauung (Bau und Unterhalt) und Renaturierung von Fliessgewässern sicher.

Die anliegenden Eigentümer:

- Sorgen für den laufenden Unterhalt der Fliessgewässer, falls kein Gemeinwesen dafür zuständig ist.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Die Umsetzung der Strategie und die Durchführung der Eingriffe in Sachen Verbauung, Renaturierung und Abflussbewirtschaftung erfordert die Einführung zusätzlicher gesetzlicher Bestimmungen in organisatorischer Hinsicht und um Anreize zu schaffen; dazu gehören insbesondere:

- die Aufteilung der Kompetenzen innerhalb der Kantonsverwaltung.
- die Definition der benötigten Grundlagen und Planungsinstrumente und ihrer Verfahren.
- die Überprüfung der Kompetenzen der Gebietskörperschaften in Sachen Renaturierung von Fliessgewässern und die Festlegung der Subventionsbedingungen.
- die Prüfung der Zusicherungsmöglichkeiten besonderer staatlicher Hilfen für die Finanzierung von Anlagensanierungen.



> Siehe Thema «Naturgefahren: Hochwasser»

- die Überprüfung der Kompetenzen in Sachen Unterhalt der Fliessgewässer und der Subventionierungsmöglichkeiten in diesem Bereich.

In Ermangelung eines Renaturierungsprogramms für den gesamten Kanton und angesichts verschiedener Notfallsituationen werden die Konzepte für Hochwasser-Schutzmassnahmen unter Rücksichtnahme auf die ökologischen Funktionen der Fliessgewässer erarbeitet.

Für die Durchführung eines Renaturierungsprogramms der Fliessgewässer auf Kantonsebene werden folgende Grundlagen berücksichtigt:

- Hochwasser-Gefahrenkarten.
- Kataster des **minimalen** Raumbedarfs von Fliessgewässern.
- Kataster des qualitativen und ökomorphologischen Zustands der Fliessgewässer.
- Karten der Niederwasserabflüsse.

Die Gegenüberstellung der Ergebnisse der Grundlagen lässt die Bedürfnisse in den verschiedenen untersuchten Bereichen erkennen und erlaubt, das Renaturierungsprogramm zu definieren, das die Prioritäten für sämtliche Fliessgewässer des Kantons enthält. Durch diese Gegenüberstellung lassen sich zudem die Gebiete festlegen, für welche ein Hochwasser-Schutzmassnahmenkonzept zu erarbeiten ist.

Auf der Grundlage der festgelegten Prioritäten wird der Inhalt des kantonalen Richtplans durch die zusätzlichen Kriterien und Grundsätze ergänzt, mit deren Hilfe sich die verschiedenen Typen, Standorte und Eingriffsprioritäten unterscheiden lassen. Eine kartographische Darstellung der verschiedenen Prioritäten wird ebenfalls in den kantonalen Richtplan integriert.

Hinsichtlich der Gewährleistung angemessener Restwassermengen hat der Kanton bei der Erneuerung der Konzessionen, aber auch schon für laufende Konzessionen Massnahmen zu ergreifen, um die gesetzlich vorgeschriebenen Fristen einhalten zu können.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Kantonale Grundlagen

Die vom Kanton erstellten Studien, Planungen und Projekte:

- Berücksichtigen die Grundlagen und die Grundsätze zum Standort.
- Werden gegebenenfalls angepasst, um auf die Bedürfnisse des Hochwasserschutzes und der ökologischen Aufwertung der Fliessgewässer Rücksicht zu nehmen.

Ortsplanung

Der Zonennutzungsplan:

- *Sichert den minimalen Raumbedarf von Fliessgewässern, vorzugsweise durch Schutzzonen, in zweiter Linie durch eine der bestehenden Zonennutzung überlagerten Abgrenzung des minimalen Raumbedarfs.*
- *Sichert den Raum, der für die Verwirklichung der Schutzmassnahmen nötig ist.*
- *Sichert bei eingedolten Fliessgewässern den Geländestreifen, auf dem kein Bauvorhaben ausgeführt werden darf.*

- *Bezeichnet die Gebäude, die nicht den Vorschriften entsprechen, weil sie sich innerhalb des minimalen Raumbedarfs befinden.*

Der Landschaftsrichtplan:

- *Berücksichtigt den minimalen Raumbedarf von Fließgewässern bei Bauzonenerweiterungen.*
- *Bildet die eingedolten Fließgewässer ab, deren Verlauf nur annähernd bekannt ist.*
- *Bildet die Trassen ab, die für die Freilegung des Fließgewässers zu sichern sind und nicht dem Verlauf der bestehenden Kunstbaute entsprechen.*

Das Baureglement der Gemeinde:

- *Bestimmt die Baugrenzen mit Bezug auf den minimalen Raumbedarf des Fließgewässers oder mit Bezug auf das Fließgewässer selber.*
- *Regelt den Unterhalt oder den Abbruch von unvorschriftsmässigen, innerhalb des minimalen Raumbedarfs befindlichen Gebäuden.*
- *Legt fest, welche Bauvorhaben im und am minimalen Raumbedarf zulässig sind.*
- Zusätzliche Untersuchungen auf Kosten der Gemeinde können durchgeführt werden, wenn Meinungsverschiedenheiten bestehen, insbesondere hinsichtlich des Renaturierungsbedarfs und -potenzials oder der Zweckmässigkeit und Bedeutung des Raumbedarfes.

VERFAHREN FÜR DIE REALISIERUNG EINES PROJEKTES

Die einzuhaltenden Verfahren werden durch die gültigen Gesetze, Verordnungen und Reglemente festgelegt, insbesondere:

Projekte in Zusammenhang mit der Wasserbaustrategie

- Auf kantonaler Ebene: Gesetz über den Wasserbau (WBG), Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG), Wegleitung der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion zur Behandlung der Verbauungsprojekte von Fließgewässern.
- Auf Bundesebene: Gesetz über den Wasserbau (BGWB) und dessen Ausführungsverordnung (WBV).

Projekte in Zusammenhang mit der Renaturierungsstrategie

- Die unter «Projekte im Zusammenhang mit der Verbauungsstrategie» aufgeführten Gesetze und Wegleitung.
- Auf Bundesebene: Gesetz über den Gewässerschutz (GSchG) und dessen Ausführungsverordnung (GSchV), Gesetz über die Fischerei (BGF), Gesetz über den Natur- und Heimatschutz (NHG) und dessen Anwendungsverordnungen.

Projekte in Zusammenhang mit der Abflussbewirtschaftungsstrategie

Die Verfahren beruhen im Wesentlichen auf den Art. 29ff. und 80ff. GSchG und den Art. 33ff. GSchV.

Weitere Projekte

In diesem Kontext hat der Gesuchsteller:

- Sich bei der Gemeinde, gegebenenfalls bei der Sektion Gewässer des Tiefabauamtes, über die Auflagen zu erkundigen, die für einen Standort in Fliessgewässernähe bestehen.
- Ein Vorgesuch vorzulegen, vor allem wenn Vorschriften über Abstände fehlen oder zu Anwendungsschwierigkeiten führen, oder wenn die vorbeugenden Massnahmen zu Beurteilungsproblemen der Standortsicherheit führen.
- Ein vollständiges Baugesuch einzureichen, das der Gesetzgebung, dem Planungs- und Baureglement und gegebenenfalls den bei der Vorprüfung festgelegten besonderen Auflagen entspricht.
- Die Kosten für die Durchführung der durch das Planungs- und Baureglement oder die zuständigen Dienststellen verlangten Untersuchungen zu tragen.

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Berücksichtigung der Hochwassergefahren bei raumwirksamen Tätigkeiten. Bundesamt für Wasserwirtschaft, Bundesamt für Raumplanung, Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft, Biel 1997.
- Anforderungen an den Hochwasserschutz '95, Bundesamt für Wasserwirtschaft, Bern 1995.
- Hochwasserschutz-Wegleitung 2000. Bundesamt für Wasser und Geologie (in Vorbereitung).
- Raumbedarf für Fliessgewässer. Bundesamt für Wasser und Geologie, Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft, Bundesamt für Landwirtschaft, Bundesamt für Raumplanung, Bern 2000.
- Methoden zur Untersuchung und Beurteilung der Fliessgewässer. Ökomorphologie Stufe F (flächendeckend), Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft, Bern, 1998.
- Leitbild Fliessgewässer Schweiz. BUWAL, BWG, BLW, ARE, 2003.

Mitwirkende Stellen

SGew, AfU, BNS, WaldA,
RUBD und BRPA

- > Zu diesem Thema siehe auch
den erläuternden Bericht
«Wasserkreislauf»

Rechtlicher Rahmen

Neue eidgenössische oder
kantonale Gesetzesgrundlage
seit dem alten kantonalen
Richtplan

Verwaltungspraxis

Unveränderte Ziele der
kantonalen Politik

Unveränderte Grundsätze und
Massnahmen für die Umsetzung

Kantonale Studie erforderlich

Neue Auswirkungen auf die
Ortsplanung

Unveränderte
Aufgabenverteilung

1. PROBLEMSTELLUNG

In den Talgebieten haben die Hochwasserschutzarbeiten dazu geführt, dass in zahlreichen Bächen und Flüssen Land für die Landwirtschaft, Besiedlung und industrielle Entwicklung gewonnen wurde, was eine spürbare Abnahme des natürlichen Raums der Fliessgewässer bewirkte.

Die Besiedelung führt zur Verdichtung und Undurchlässigkeit der Böden. Die Mechanisierung der Landwirtschaft, kann – je nach Intervention und eingesetzter Maschine – bei ungünstigen Arbeitsbedingungen zu einer Verdichtung der bestellten Fläche führen. Eine fortschreitende Konzentration der Oberflächenabflüsse zu den Fliessgewässern verursacht eine Zunahme der Hochwasser und eine Verminderung der Niederwasserabflüsse. Das letztere Phänomen wird durch die Wassernutzung zu industriellen Zwecken, zur Energieerzeugung und zur Bewässerung verstärkt.

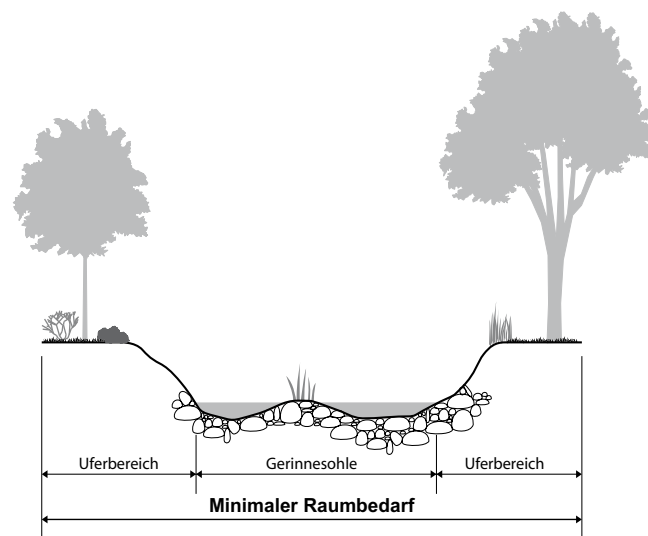
Diese Situation führt zur Abnahme:

- der ökologischen Funktion der Fliessgewässer als Lebensraum für die Tier- und Pflanzenwelt.
- der Selbstreinigungsfunktion der Fliessgewässer.
- der Speisung des Grundwassers.

Die Beeinträchtigung der Fliessgewässer ist im Kanton Freiburg weniger ausgeprägt, was insbesondere mit dessen spät eingetretenen Entwicklung zusammenhängt. Dennoch darf die bisher praktizierte Verbauungsstrategie der Fliessgewässer nicht fortgesetzt werden; sie würde nicht nur zu einer Verschlimmerung der Situation führen, sondern auch zu wachsenden Ausgaben, die aufgrund der durch die Siedlungsentwicklung bedingten erhöhten Sicherheitsanforderungen häufig unverhältnismässig sind.

Um die Komponenten des Ökosystems Fluss zu kennzeichnen, wird im Allgemeinen der Begriff «Ökomorphologie» verwendet. Er umfasst alle Merkmale hinsichtlich der chemischen Zusammensetzung des Wassers, der biologischen Elemente, der Flusssdynamik und der Morphologie der Fliessgewässer.

Damit Fliessgewässer alle ihre Funktionen erfüllen können, muss der minimale Raumbedarf von Fliessgewässern unbedingt eingehalten werden. Grundsätzlich umfasst der minimale Raumbedarf von Fliessgewässern die Gerinnesohle und den Uferbereich.



Wie gross der minimale Raumbedarf im Einzelfall ist, hängt von hydraulischen und ökologischen Faktoren ab.

Die von der RUBD veröffentlichte «Arbeitshilfe für die Ortsplanung» schlägt einen Musterartikel für das Planungs- und Baureglement vor, der die möglichen Anlagen in der Nähe des minimalen Raumbedarfs und die zulässigen Ausnahmen aufzeigt.

In Bezug auf die Anforderungen an die Ausdolung von Fliessgewässern sieht das Bundesrecht vor, dass diese Eingriffe nur ins Auge gefasst werden können wenn die Verhältnismässigkeit gewährleistet ist.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

In Sachen Hochwasserschutz ist zu entscheiden, ob Bauten zu schaffen, zu erhalten sind, oder ob gewisse Bauten unnötig werden. Diese Überprüfungen sollen auf Risikoanalysen basieren, die mit Hilfe der Gefahrenkarten durchzuführen sind. Die Berücksichtigung der ökomorphologischen Elemente könnte je nach Fall verschiedene Massnahmentypen festlegen: Erhaltung des bestehenden Zustands, Verbesserung des bestehenden Zustands oder gelegentlich Renaturierung des Fliessgewässers (Wiederherstellung naturnaher Verhältnisse, wie sie vor dem Eingriff des Menschen bestanden).

Bestimmte Renaturierungsmassnahmen oder -projekte können bedeutende Auswirkungen auf das Grundeigentum haben, die im Rahmen der Ausarbeitung des Projekts zu regeln sind.

In Sachen Fliessgewässer ist eine koordinierte Politik zu gewährleisten, die auf den Ergebnissen aller notwendigen kantonalen Grundlagen beruht; dazu gehören insbesondere:

- Gefahrenkarten und Konzepte zu Hochwasserschutzmassnahmen, die zusätzlich zu den vorbeugenden Planungsmassnahmen zu ergreifen sind.
- Kataster des Raumbedarfes für die Fliessgewässer, der für den Schutz vor Hochwasser und die Gewährleistung der natürlichen Funktionen notwendig ist; so weit wie möglich schliesst das Dokument die eingedolten Abschnitte der Fliessgewässer in unbebauten Bauzonen ein.
- Renaturierungsprogramm der Fliessgewässer in Form eines Inventars, das die verschiedenen Mängel der Fliessgewässer, die Aufwertungsbedürfnisse und -möglichkeiten sowie die Aktionsschwerpunkte festhält.
- Inventar der Wasserentnahmen mit Angabe deren Mengen.
- Karten der Niederwasserabflüsse der Fliessgewässer, die hauptsächlich dazu bestimmt sind, die möglichen Entnahmen zu bestimmen und deren Vereinbarkeit mit bestehenden Entnahmen zu prüfen; dies setzt die Bewirtschaftung eines Netzes von Messstationen und die statistische Analyse von zehnjährigen Ergebnisreihen voraus.

Neben diesen Studien, sind ebenfalls die bestehenden fischereilichen Untersuchungen über die Populationen bedrohter oder seltener Fischarten zu berücksichtigen.



GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

Verbauung der Fliessgewässer

Im Rahmen des Unterhalts sind die Eingriffe auf die Erhaltung der Schutzbauten und der Naturelemente auszurichten.

Renaturierung der Fliessgewässer

Die Renaturierungsprojekte sind ebenfalls darauf auszurichten, die Lebensbedingungen der Wassertiere wiederherzustellen bzw. zu verbessern.

Abflussbewirtschaftung

Hinsichtlich der Gewährleistung der Mindestrestwassermengen räumt das Bundesgesetz den Kantonen eine Frist bis 2012 ein.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

Die Schaffung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe für alle Projekte in Zusammenhang mit Fliessgewässern hat sich als notwendig erwiesen, um ein koordiniertes Vorgehen zu ermöglichen. Die Erweiterung der Tätigkeit der Arbeitsgruppe auf die Prüfung der Prioritäten in Zusammenhang mit dem Renaturierungsprogramm scheint nach Abschluss der Grundlagenarbeiten die beste Methode zu sein, um die Berücksichtigung sämtlicher Interessen sicherzustellen. Die Gruppe wird ebenfalls die Ausführung der Projekte begleiten.

3. AUFGABENVERTEILUNG

Die Vorschläge für die Prioritäten hinsichtlich des Renaturierungsprogramms werden im Rahmen einer gemischten Arbeitsgruppe erarbeitet, die Vertreter der betroffenen Dienststellen unabhängig deren Direktionsangehörigkeit vereint, das heisst die Sektion Gewässer des Tiefbauamtes, das Amt für Umwelt, das Büro für Naturschutz und die Abteilung Wild und Fischerei des WaldA.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIEN FÜR DEN SACHBEREICH

Die Überprüfung der Kompetenzen der Gebietskörperschaften für den Unterhalt der Fliessgewässer erweist sich notwendig, um die Bereitstellung adäquater und gleichartiger Organisationsformen zur Bewältigung dieses Problemtyps vorzuschlagen.

Die Überprüfung der Subventionierungssätze bezweckt die Förderung von Unterhaltsmassnahmen und die Einführung eines höheren Subventionssatzes für diesen Massnahmentyp, im Vergleich zu jenem, der bei den Schutzmassnahmen angewendet wird.

**Siehe auch:**

Siedlungskonzept und Kriterien zur Bemessung der Bauzonengrösse;
 Gesamtverkehrskonzept;
 Ortsdurchfahrten;
 Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger;
 Energie

Betroffene Stellen:

Koordinationsstelle:
Amt für Umwelt

Gemeinden:
 Alle

Kantonale Stellen:
 ABA, TBA, VEA, BRPA

Bund:
 BUWAL, ASTRA

Andere Stellen:
 Regionale Verkehrsverbände,
 öffentliche Verkehrsunternehmen

1. PROBLEMSTELLUNG

Bei gewissen Luftschadstoffen liess sich während der letzten Jahre ein Rückgang der Belastung verzeichnen. Die Luftverschmutzung bleibt jedoch immer noch zu hoch. Dank einer Reihe von getroffenen technischen Massnahmen bei der Quelle konnte die Luftqualität verbessert werden. Um den in den letzten Jahren eingeschlagenen Weg fortzusetzen, müssen heute globalere Massnahmen in Betracht gezogen werden. Hierbei handelt es sich um Massnahmen, die in direktem Zusammenhang mit der Funktionsweise unserer Gesellschaft, wie dem Mobilitätswachstum oder auch der Produktion und dem Konsum von Gütern alle Art, stehen. Zur Erreichung der Luftreinhalteziele müssen in Zukunft vor allem Anreize zu einem veränderten Mobilitätsverhalten geschaffen werden.

Die Luft, die wir atmen, besteht aus einer Mischung aus Stickstoff (79%), Sauerstoff (20%), Edelgasen (1%) und Kohlendioxid (0,035%). Man spricht von Luftverschmutzung, wenn Gase in abnormal hoher Konzentration vorkommen, oder wenn neue Gase oder Partikel dazugelangen. Problematische Schadstoffe sind vor allem Stickoxide, Ozon, Feinpartikel, Ammoniak und Kohlendioxid.

Die Folgen der Luftverschmutzung sind vielfältig und hängen von der Art der Schadstoffe ab:

- Stickoxide, Ozon und Schwebestäube greifen die menschliche Gesundheit an.
- Stickstoffverbindungen und Ozon haben Auswirkungen auf die Ökosysteme, Wälder und Landwirtschaftsflächen.
- Kohlendioxid führt zu einer Verstärkung des Treibhauseffektes mit möglicher -Klimaveränderung.

Die Hauptquellen dieser Schadstoffe sind die Verbrennung fossiler Energie (Verkehr, thermische Energie) und die Produktion in Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft. Die Massnahmen zur Emissionsverringerung der stationären Quellen sind im wesentlichen technischer Natur und weisen damit nur ausnahmsweise eine Beziehung zur Raumplanung auf. Anders ist die Situation bei den mobilen Quellen. Die Entscheidungen, die im kantonalen Richtplan bezüglich Besiedelung, Verkehr oder Energie getroffen werden, können einen bedeutenden Einfluss auf die Luftschadstoffemissionen haben.

Das Bundesgesetz über den Umweltschutz (USG) und die Luftreinhalte-Verordnung (LRV) bestimmen die Grundsätze für den Schutz des Menschen und der Umwelt vor schädlichen und lästigen Luftschadstoffen und legen die Strategie zur Bekämpfung der Luftverschmutzung fest.

Im Einklang mit dem Vorsorgeprinzip sind dabei die Luftschadstoffe durch Massnahmen an der Quelle zu begrenzen. Diese Massnahmen bestehen in der Festlegung und Einhaltung von Emissionsgrenzwerten für alle emittierenden stationären und mobilen Anlagen.

Erweisen sich die vorsorglichen Massnahmen als unzureichend, so sind die Emissionen strenger zu begrenzen. Bei Überschreitung der Immissionsgrenzwerte müssen dem Verursacher der Überschreitung zusätzliche Sanierungsmassnahmen auferlegt werden; falls mehrere Verursacher beteiligt sind, ist ein Massnahmenplan nötig.

2007 wurde ein neuer kantonaler Massnahmenplan ausgearbeitet. In diesem sind namentlich Massnahmen aufgeführt, die in die kantonale Besiedlungs- und Verkehrsplanung einbezogen



werden müssen. Weitere Massnahmen sind im Rahmen regionaler Verkehrspläne oder der Ortsplanungen umzusetzen.

Wie die Schadstoffmessungen zeigen, sind trotz der Vorsorge und trotz der im Rahmen des Vollzugs der Massnahmenpläne ergriffenen Massnahmen die Resultate immer noch unzureichend. Aus diesem Grund - und auch um eine erneute Verschlimmerung der Lage zu verhindern - müssen die Anstrengungen fortgesetzt werden.

2. GRUNDSÄTZE

ZIELE DER KANTONALEN POLITIK

Um dem allgemeinen Ziel der Luftreinhaltung, d.h. der Abwesenheit von schädlichen und lästigen Einwirkungen, gerecht zu werden, muss der Kanton Freiburg:

- Seine auf der Emissionsbegrenzung beruhende Vorsorgepolitik fortsetzen sowie.
- Die Verursacher der Luftverschmutzung (stationäre Anlagen und Verkehrsinfrastrukturen) sanieren.

Diese Politik dient vor allem dem Ziel:

- Zu vermeiden, dass die Menschen der Belastung durch die Industrie- und Gewerbetätigkeit, der Geruchsbelästigung durch die Tierhaltung und der allgemeinen Belästigung durch den Automobilverkehr ausgesetzt sind.
- Den durch den Konsum von Brenn- und Treibstoffen verursachten Schadstoffausstoss zu verringern, vor allem durch eine bessere Verkehrspolitik (Änderung des Modal-split, Verkehrsberuhigung).

GRUNDSÄTZE ZUM STANDORT

- Durch technische Massnahmen den Schadstoffausstoss der Anlagen und Bauten vermindern, die eine zu starke Belastung verursachen.

GRUNDSÄTZE ZUR KOORDINATION

- Den Anteil des motorisierten Individualverkehrs zugunsten von Verkehrsmitteln reduzieren, die eine geringere Luftverschmutzung bewirken (z.B. öffentlicher Verkehr, nichtmotorisierter Verkehr).
- Die durch den öffentlichen Verkehr gut erschlossenen Gebiete hinsichtlich der Besiedelung und des Entwicklungspotenzials als prioritär einstufen.
- Für die wichtigsten Zentren des Kantons eine Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr sicherstellen, die hinsichtlich der Häufigkeit und der Beförderungszeit konkurrenzfähig ist.
- Die Festlegung neuer Wohnzonen in der Nachbarschaft von Bauten oder Anlagen vermeiden, die schädliche oder lästige Immissionen (Gerüche) verursachen.
- Die Industrie- und Gewerbezone so planen, dass die Wohnzonen vor schädlichen oder lästigen Auswirkungen stationärer Anlagen oder von Verkehrsinfrastrukturen geschützt sind.



- Siehe Thema «Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger»

- Standort und Umfang von Anlagen, die einen grossen Verkehr erzeugen, wie insbesondere Einkaufs- und Freizeitzentren, unter der Einhaltung der folgenden Kriterien definieren:
 - Die Kohlendioxidemissionen so gering wie möglich halten, indem die Einkaufs- und Freizeitzentren innerhalb oder in der Nähe der Siedlungszentren oder der Autobahnausfahrten angesiedelt werden, um die Zahl der Fahrzeugkilometer zu begrenzen.
 - Die zulässige Immissionserhöhung darf nicht überschritten werden.
- Die Schaffung von Fernheiznetzen sowie Konzepte zur Einsparung fossiler Energie fördern, um den Schadstoffausstoss zu verringern.
- **Die Folgen von Besiedlungsentscheiden auf die Luftqualität bewerten.**
- **Massnahmen treffen, um die Auswirkungen einer intensiven Bodennutzung auf die Luftqualität zu begrenzen.**

3. AUFGABENVERTEILUNG

Der Kanton:

- Berücksichtigt in seiner Rolle als Genehmigungsbehörde, Subventionsbehörde, Bauherr, Auftraggeber, Käufer oder Betreiber die direkten oder indirekten Folgen seiner Entscheide für die Luftqualität; er achtet insbesondere darauf, dass seine Handlungen beispielhaften Charakter haben.

Das Amt für Umwelt:

- Überwacht die Einhaltung der vorsorglichen Emissionsbegrenzungen durch die stationären Anlagen und die Verkehrsanlagen und zwar sowohl vor als auch nach ihrer Errichtung (Gutachten, Kontrolle, Sanierung).
- Überwacht die Luftqualität (Immissionen).
- Erstellt für die Gebiete, welche übermässige Immissionen aufweisen, Massnahmenpläne, bringt sie auf den letzten Stand und sorgt für ihre Umsetzung.

Das Bau- und Raumplanungsamt:

- Überwacht die Einhaltung der Luftreinhalteziele bei der Beurteilung des Inhalts und der Kohärenz der Ortsplanungen, insbesondere der Verkehrsrichtpläne.
- Überprüft bei der Beurteilung der Nutzungsplanung, ob es sinnvoll ist, einen nicht erschlossenen Sektor innerhalb der Bauzone zu belassen oder auch einen neuen Sektor der Bauzone zuzuweisen, wenn dieser den von der Tierhaltung oder der Industrie- und Gewerbetätigkeit verursachten Immissionen unterliegt.

Das Amt für Verkehr und Energie:

- Überprüft, ob die neue Bauzonen mit starkem Wohn- oder Arbeitsplätzepotenzial ausreichend durch den öffentlichen Verkehr erschlossen sind.
- Überprüft im Rahmen der Raumplanung, ob es angemessen ist, ein Fernheizwärmenetz zu installieren.

Die Regionen:

- Können einen regionalen Verkehrsplan (RVP) erstellen, der alle mit der Verkehrsplanung zusammenhängenden Bereiche integriert.



- Arbeiten an der Planung von Anlagen mit, die einen grossen Verkehr erzeugen.

Die Gemeinden:

- Berücksichtigen bei der Ausarbeitung oder Überprüfung ihrer Planung, und insbesondere ihres Verkehrsrichtplanes, die Ziele der Luftreinhaltung und ergreifen angemessene Massnahmen.
- Nehmen im Rahmen der Planung oder der Errichtung von Anlagen, die einen grossen Verkehr erzeugen, die entsprechenden Überprüfungen vor (Kapazitätsreserve für den Verkehr, die Luft, den Lärm).

Der Bund:

- Leistet seinen finanziellen Beitrag zur Durchführung der durch den Strassenverkehr erforderlich werdenden Massnahmen gemäss der LRV.

4. UMSETZUNG

KANTONALE STUDIE FÜR DEN SACHBEREICH

Der Kanton nimmt regelmässig eine Überprüfung der Massnahmenpläne vor.

Die nächste Überprüfung trägt insbesondere den im Zusammenhang mit der Einführung eines neuen Grenzwertes für die Feinstäube gewonnenen Immissionserhebungen Rechnung.

Der Kanton schlägt eine Anpassung von Art. 44 RPBG vor, mit dem Ziel, die Bezeichnung Verkehrsrichtplan in Mobilitätsrichtplan umzuändern. Dieses Bezeichnung würde den Erwartungen, denen ein solcher Plan hinsichtlich des Umweltschutzes entsprechen muss, besser gerecht.

AUSWIRKUNGEN AUF DIE PLANUNGSINSTRUMENTE

Kantonale Grundlagenstudien

Die im kantonalen Massnahmenplan vorgesehenen Bestimmungen und die weiter oben definierten Standort- und Koordinationsprinzipien müssen in der kantonalen Raumplanung konkret ausgestaltet werden.

Regionale Studien

Die im kantonalen Massnahmenplan vorgesehenen Bestimmungen und die weiter oben definierten Standort- und Koordinationsprinzipien müssen in der regionalen Raumplanung konkretisiert werden.

Ortsplanung

- Die Ortsplanung muss einen Verkehrsrichtplan enthalten. Dieser definiert insbesondere:
 - Ein Radwegnetz sowie ein Fusswegnetz, die attraktive Verbindungen zu allen lokalen Verkehrserzeugern einer gewissen Bedeutung sicherstellen.
 - Die Gebiete, für die ein Verkehrsberuhigungskonzept erstellt werden soll.

Für die im Massnahmenplan definierten Gebiete muss der Verkehrsrichtplan einer Gemeinde ausserdem ein Parkplatzkonzept enthalten, welches das Parkplatzangebot und die Parkplatzbewirtschaftung vorsieht, die zur Erreichung der



Ziele im Bereich öffentlicher Verkehr und Nahverkehr erforderlich sind. Die Ortsplanungen der betroffenen Gemeinden konkretisieren die im kantonalen Massnahmenplan enthaltenden Bestimmungen und tragen den weiter oben definierten Standort- und Koordinationsgrundsätzen Rechnung.

- Die Konformität einer jeden neuen Wohnzone oder die Beibehaltung nicht erschlossener Bauzonen in der Nähe von Tierhaltungsanlagen, die Geruchsbelästigungen verursachen, muss im Rahmen der Revision der Ortsplanung oder der Genehmigung eines Detailbebauungsplans nachgewiesen werden. Der Antragsteller liefert hierzu gemäss Artikel 47 RPV und den Anweisungen des Amts für Umwelt die notwendigen technischen Studien (erforderliche Sanierungsmassnahmen oder Umsiedlung der betroffenen Anlage).

5. BIBLIOGRAPHISCHE HINWEISE

- Massnahmenplan Luftreinhaltung, *Freiburg, 2007.*
- Bericht des Staatsrats zum Postulat Nr. 22.985 Richard Ballaman „Dem Wald geht es immer schlechter, ohne dass dies jemanden kümmert!“, 14. Oktober 1997
- Umweltbericht 1998, Baudirektion, 1998
- Bericht des Bundesrates vom 23. Juni 1999 über die lufthygienischen Massnahmen des Bundes und der Kantone

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
1. CHAPITRE "URBANISATION ET ÉQUIPEMENTS", THÈME 4 "ZONES D'ACTIVITÉS ET GRANDS GÉNÉRATEURS DE TRAFIC" KAPITEL "SIEDLUNG UND AUSSTATTUNG", THEMA "ARBEITSZONEN UND GROSSE VERKEHRSERZEUGER"		
REMARQUES GÉNÉRALES ALLGEMEINE BEMERKUNGEN		
Pas de remarque. Keine Bemerkungen	Direction des finances, UFT Association fribourgeoise des mandataires de la construction, CFF, Gruyère Energie SA, SIA section Fribourg Communes d'Avry, Marly, Pont-la- Ville, Romont UDC - SVP Gemeinde Täfels	
Die Grundsätze werden ausdrücklich unterstützt. Es stellt sich einzig die Frage, ob in der Praxis deren zeitgerechte Anwendung und flexible Handhabung gewährt sein wird.	Oberamtmännerkonferenz des Kantons Freiburg	
Nous soutenons la démarche proposée moyennant une bonne intégration des régions et des préfets.	PLR Fribourgeois	
Les leçons de l'échec de Galmiz n'ont pas été tirées dans la modification en cours.	SL - FP	Certaines modifications ont été effectuées en vue de répondre à des projets de l'importance de celui de Galmiz.
Nous ne sommes concernés que par la mise à disposition de terrains pour l'extension d'activités artisanales locales.	Commune de Charmey	

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
La mise en valeur des zones d'activités à l'extérieur des pôles de développement doit être garantie. Die Aufwertung der Arbeitszonen ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte muss garantiert werden.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinbödingen, Galmiz	La notion de zone d'activités d'importance locale est justement définie pour les zones d'activités à l'extérieur des pôles de développement. Il est donc toujours possible d'avoir des zones d'activités à l'extérieur des pôles. Der Begriff der Arbeitszonen von lokaler Bedeutung wurde gerade für die Arbeitszonen ausserhalb der Entwicklungsschwerpunkte definiert. Es ist demnach immer möglich, auch ausserhalb der Schwerpunkte Arbeitszonen zu haben.
Il n'est pas acceptable que les zones d'activités d'importance régionale ne puissent pas accueillir des entreprises à caractère international, ce qui semble en contradiction avec la NPR, ainsi que les ambitions possibles d'un plan directeur régional.	Association de développement de la Haute-Sarine	Actuellement, il n'existe pas officiellement des zones à caractère régional. Le secteur de Rossens est reconnu comme zone d'activités d'importance cantonale. Un plan directeur régional, même s'il est établi par une région, peut proposer de nouvelles zones d'activités d'importance cantonale. Dès lors, nous ne comprenons pas la crainte exprimée. De plus, la notion d'importance de la zone n'a rien à voir avec le type d'entreprise qui s'y implante.
Le principe qui demande que les zones d'activités soient situées dans un centre intercommunal est incompréhensible puisque notre zone la plus intéressante est située hors localité à proximité d'une sortie d'autoroute.	Association de développement de la Haute-Sarine	La notion de "situé dans un centre intercommunal" ne signifie pas que la zone d'activités se situe au centre du village, mais uniquement dans une commune ou un groupe de commune remplissant ce rôle. Généralement, toutes les zones d'activités légalisées à proximité d'une jonction autoroutière sont aujourd'hui reconnues d'importance cantonale.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Nous réservons notre position sur la compensation des bonnes terres agricoles. Plutôt que de proposer des mécanismes de compensation des bonnes terres agricoles, le canton devrait déterminer les zones qu'il entend particulièrement préserver pour l'agriculture.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Commune de Corminboeuf	Cette compensation est une exigence fédérale qui a fait l'objet d'une négociation en raison de l'état des surfaces d'assolement dans le canton.
Wir behalten unsere Stellungnahme zur Kompensation der guten landwirtschaftlichen Böden vor.	Gemeinden Courlevon, Kleinbösing, Galmiz	Diese Kompensation ist eine Forderung des Bundes, die aufgrund des Standes der Fruchtfolgeflächen im Kanton Gegenstand einer Verhandlung war.
Nous réservons notre position sur les critères pour les grands générateurs de trafic, notamment en raison de la limite de trajet proposée (2'000 trajets par jour de trafic motorisé).	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve	Différentes études ont démontré que le nombre de mouvements du trafic constitue le critère qui représente le mieux l'importance des nuisances potentielles engendrées par un projet. Il s'agit ici de donner un ordre de grandeur pour déterminer à partir de quelle ampleur de projet les critères sont applicables.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Wir behalten unsere Stellungnahme zu den Kriterien für die grossen Verkehrserzeuger vor, insbesondere aufgrund der vorgeschlagenen Streckenbegrenzung.	Gemeinden Courlevon, Kleinböisingen, Galmiz	Verschiedene Studien haben aufgezeigt, dass die Anzahl Verkehrsbewegungen das aussagekräftigste Kriterium für die Bedeutung der möglichen Belastungen durch ein Vorhaben darstellt. Es geht hier darum, eine Grössenordnung zur Bestimmung der Projektgrösse, ab der die Kriterien anwendbar sind, zu geben.
Les mesures prévues sont, d'une manière générale, cohérentes. Nous relevons qu'il n'y aura pas de difficultés pour les entreprises existantes et qu'il sera possible de faire les modifications nécessaires pour l'implantation de nouvelles entreprises.	Ville de Bulle	
Wir hoffen, dass diese Bestimmungen die Planung von Zonen für wichtige strategische Projekte im Grossen Moos immer noch ermöglichen werden, und dass die wirtschaftliche Entwicklung durch diese Änderung des kantonalen Richtplans nicht beeinträchtigt wird.	Verband der Gemeinden des Seebezirks	
L'encouragement aux collectivités publiques à exercer une politique foncière active et responsable est une bonne chose. Il faut que les autorités (canton et communes) définissent sur des sites choisis et bien situés d'importantes zones d'activités cantonales afin de contribuer à dynamiser le canton de Fribourg.	Commune de Corminboeuf	Des réflexions sont actuellement en cours sur les possibilités d'introduire une politique foncière active.
Les nouvelles zones d'activités ne doivent pas servir à l'extension de nouveaux centres commerciaux, le canton en étant déjà suréquipé, mais à de nouvelles industries génératrices d'emplois stables.	Commune de Corminboeuf	Une réponse à un postulat est en cours dans ce domaine. Il appartiendra, dans un premier temps, au Conseil d'Etat de se déterminer sur l'opportunité d'une telle démarche.
Le plan directeur cantonal devrait fixer un nombre limite pour les centres commerciaux.	WWF	
Le rôle du centre cantonal n'est pas clair dans le texte sur les zones d'activités.	Commune de Corminboeuf	Le centre cantonal fait partie d'un pôle de développement et il comprend des zones d'activités d'importance cantonale.
Nous ne contestons pas le rôle de négociation des communes avec les propriétaires fonciers, mais nous pensons que ce rôle serait plus facile avec l'introduction d'un régime de compensation de la plus-value comme nous l'avons indiqué dans notre prise de position sur l'avant-projet de LATeC.	Commune de Corminboeuf	Cet aspect est examiné dans le cadre de la révision de la LATeC.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
DEMANDES DE MODIFICATION FORDERUNGEN ZUR ÄNDERUNG		
Les pôles de développement ne sont pas délimités suffisamment précisément et ils sont surdimensionnés; ils empiètent sur les lacs, les forêts et les zones protégées et il est impossible de juger si une nouvelle zone d'activités se trouve à l'intérieur des pôles. Cette carte doit être ramenée à une échelle détaillée.	SL - FP	La carte des pôles de développement est typiquement une carte de plan directeur (instrument stratégique présentant un concept) et non une carte d'affectation. Il est erroné de vouloir superposer une telle carte avec un fonds topographique, par exemple, et donc avec une nouvelle affectation. La nouvelle affectation devra être examinée sur la base des critères définis par le plan et non sur la base du schéma des pôles. L'inventaire détaillé des terrains existe dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale. Ce complément ne sera pas effectué.
Le plan sectoriel n'excluant pas des zones d'activités à l'extérieur des pôles, les objectifs de promouvoir les sites les plus appropriés ainsi que de concentrer les moyens financiers à disposition ne peuvent être atteints.	SL - FP	Les zones d'activités doivent toujours remplir certains critères quelle que soit leur importance. Les grands investissements en infrastructure sont concentrés grâce à la définition des zones d'activités d'importance cantonale.
L'inscription d'une zone d'activités dans le plan directeur cantonal doit être accompagnée d'un examen de sa conformité avec les autres domaines. Une étude d'impact sur l'environnement doit être réalisée.	SL - FP	La carte du plan directeur cantonal ne comprend que des zones à bâtir qui ont fait l'objet d'une procédure de légalisation (plan d'affectation des zones communal). Le plan directeur cantonal n'est pas un instrument de préaffectation. Aucune zone d'activités n'est planifiée via le plan directeur cantonal. La procédure d'affectation est une procédure communale. L'étude d'impact est exigée en fonction de l'ampleur du projet.
Le plan directeur cantonal doit planifier les terrains stratégiques et les entreprises ne peuvent pas s'installer où elles le souhaitent.	OFROU	Le plan directeur cantonal n'est pas un instrument de préaffectation. Le plan contient les critères pour évaluer les propositions d'affectation.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Il ne faut pas inscrire ni dans les pôles de développement, ni dans le plan sectoriel des secteurs méritant protection du point de vue de la nature ou du paysage. Les zones d'activités d'importance régionale et locale doivent également répondre à ces principes. Ces principes doivent également être appliqués aux grands générateurs de trafic.	SL - FP	Comme expliqué ci-dessus, le plan directeur cantonal et le plan sectoriel ne sont pas des instruments d'affectation. Le plan sectoriel ne recense que des secteurs planifiés à l'échelle communale. La prise en compte du paysage et de la nature s'effectue lors de la démarche d'affectation quelle que soit le type de zone planifié.
Sur la base du réexamen des zones à bâtir exigé par l'ODT dans le cadre de l'approbation du plan directeur cantonal, le canton doit réduire les zones constructibles, en particulier les zones d'activités surdimensionnées ou mal situées, notamment dans les secteurs en conflit avec les surfaces d'assolement.	SL - FP	La prise en compte des conditions d'approbation du plan directeur cantonal sera examinée en collaboration entre le canton et l'Office fédéral du développement territorial. Le canton va établir un rapport sur l'aménagement du territoire pour fin 2007, conformément aux bases légales et aux négociations effectuées dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal. Il appartiendra à l'Office fédéral d'examiner l'état de la situation, suite à la mise en oeuvre des principes définis dans le plan directeur cantonal.
Préciser les modalités de compensation des surfaces d'assolement	ODT	Un complément sera effectué.
Les compensations exigées en cas de réserves de bonnes terres agricoles en zones à bâtir non construites seront elles des compensations en surface?	Pro Natura	Effectivement, il s'agira de compensation en surface.
Des principes plus stricts doivent être fixés pour la compensation en cas d'emprise sur les surfaces d'assolement. Le texte est trop laxiste.	SL - FP	Des modalités et principes sont fixés et ils tiennent compte des possibilités opérationnelles de mise en oeuvre. La pratique proposée est suffisamment exigeante.
En cas de plan d'affectation cantonal, il faudrait stipuler dans le plan sectoriel des zones d'activités d'importance cantonale quelle surface d'ampleur équivalente retournerait en zone agricole.	Pro Natura	Le plan d'affectation cantonal ne sera utilisé que dans des cas exceptionnels; il n'est pas prévu de modalité de compensation dans ce cas. De plus, la compensation ne peut pas être faite par le biais d'un plan sectoriel.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
En relation avec le projet de nouvelle zone d'activités à Galmiz, le Conseil d'Etat du canton de Fribourg s'est engagé, vis-à-vis de l'ODT, à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer à l'avenir une compensation des surfaces d'assolement nécessitées par de nouvelles mises en zones.	ODT	Le Conseil d'Etat s'est engagé par écrit, suite au projet de Galmiz, à fixer des critères pour le dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale.
La compensation des surfaces d'assolement devrait être cantonale en cas de zone d'activités d'importance cantonale, régionale en cas de zone régionale et locale en cas de zone locale.	ODT	Toutes les procédures d'affectation se déroulent à l'échelle locale sans distinction du degré d'importance de la zone d'activités. En cas de plan d'affectation cantonal, il n'est pas prévu de modalité de compensation dans ce cas.
Compléter le rapport explicatif sur la situation actuelle dans le canton et les principaux problèmes rencontrés	ODT	Le rapport sur l'aménagement, établi en conformité à l'article 9 OAT, renseignera sur ces aspects.
Fixer des critères de localisation pour les zones d'activités d'importance stratégiques pour lesquelles un plan d'affectation cantonal peut être établi, notamment exigences en matière de desserte par les transports publics, protection du paysage, liaisons avec les zones à bâtir existantes, compensation des surfaces d'assolement, etc.	ODT	Les critères définis pour les zones d'activités d'importance cantonale sont également applicables en cas de plan d'affectation cantonal; cet aspect sera précisé.
Un critère doit être introduit pour localiser les zones d'activités, dans toute la mesure du possible, en contiguïté à une zone urbanisée.	ODT	En raison des nuisances environnementales (bruit, air, OPAM), les zones d'activités doivent souvent être planifiées à une certaine distance des autres zones à bâtir (notion de zones tampons permettant de préserver les autres zones à bâtir de nuisances excessives). Le complément suggéré semble trop restrictif et il ne sera pas effectué.
Des principes devraient être établis concernant la réaffectation des friches industrielles ou d'autres sites ou installations qui ne sont plus utilisées. Le canton devrait préciser les instruments nécessaires à la mise en valeur des friches industrielles et établir un inventaire des friches industrielles.	ODT Pro Natura	La problématique des friches industrielles est très peu présente en raison de l'industrialisation tardive du canton de Fribourg. Cette problématique peut exister sur des territoires bien délimités et dans peu de communes. Elle ne revêt pas une importance cantonale et ne nécessite pas un traitement particulier dans le plan directeur cantonal.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Des principes doivent être définis pour la réaffectation des installations militaires qui ne sont plus utilisées.	ODT	Nous ne pensons pas que ces principes doivent particulièrement se trouver dans le thème "Zones d'activités et grands générateurs de trafic". Il s'agira d'étudier le cas particulier de chaque secteur désaffecté par l'armée et d'examiner quelle est l'affectation la plus propice à ce secteur.
Les critères pour les grands générateurs de trafic devraient être complétés sur la base de la recommandation fédérale.	ODT	La recommandation fédérale laisse beaucoup de marge d'appréciation. Le contenu du plan directeur cantonal présente les critères que le canton souhaite appliquer.
En cas de plan d'affectation cantonal dans un secteur proche de notre canton, nous souhaitons être informés en amont de la procédure.	Conseil d'Etat du canton de Vaud	Le principe sera précisé. La réciprocité devrait être assurée dans les plans directeurs des cantons voisins.
L'information en cas de projet de zone d'activités d'importance cantonale ou de grand générateur de trafic dans un secteur limitrophe est insuffisante à notre sens. Nous demandons une concertation.	Département de la gestion du territoire, République et canton de Neuchâtel	
La prise en compte des risques chimiques et technologiques en cas de nouvelles zones est importante. Cette analyse mérite d'être assurée de manière intercantonale pour les zones limitrophes.	Conseil d'Etat du canton de Vaud	Effectivement, cet aspect doit être pris en compte lors des échanges de dossiers dans les zones limitrophes.
Le calcul du dimensionnement des zones d'activités d'importance cantonale n'est pas pertinent pour les communes dont les zones commencent à se développer. Ce point devra être examiné dans la LATeC.	Association de développement de la Haute-Sarène	Le dimensionnement n'est pas fixé une fois pour toute et il est possible de faire une révision du plan d'affectation lorsqu'il semble à la commune que la disponibilité est limitée. En ce qui concerne la région, rien n'empêche de faire une démarche intercommunale de planification d'une zone d'activités si des garanties sont fournies quant au renoncement des autres communes concernées à planifier des zones d'activités. Dans ce contexte, il est possible de prendre en compte les entreprises existantes dans plusieurs communes pour justifier le dimensionnement. Cet aspect n'est pas examiné dans la LATeC, car le plan directeur cantonal offre une meilleure souplesse en cas de besoin d'adaptation.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
En tenant compte des critères de dimensionnement des zones d'activités, la commune se voit condamnée à stagner. In Anbetracht der Kriterien zur Bemessung der Arbeitszonen hat die Gemeinde keine andere Wahl, als zu stagnieren.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinbödingen, Galmiz	Les critères proposés permettent d'avoir un dimensionnement correct des zones d'activités. Il est à rappeler que les zones d'activités sont des zones parfois plus difficilement rentabilisables que les zones d'habitat et qui nécessitent des aménagements coûteux (infrastructures routières, épuration notamment). Une planification attentive et une gestion judicieuse de leur dimensionnement sont d'autant plus importantes. Contrairement aux zones d'habitat, il n'est pas possible de tenir compte de ce qui a été effectivement construit au cours des quinze dernières années, mais il faut se baser sur le tissu économique existant et ses éventuels besoins futurs. La commune n'est donc pas condamnée à stagner, mais elle doit tenir compte de son tissu économique et de ses besoins d'extension en zone d'activités. Die vorgeschlagenen Kriterien ermöglichen eine korrekte Bemessung der Arbeitszonen. Es gilt daran zu erinnern, dass es manchmal im Vergleich zu Wohnzonen schwieriger ist, Arbeitszonen rentabel zu gestalten, und dass sie kostspielige Einrichtungen (insbesondere Strassen-Infrastrukturen und Abwasserbewirtschaftung) erfordern. Eine aufmerksame Planung und eine vernünftige Verwaltung ihrer Bemessung sind daher umso wichtiger. Im Gegensatz zu den Wohnzonen kann nicht darauf zurückgegriffen werden, was während den letzten 15 Jahren tatsächlich bebaut wurde, sondern es gilt die bestehende wirtschaftliche Lage und ihre möglichen Bedürfnisse für die Zukunft zu beachten. Die Gemeinde muss demnach nicht zwangsweise stagnieren, aber sie muss ihre Wirtschaftslage und ihre Ausdehnungsbedürfnisse in Sachen Arbeitszonen berücksichtigen.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
L'instrument du plan d'affectation cantonal doit rester subsidiaire. Der kantonale Nutzungsplan muss weiterhin ein Ersatzinstrument darstellen.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinböisingen, Galmiz	Cet aspect sera examiné dans le cadre de la révision de la LATeC. Dieser Aspekt wird im Rahmen der Revision des RPBG untersucht.
La tarification du stationnement dans les grands générateurs de trafic devrait être obligatoire.	Ville de Fribourg	Cette proposition ne peut être retenue à l'échelle cantonale, mais elle est pertinente à l'échelle des agglomérations. La problématique doit être étudiée dans le cadre des concepts de stationnement à établir parallèlement au plan directeur communal des circulations.
COMPLÉMENTS SUGGÉRÉS VORGESCHLAGENE ERGÄNZUNGEN		
Effectuer les compléments demandés (priorités de l'aménagement cantonal, situation des zones à bâtir et compensation des surfaces d'assolement) lors de l'approbation du plan directeur cantonal avant la demande d'approbation.	ODT	Le canton établira pour fin 2007 un rapport sur l'aménagement du territoire qui répondra à ces exigences. Nous rappelons qu'en matière de surfaces d'assolement le canton a transmis un nouvel état en mai 2006 (54 hectares de SDA en plus que le quota exigé).
Examiner si les critères de localisation des zones d'activités d'importance cantonale et des grands générateurs de trafic nécessitent un support cartographique.	ODT	Cette démarche a été examinée et le complément n'est pas nécessaire.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Une instance représentant les milieux agricoles devrait participer au Groupe de coordination et de soutien.	OFAG	Les spécialistes en agriculture sont consultés dans le cadre de toute modification des plans d'affectation des zones. Il n'est pas nécessaire de les intégrer à un groupe dont la principale activité est de suivre la disponibilité de zones d'activités légalisées.
Il n'est pas exclu que les zones pour les grands générateurs de trafic touchent aussi des cours d'eau. Il est donc important de prévoir une coordination avec le cadastre de l'espace nécessaire au cours d'eau.	OFEV	Tout projet de construction à proximité d'un cours d'eau est transmis à la Section lacs et cours d'eau pour préavis. Il en va de même pour les plans d'affectation. La prise en compte du cadastre de l'espace nécessaire au cours d'eau est ainsi assurée.
Le thème devrait également comprendre des principes pour la coordination des grands générateurs de trafic et le bruit.	OFEV	Lors de projet spécifique, cet aspect est étudié dans le cadre de l'éventuelle étude d'impact. Il faut relever que le droit cantonal prévoit que la desserte en transport public fait partie de l'équipement de base et permet ainsi une diminution des nuisances environnementales.
Nous ne trouvons pas d'explication sur la limite de 5'000 m ² de surface brute de plancher et sur la limite de deux tiers.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve	Le rapport explicatif sera complété.
Wir finden keine Erklärung zur 5'000m ² -Grenze für die Bruttogeschossfläche und zur Zwei-Drittel-Grenze.	Gemeinden Courlevon, Kleinbösing, Galmiz	Der erläuternde Bericht wird vervollständigt.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
2. CHAPITRE "URBANISATION ET ÉQUIPEMENTS", THÈME "PORTS DE PLAISANCE ET AMARRAGES DE BATEAUX" KAPITEL "SIEDLUNG UND AUSSTATTUNG", THEMA "BOOTSHÄFEN UND ANLEGEPLÄTZE"		
REMARQUES GÉNÉRALES ALLGEMEINE BEMERKUNGEN		
Pas de remarque. Keine Bemerkungen	UFT Association fribourgeoise des mandataires de la construction, CFF, Gruyère Energie SA, SIA section Fribourg Communes d'Avry, Marly, Pont-la- Ville, Bulle, Romont UDC - SVP Gemeinde Tifers	
Nous salvons l'introduction du plan des secteurs à assainir.	WWF	
Nous ne sommes pas concernés.	Commune de Charmey	
Müsste dieses Kapitel nicht eher mit Seeufer und Schifffahrt betitelt werden.	Oberamtännerkonferenz des Kantons Freiburg	Die Bemerkung scheint nicht sinnvoll. In der Tat ist die Problematik der Seeufergestaltung weitläufiger als die im Thema angesprochenen Aspekte.
La coordination intercantonale est assurée par les commissions déjà existantes. Pour les secteurs où les amarrages pourraient être supprimés, la coordination entre cantons apparaît indispensable.	Conseil d'Etat du canton de Vaud	En effet, la consultation intercantonale doit être assurée en cas de projets sur plans d'eau commun.
Le canton de Fribourg reprend dans son plan directeur des principes conformes aux réflexions menées dans le groupe de travail intercantonal regroupant les cantons riverains des lacs de Neuchâtel et Morat. Le canton de Neuchâtel pourrait reprendre les mêmes principes dans son plan directeur cantonal. Dans ce sens, la coordination est assurée.	Département de la gestion du territoire, République et canton de Neuchâtel	

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
La proposition de faire suivre la procédure du plan directeur communal au plan des secteurs à assainir risque de soulever de nombreux problèmes en raison de la volonté de démocratisation affichée dans l'avant-projet de révision de la LATeC (plan directeur de compétence du législatif) Der Vorschlag, den Plan der sanierungsbedürftigen Sektoren das gleiche Verfahren durchlaufen zu lassen wie den Gemeinderichtplan, könnte aufgrund des im Vorprojekts zur Revision des RPBG angekündigten Willens zur Demokratisierung (Richtplan als Legislativ-Kompetenz) zahlreiche Probleme hervorbringen.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Ponten-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinbösing, Galmiz	Cet aspect devra être discuté dans le cadre de la LATeC. Toutefois, il est à relever qu'il n'est pas possible de formuler des oppositions à un plan directeur, mais uniquement des observations. En matière d'amarrage, l'autorisation d'utilisation du domaine public peut être révoquée par un acte administratif. L'instauration du plan des secteurs à assainir et la procédure du plan directeur communal permettent d'assurer l'information des personnes concernées. Dieser Aspekt muss im Rahmen der Revision des RPBG diskutiert werden. Dennoch ist zu erwähnen, dass gegen einen Richtplan nicht Einsprache erhoben werden kann. Es können nur Beobachtungen formuliert werden. In Sachen Anlegeplätze kann die Bewilligung zur Nutzung der öffentlichen Gewässer durch einen Verwaltungsakt widerrufen werden. Die Einführung des Plans der sanierungsbedürftigen Sektoren und das Verfahren des Gemeinderichtplans ermöglichen es, die betroffenen Personen zu informieren.
COMPLÉMENTS SUGGÉRÉS VORGESCHLAGENE ERGÄNZUNGEN		
Fournir des informations dans le rapport explicatif sur la situation actuelle en matière de ports et d'amarrages de bateaux, les problèmes rencontrés et éventuellement voir si des délais de réalisation peuvent être fixés.	ODT	Le rapport sur l'aménagement, établi en conformité à l'article 9 OAT, renseignera sur ces aspects.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
3. CHAPITRE "ESPACE RURAL ET NATUREL", THÈME "AMÉNAGEMENT, REVITALISATION DES COURS D'EAU ET GESTION DES DÉBITS" KAPITEL "LÄNDLICHER UND NATÜRLICHER RAUM", THEMA "VERBAUUNG, RENATURIERUNG DER FLIESSGEWÄSSER UND ABFLUSSBEWIRTSCHAFTUNG"		
REMARQUES GÉNÉRALES ALLGEMEINE BEMERKUNGEN		
Pas de remarque	UFT Département de la gestion du territoire, République et canton de Neuchâtel Association fribourgeoise des mandataires de la construction, CFF, Gruyère Energie SA, SIA section Fribourg Communes d'Avry, Marly, Pontla-Ville, Bulle, Romont	
Keine Bemerkungen	UDC - SVP	
Nous soutenons pleinement les modifications apportées: réalisation et application du cadastre de l'espace minimal nécessaire au cours d'eau et prise en compte des cours d'eau enterrés.	OFEV Pro Natura, WWF	
Interessenkonflikte bestehen nicht nur in ländlichen, sondern und vor allem auch in überbauten (urbanen) Gebieten. Gerade hier ist beim Festlegen des Raumbedarfs eine flexible Haltung unbedingt notwendig.	Oberamtmännerkonferenz des Kantons Freiburg	In der Tat bestehen die Konflikte unabhängig von der Nutzung. Die vorgeschlagene Lösung ermöglicht einen differenzierten Ansatz in den Bauzonen (Baugrenze statt Schutzzone).
La volonté du projet de modifier les priorités cantonales en matière de gestion des cours d'eau, en privilégiant les mesures d'entretien par rapport aux mesures constructives, doit toutefois impérativement se traduire par une modification du dispositif de subventionnement, c'est-à-dire une diminution des subventions en faveur des mesures constructives au profit d'un modeste renforcement des mesures d'entretien et de revitalisation.	Direction des finances	Cet aspect est traité dans l'avant-projet de loi sur les eaux.
C'est avec grand intérêt que nous suivons l'évolution de la politique de l'eau fribourgeoise, qui pourrait servir de modèle pour notre canton.	Conseil d'Etat du canton de Vaud	

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Können die Gemeinden bestimmen, welche nicht vorschriftsmässig erstellten Gebäude unterhalten oder abgebrochen werden müssen, und welche Bauvorhaben im und am minimalen Raumbedarf zulässig sind, oder wird dies vom Staat abschliessend vorgeschrieben oder können die Gemeinden hierzu noch Einfluss nehmen?	Gemeinde Plaffeien	An nicht konformen Gebäuden können nur Unterhaltsmassnahmen durchgeführt werden. Aufgrund der Bestimmungen des Bundes sind neue Bauten im minimalen Raumbedarf nicht erlaubt. Gestaltungen hingegen sind möglich, wenn die Baugrenze berücksichtigt wird. Der Kanton stellt den Gemeinden das Kataster des minimalen Raumbedarfs von Fliessgewässern zur Verfügung; diese setzen es in Ihrem Nutzungsplan um. In diesem Kontext sind Diskussionen möglich.
Dabei stellt sich die Frage, ob der Bauabstand zur öffentlichen Sache, welcher gemäss Art. 25 des Gesetzes über die Gewässer mindestens 20 m beträgt, ab der Grenze des neu im Zonennutzungsplan festgelegten minimalen Raumbedarfs an gerechnet wird oder ab dem Bachbettrand oder ab der Bachbettmitte (Mitte des minimalen Raumbedarfs)?	Gemeinde Plaffeien	Dank dem Kataster wird der Zonennutzungsplan in der Bauzone Baugrenzen festlegen. In Bereichen wo der minimale Raumbedarf nicht festgelegt ist bleiben die 20 Meter anwendbar.
Nous comprenons le besoin de remise à ciel ouvert de secteurs canalisés, mais cette action forte ne pourra se réaliser qu'avec un soutien financier important tant du canton que de la Confédération. Sans garanties financières, nous sommes plutôt réservés.	Commune de Corminboeuf	Les modalités pour le soutien financier sont définies dans le projet de loi cantonale sur les eaux.
La loi sur les eaux ne doit pas interdire la mise sous tuyaux des cours d'eau et exiger la mise à ciel ouvert des cours d'eau sous tuyaux. Parler d'exigence est inacceptable, car ces tracés se trouvent souvent à l'intérieur des zones à bâtir ou construites. Nous demandons que les mesures soient acceptables tant du point de vue technique que financier.	PLR fribourgeois	L'exigence légale et les critères de suppression sont définis dans le droit fédéral. Le principe de proportionnalité reste applicable, comme le mentionne le projet de loi cantonale sur les eaux.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Nous nous opposons à une interdiction totale de mise sous tuyaux ou d'obligation de remise à ciel ouvert des cours d'eau sous tuyaux. Le texte du plan directeur est plus catégorique que l'avant-projet de loi sur les eaux; les deux textes doivent être coordonnés. Wir lehnen ein absolutes Verbot der Eindolung oder die Pflicht der Offenlegung eingedolter Gewässer ab. Der Text des Richtplans ist kategorischer als das Vorprojekt zum Gesetz über Gewässer; die beiden Texte müssen koordiniert werden.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Tornay, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Pont-en-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinböisingen, Galmiz	L'exigence légale et les critères de suppression sont définis dans le droit fédéral. Le principe de proportionnalité reste applicable, comme le mentionne le projet de loi cantonale sur les eaux. Die gesetzlichen Forderungen sind im Bundesrecht festgelegt. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit bleibt anwendbar, sowie es das Vorprojekt zum kantonalen Gesetz über Gewässer erwähnt.
DEMANDES DE MODIFICATION FORDERUNGEN ZUR ÄNDERUNG		
Fixer des délais pour la gestion des débits de manière à respecter les délais fixés par le droit fédéral en matière d'assainissement des prélèvements d'eau.	ODT	Les délais sont fixés dans les bases légales fédérales. Le plan directeur ne doit pas reprendre in extenso des principes figurant dans des bases légales.
Compléter le rapport explicatif sur la situation actuelle dans le canton et les principaux problèmes rencontrés	ODT	Le rapport sur l'aménagement, établi en conformité à l'article 9 OAT, renseignera sur ces aspects.
Préciser les exigences en matière de coordination avec l'agriculture et la prise en compte des surfaces d'assolement.	ODT	Des solutions doivent être trouvées à l'échelle fédérale à l'exemple des réflexions effectuées en matière de défrichement ou de surface agricole utile.
Il faudrait mentionner les besoins de coordination que suscitent l'aménagement et la revitalisation des cours d'eau en cas d'emprise sur des terres agricoles, notamment des surfaces d'assolement.	OFAG	
En cas de projet de réaménagement rendant impossible la poursuite de l'exploitation sur des surfaces d'assolement, la coordination doit être assurée par le plan directeur cantonal.	OFEV	

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Fournir des informations sur la réalisation du cadastre de l'espace nécessaire au cours d'eau et préciser les intentions cantonales sur l'intégration des mesures nécessaires dans le plan directeur cantonal.	OFAG	Ces informations seront fournies dans le cadre du rapport sur l'aménagement du territoire qui sera établi pour fin 2007.
"Bevorzugung von Unterhaltmassnahmen gegenüber baulichen Massnahmen": Dieser Punkt ist aufzuheben. Die jeweilige Massnahme ist situationsbedingt. Der nötige Freiraum muss hier gegeben sein.	Gemeinde Tifers	Dieser Vorrang ist im Bundesrecht festgelegt.
Für bestehende Bauten ist der Begriff Unterhaltmassnahmen zu eng. Für diese Bauten müssen auch Umbauten zwecks Anpassung an den heutigen Standard und Komfort möglich sein.	Oberamtmännerkonferenz des Kantons Freiburg	Die möglichen Unterhaltmassnahmen für nicht konforme Bauten sind im RPBG festgelegt. Dieser Aspekt wird auch im Rahmen der Revision des RPBG untersucht.
"Für bestehende Bauten können Unterhaltmassnahmen vorgesehen werden" ist wie folgt zu ändern: "... können Unterhalts- und nötige Gebäudeschutzmassnahmen vorgesehen werden."	Gemeinde Tifers	
En ce qui concerne l'espace minimal nécessaire au cours d'eau, la limite de 20 mètres nous semble exagérée. Elle devrait être, à notre avis de 10 mètres en général avec possibilité d'y déroger en fonction des dangers réels. Bezüglich minimalen Raumbedarf der Fliessgewässer scheint uns die 20-Meter-Grenze übertrieben. Sie müsste unserer Meinung nach allgemein 10 Meter betragen und es sollte die Möglichkeit bestehen, den tatsächlichen Gefahren entsprechend Ausnahmen zu gewähren.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Torny, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Ponten-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinböisingen, Galmiz	La distance de 20 mètres est fixée par le droit cantonal actuellement en vigueur. Il n'appartient pas au plan directeur cantonal de la changer. Des dérogations sont possibles sur la base de la détermination de l'espace minimal nécessaire. Die Distanz von 20 Metern ist im heute gültigen kantonalen Recht festgelegt. Es liegt nicht am kantonalen Richtplan sie zu ändern. Ausnahmen sind mit Bezug auf die Festlegung des minimalen Raumbedarfs möglich.
Der bestehende Text ist wie folgt zu ergänzen: "Renaturierung (Offenlegung von Gewässern) darf das gewohnte Dorf- und Landschaftsbild nicht wesentlich verändern. Die Renaturierung muss von der Gemeinde oder / und vom Kanton finanzierbar sein.	Gemeinde Fräschels	Das Vorprojekt zum Gesetz über Gewässer behandelt diesen Aspekt. Ein Vorschlag zur Verstärkung der Finanzierung ist vorgesehen.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
Abschnitt "die Gemeinden" und Abschnitt "die Wasserbauunternehmen": Widerspruch zum Wasserschutzgesetz bezüglich Verantwortung der Wasserbauunternehmen.	Gemeinde Fräschels	Der Text wird der definitiven Version des Gesetzes entsprechend angepasst.
Nous demandons que dans certains secteurs intéressants, le plan directeur cantonal interdise la construction dans l'espace minimal garantissant la biodiversité (largeur de la zone riveraine plus importante).	WWF	La construction est interdite dans l'espace nécessaire. Il n'est pas prévu de différencier la fonction de l'espace nécessaire.
L'introduction d'une bande d'interdiction de construction pour des cours d'eau sous tuyaux et la désignation des bâtiments non-conformes en raison de leur implantation dans l'espace minimal nécessaire sont inacceptables en zone à bâtir si ces dispositions remettent en question notre règlement en matière de perception des taxes de préférence et taxes à la surface. Die Forderung nach der Bezeichnung der Gebäude, die nicht den Vorschriften entsprechen, weil sie sich innerhalb des minimalen Raumbedarfs befinden, muss aufgehoben werden.	Commune de Charmey Gemeinde Überstorf	Un report d'indice est possible. Ces aspects sont à examiner dans le cadre des révisions générales des plans d'aménagement local par les communes. Diese Massnahme ist nötig um den Raumbedarf zu berücksichtigen. Die betroffenen Besitzer haben das Recht darauf, informiert zu werden.
L'exigence de fixer dans le règlement communal d'urbanisme des dispositions relatives à l'entretien ou à la suppression des bâtiments non-conformes situés dans l'espace minimal nécessaire n'est tout simplement pas raisonnable. Die Forderung nach Bestimmungen für Gebäude, die nicht den Vorschriften entsprechen, weil sie sich innerhalb des minimalen Raumbedarfs befinden, muss aufgehoben werden.	Commune de Charmey Gemeinde Überstorf	Cette mesure est nécessaire pour la prise en compte de l'espace nécessaire. Les propriétaires des bâtiments concernés ont le droit d'être informés. Diese Massnahme ist nötig um den Raumbedarf zu berücksichtigen. Die betroffenen Besitzer haben das Recht darauf, informiert zu werden.
Il faut que le principe de proportionnalité soit respecté dans la revitalisation des cours d'eau.	Commune de Charmey	Le principe de proportionnalité est toujours applicable.
Pour les débits minimaux, il faut adapter le délai mentionné en remplaçant 2007 par 2012.	Groupe E	Ce point sera corrigé.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSER DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
La fiche ne pourra être approuvée que lorsque les fiches sur les transports et les zones d'activités auront été adaptées aux exigences de la protection de l'air.	ODT	Les fiches sur les transports et les zones d'activités ont déjà été adaptées dans ce sens.
Dans les bassins de vie supracantonaux, une coordination intense serait très souhaitable sur la définition des centres prioritaires du point de vue des transports publics et la mise en place de transports publics performants (organisme de gestion, infrastructures, communautés tarifaires, etc.)	Conseil d'Etat du canton de Vaud	La coordination intercantonale existe dans le domaine. La communauté tarifaire Frimobil est également valable dans la Broye vaudoise.
Nous réservons notre position sur le lien entre aménagement local et protection de l'air. Wir behalten unsere Stellungnahme zur Verbindung zwischen Ortsplanung und Luftreinhaltung vor.	Association des communes fribourgeoises, Ascobroye Communes de Gruyères, Attalens, Wallenried, La Verrerie, Tornay, Farvagny, Riaz, Siviriez, Châtel-sur-Montsalvens, Matran, Villaz-St-Pierre, Montagny, Gletterens, Ursy, Broc, Ferpicloz, Semsales, Estavayer-le-Lac, Saint-Aubin, Hauterive, Ponten-Ogoz, Murist, Botterens, Sâles, Marsens, La Folliaz, Villeneuve Gemeinden Courlevon, Kleinbödingen, Galmiz	Il est pris acte de cette remarque. Die Bemerkung wird zur Kenntnis genommen.
Vu l'importance donnée aux secteurs bien desservis par les transports publics, force est de constater que notre politique de développement visant à favoriser l'implantation de familles à l'année ne rencontrera pas le même soutien que dans les communes à proximité des agglomérations. Ces principes vont à l'encontre d'un développement harmonieux et équitablement répartis sur l'ensemble du territoire.	Commune de Charmey	Le développement reste possible. Les principes définis sont applicables en cas de forte utilisation du sol uniquement.
DEMANDES DE MODIFICATION FORDERUNGEN ZUR ÄNDERUNG		
Compléter le rapport explicatif sur la situation actuelle dans le canton et les principaux problèmes rencontrés.	ODT	Le bilan est présenté dans le plan de mesures sur la protection de l'air.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
COMPLÉMENTS SUGGÉRÉS VORGESCHLAGENE ERGÄNZUNGEN		
Concrétiser dans les fiches du plan directeur concernées (dimensionnement des zones à bâtir et zones d'activités et grands générateurs de trafic), les deux nouveaux principes de la thématique.	ODT	Les nouveaux principes sont de toute manière applicables. Le Guide pour l'aménagement local sera complété pour mieux expliciter leur mise en oeuvre.

GP/CB/HG/OO/CD/14.11.2007